

LA CONFRÉRIE DES **FRÈRES MUSULMANS** **EN EUROPE**

Préface de **Nicolas Bay**

Association pour l'Identité et Démocratie Fondation - ID Fondation ,75 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, France. www.id-fondation.eu

Directeur de publication : N. Bay, député européen, membre de la Fondation ID. Co-directeur de publication : P. Vardon.

Impression : Riwal

La Fondation ID est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Le Parlement européen ne peut pas être tenu responsable des informations fournies.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.



LA FONDATION IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

La Fondation ID est une fondation politique européenne enregistrée par l'autorité des partis politiques européens et des fondations politiques européennes. Présidée par le Français Hervé Juvin, la Fondation ID est composée de membres individuels représentant la Fondation dans plusieurs Etats membres comme la France, la Belgique, l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni, l'Allemagne.

La Fondation ID est convaincue que la souveraineté des États et des peuples repose sur la coopération entre les nations et rejette par conséquent toute politique visant à créer un modèle supranational ou supranational. L'opposition à tout transfert de souveraineté nationale vers des instances supranationales et / ou des institutions européennes est l'un des principes fondamentaux qui unit les membres de la Fondation.

Etude réalisée à l'initiative
de Nicolas Bay pour la Fondation ID.

Préface	7
Chap.1 - Présentation générale de la Confrérie	9
Les fondations	9
Le recours à la violence chez les Frères Musulmans	11
Les assassinats ciblés par l'Organisme secret de la confrérie	12
L'objectif de domination mondiale est toujours d'actualité	14
Le sort réservé aux chrétiens selon les Frères Musulmans	15
La planche de salut turque	16
Des passerelles entre Frères Musulmans et État Islamique	16
Les structures européennes	17
Chap.2 - Les Frères Musulmans en Allemagne	21
Les réfugiés orientaux	21
Une mosquée à Munich	22
Saïd Ramadan entre en scène	22
La Société islamique d'Allemagne prend son envol	22
L'organisation Millî Görüs	24
L'organisation Zentralrat	24
La mosquée de Neuköln à Berlin : les Frères tunisiens bien implantés	25
La mosquée de Penzberg et le nouveau projet de Munich	26
Ces nouvelles mosquées et écoles financées par Qatar Charity en Allemagne	27
Chap.3 - Les Frères Musulmans en Suisse	21
L'arrivée de Saïd Ramadan	31
Des nazis se rapprochent de Saïd Ramadan	31
Focus sur la Banque Al Taqwa	32
Une perquisition riche en découvertes en 2001	32
Le « Projet » d'infiltration des sociétés occidentales	34
Saïd Ramadan et la république islamique d'Iran	34
Le couple Karmous, les piliers	35
Les frères modèles de Fribourg	37
Le canton de Vaud	38
La Coordination des organisations islamiques suisses	39
La Communauté islamique du Tessin	39
L'Association culturelle des musulmans de Neuchâtel (ACMN)	39
La Rencontres des musulmans de Suisse	40
Les imâms turcs, alliés des Frères Musulmans)	40

Chap.4 - Les Frères Musulmans en France	43
Les débuts de l'implantation en France	43
Les méga-structures des Frères : les Grandes mosquées multifonctions	45
Les autres grandes mosquées	50
Les futures grandes mosquées en France	51
Écoles et instituts des Frères Musulmans en France	53
Les Étudiants Musulmans de France	61
Le CFCM et l'AMIF s'allient pour organiser l'islam	62
Les médias	64
Chap.5 - Les Frères Musulmans en Italie	69
Le projet de mosquée frériste à Rome	70
Le projet monumental de Milan	70
Ravenne - Florence - Bergame	73
Vicence - Saronno - Brescia	74
La Sicile, une revanche historique	75
Les associations liées	76
Le Conseil pour les relations avec l'islam	78
Chap.6 - Les Frères Musulmans en Espagne	81
Chap.7 - Les Frères Musulmans en Grande Bretagne	87
Chap.8 - Les Frères Musulmans en Irlande	95
Chap.9 - Les Frères Musulmans aux Pays-Bas	99
Chap.10 - Les Frères Musulmans au Danemark	103
Bibliographie	107

FACE À LA MENACE, RÉPONDRE SANS FAIBLESSE

Ces dernières années ont vu la publication de plusieurs ouvrages consacrés aux Frères musulmans. Il manquait cependant une étude complète et sérieuse de la généalogie du phénomène en Europe, et de ses réseaux sur notre continent. Cette lacune est désormais comblée et il était urgent qu'elle le soit. En effet, comment combattre efficacement une organisation qui a déclaré la guerre à l'Europe, ses nations et sa civilisation, lorsqu'on en méconnaît les buts comme la méthode ?

Loin d'être récente, la pénétration en Europe des Frères musulmans, et donc de l'islamisme dont ils sont les principaux vecteurs, plonge ses racines au cœur de la Seconde Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre. Son développement suit alors le rythme de l'immigration provenant de pays musulmans. C'est cette dernière qui lui procure peu à peu la « masse critique » nécessaire à sa stratégie de conquête de notre continent. De quelques centaines de milliers vers 1960, nous sommes passés en 2010 à 20 millions de musulmans installés sur le sol de l'Europe, puis en 2016 à 26 millions¹. S'il n'a pas déjà été franchi, le cap des 30 millions le sera prochainement.

Cette progression fulgurante accompagne naturellement celle des implantations de mosquées. En France, les Frères musulmans en contrôlent officiellement environ 5 %. Mais, dans les faits, on retrouve leur influence partout ou presque y compris jusque dans la librairie installée en face

de la Grande Mosquée de Paris où ses étudiants viennent se fournir pour leurs travaux.

Si le Qatar a joué longtemps un rôle majeur dans le financement des Frères musulmans, c'est aujourd'hui la Turquie d'Erdogan qui accueille l'organisation. C'est d'Ankara que partent les ordres, les hommes et les projets destinés à étendre le pouvoir des Frères sur les communautés musulmanes, mais aussi à développer leur influence jusqu'au cœur des États européens par le jeu des bi-nationalités, des engagements dans des partis politiques ou des syndicats.

Face à la menace islamiste, la riposte des nations européennes doit être globale, coordonnée et forte. Nos démocraties ne doivent faire preuve d'aucune faiblesse face aux fanatiques qui pensent et professent que l'Europe est un *Dar al-Harb*², une terre à conquérir.

Nicolas Bay

Député français au Parlement européen

1. Estimations du Pew Research Center de novembre 2017.

2. Selon la division canonique du monde en islam entre *Dar al-Islam*, « domaine de la soumission à Dieu », et *Dar al-Harb*, « domaine de la guerre ».

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA CONFRÉRIE



a. Les fondations

La confrérie des Frères Musulmans a fait couler beaucoup d'encre ces dernières années, concomitamment aux « printemps » arabes ayant permis à ses représentations politiques nationales en Égypte et en Tunisie d'accéder aux fonctions les plus élevées politiquement, tout en consolidant ses positions au Maroc, Libye et en Turquie évidemment, où l'organisation est parrainée par l'autocrate Tayyip Erdogan.

Le temps paraît décidément jouer en faveur de la confrérie islamiste depuis 1928, date de sa création en Égypte par l'instituteur Hassan Al-Banna, formaté lui-même à l'islam le plus orthodoxe par un père diplômé de l'université islamique d'Al-Azhar, et imâm de son village. Dès 14 ans, tout juste formé au métier d'instituteur, il devient imâm de l'école où il travaille et exige que les horaires de l'établissement soient adaptés à ceux des prières. Il fonde la confrérie à 21 ans seulement, et commence à prêcher dans les rues et les cafés.

Les revers historiques de l'organisation, montrent que, si elle peut momentanément souffrir de mesures d'interdictions musclées, ses idées continuent à infuser envers et contre tout, à l'aide d'un activisme éditorial très difficile à contrer, se targuant de réconcilier les écoles juridiques du sunnisme ainsi même que le soufisme, Al Banna ayant été initié très jeune à ce courant étonnamment présenté comme pacifique en Occident¹.

Le fondateur définit son programme politico-religieux dans un manifeste en cinquante points publié en 1936, donnant un véritable aspect totalitaire à l'islam, devant s'immiscer dans toutes les strates de la société, de l'armée aux ministères en

passant par les écoles. Parmi ces points, on trouve l'interdiction de la danse, l'encadrement strict des productions théâtrales, l'interdiction des jeux de hasard, la fusion des écoles élémentaires avec les mosquées, la lutte contre les influences étrangères, etc. Les ministères doivent s'islamiser et l'armée aborder ses missions à l'aune du djihad islamique. D'ailleurs, l'armée devrait recruter parmi les diplômés en droit musulman d'Al Azhar! Plus généralement, toutes les lois doivent passer au crible de la jurisprudence islamique, et l'encadrement du citoyen souffrir de la tutelle religieuse quant à ses choix vestimentaires, spirituels et même pour le choix de ses vacances. À cet égard, une police religieuse devrait être instituée, selon le point 19 des domaines sociaux et éducatif:

« Considérer sérieusement la mise sur pied d'une police des mœurs (hisba) responsable de punir ceux qui transgressent ou attaquent la doctrine islamique, tels ceux qui ne se conforment pas au jeûne du Ramadan, ceux qui ne font pas leurs prières, ceux qui insultent la foi et ceux qui commettent d'autres méfaits similaires. »

Dans son discours prononcé lors du Congrès étudiant des Frères musulmans en 1938, Hassan al-Banna définissait le caractère totalitaire de sa conception de l'islam. Il est important d'en lire un extrait :

« L'islam global

Frères, du haut de cette tribune, j'affirme ouvertement, clairement et avec force, que l'islam correspond à un sens autre que celui de la simplification et de la réduction voulues par les opposants et

les ennemis des fidèles. L'islam est credo, rite, patrie et ethnie, grandeur et force, essence et matière, culture et législation. Il est du devoir du musulman, en vertu de son islam, de s'intéresser à toutes les affaires de sa nation, car « qui ne se préoccupe pas des affaires des musulmans n'en fait pas partie. »

La fascination de Al-Banna pour le nazisme transpire dans l'organisation de défilés aux flambeaux dans les rues par les « chemises kaki », son organisation de jeunesse créée en 1940, qui s'attaqua aux biens des juifs, plus nombreux alors en Égypte qu'aujourd'hui. Lors des émeutes du « Samedi noir » de janvier 1952 au Caire, les biens et propriétés des Juifs et Coptes, assimilés à l'Occident, furent attaqués avec le marquage préalable la veille des commerces coptes. Le venin de la confrérie avait radicalisé les esprits des émeutiers musulmans lors de cet épisode méconnu de l'histoire de l'Égypte.

Dans *La Lettre aux jeunes* d'Hassan al-Banna écrite en 1936, le fondateur se voulait très offensif.

Il faut avoir en tête le contexte historique de colonisation : si les Britanniques se retirèrent en 1922, leur influence sur le premier roi Fouad Ier demeurait forte, et le traité de Londres de 1936 signé par son fils Farouk lui succédant cette année-là, conservait le monopole britannique sur le canal de Suez. Aussi, l'année 1936 vit l'Italie finir d'envahir l'Éthiopie, et marqua le début de la Grande Révolte Arabe en Palestine contre le mandat britannique. Le Soudan, autre terre d'islam, était aussi toujours sous contrôle du Royaume-Uni. Hassan al-Banna tenta de pousser les jeunes à s'engager contre l'occupant, notamment dans la région palestinienne, contre les anglais et les juifs, indigènes ou immigrants. Mais il visait plus loin : la reconquête de l'Andalousie, des Balkans, de la Sicile et même des côtes italiennes, furent objets de sa convoitise pour restaurer un califat supranational fantasmé :

« [...] Notre slogan ne cessera d'être :

***Dieu est notre but,
Le messager de Dieu est notre guide,
Le Coran est notre constitution,
Le combat est notre chemin,
La mort sur le sentier de Dieu est notre souhait ultime.***

Oh, jeunes gens !

Très certainement, Dieu vous a renforcé par le biais de votre attachement à Lui, par la foi que vous avez en Lui, et par l'éducation islamique que vous avez reçue. Il vous a assigné le plus haut rang dans ce monde, la place de maîtres de l'Univers, ou encore celle, gracieuse, dont jouit le professeur au milieu de ses élèves :

Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes : vous ordonnez le bien, et interdisez le blâmable et vous croyez en Dieu. (Sourate La famille d'Imran, verset 110)

Et c'est ainsi que Nous avons fait de vous une communauté de juste milieu, pour que vous soyez témoins contre les gens, et le messenger, témoin contre vous (Sourate La vache, verset 143)

La première chose à laquelle Dieu vous appelle est d'avoir confiance en vous, de mesurer le statut (dont Il vous a gratifié), d'être convaincus de votre place de maîtres de ce bas monde [...] »

Puis, Al Banna égrainait une série d'objectifs à atteindre, parmi lesquels la restauration de l'Empire musulman en Orient, puis, plus inquiétant pour les Européens, les terres européennes conquises dans le passé :

« Nous voulons, ensuite, que le drapeau de l'Islam flotte de nouveau au vent et bien haut, dans toutes les contrées qui ont eu la chance d'accueillir l'Islam pendant un certain temps, et où la voix du muezzin a retenti par les takbirs [cri guerrier signifiant « Dieu est le plus grand »] et les tahlils [cri de profession de foi]. Puis la malchance a voulu que les lumières de l'Islam se retirent de ces contrées, qui sont retombées dans la mécréance. Donc l'Andalousie, la Sicile, les Balkans, les côtes italiennes ainsi que les îles méditerranéennes sont toutes des colonies méditerranéennes musulmanes, et il faut qu'elles reviennent au sein de l'Islam. Il faut également que la Méditerranée et la mer rouge redeviennent des mers musulmanes, comme elles l'étaient auparavant, quand bien même Mussolini s'arroge le droit de reconstruire l'Empire romain. Ce soi-disant Empire d'antan ne s'est constitué que sur des bases de cupidité et de désirs passionnels. Il est donc de notre droit de reconstruire l'Empire Islamique, qui s'est établi par la justice et l'égalité, et qui a répandu la lumière de la guidée parmi les gens.

Nous voulons, après cela et avec cela, exposer notre message islamique au monde entier, atteindre les gens dans leur totalité, répandre à tous les horizons

terrestres, et y soumettre tous les tyrans « jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de désordre, et que la religion soit entièrement vouée à Dieu (hadith). Ce jour venu, les croyants se réjouiront du secours divin, Il secourt qui Il veut, et c'est Lui le Puissant et le Miséricordieux. »

Dans un livre d'entretien paru en 2002, *L'islam en question* (éditions Sindbab), Tariq Ramadan endossait sans complexe la pensée de son grand-père :

« J'ai étudié en profondeur la pensée de Hassan al-Banna et je ne renie rien de ma filiation. Sa relation à Dieu, sa spiritualité, son mysticisme, sa personnalité en même temps que sa pensée critique sur le droit, la politique, la société et le pluralisme restent des références pour moi, de cœur et d'intelligence. [...] Son engagement aussi continue de susciter mon respect et mon admiration. »²

b. Le recours à la violence chez les Frères Musulmans

Le Jihâd, entendu comme l'effort pour le combat armé dans l'islam classique, fait l'objet d'une étude spécifique par le fondateur, théorisant son aspect offensif, et son importance étant placée en tant que quatrième pilier sur dix de l'allégeance aux Frères Musulmans. Intitulée *L'Épître du Jihâd*, ce texte a été traduit en français par un repentir de la confrérie islamiste Mohamed Louizi, dans son ouvrage indispensable sur la question *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans* (éditions Michalon, 2016). Ce texte s'appuie sur le Coran, les hadiths³ et les juristes musulmans des quatre écoles du sunnisme, pour démontrer que le jihâd guerrier est obligatoire une fois par an, que ceux qui n'y prennent pas part sont passibles de châtements, et qu'il n'est pas nécessaire d'être agressé pour combattre les mécréants.

Citant un auteur de l'école sunnite hanéfite, au sujet de « *mécréants pacifiques* », Al Banna écrit : « *il nous est ordonné, collectivement, d'être les premiers à engager le combat contre eux après la transmission de notre message même lorsqu'ils ne nous agressent pas* ». La conversion ou la mort. Al-Banna cite ensuite le fondateur de l'école malékite afin de montrer une convergence de vue des écoles sunnites sur la question : « *Le Jihâd pour la cause d'Allah, chaque année, pour que Sa parole soit la plus haute est une obligation collective.* » Quant au juriste Nawâwi, un des plus éminents de l'école chaféite, il est aussi convoqué pour justifier la doctrine des Frères Musulmans : « *Si les mécréants sont dans leur pays et n'attaquent pas les musulmans, le jihâd dans ce cas a le statut d'ordonnance collective. En effet, si une partie des musulmans se chargent de mener le jihâd contre ces mécréants chez-eux, cela suffit* ».

Mohamed Louizi⁴ confie que ce texte circule discrètement parmi les cadres de l'**Union des Organisations Islamiques de France (UOIF)** dont il a fait partie :

« Depuis sa création en 1983, L'Épître du jihâd, entre autres épîtres, circule secrètement, en langue arabe, dans les cercles d'endoctrinement fermés de l'UOIF. Son contenu est vulgarisé partiellement par ses sermonnaires idéologiques de la mouvance islamiste, surtout lors des conférences et prêches du vendredi afin d'entretenir la flamme et la mobilisation des musulmans « réservistes » pour le jihâd. Parmi ces sermonnaires, que j'ai connus et écoutés figurent Ahmed Miktar, l'actuel président des imâms de France (imâm de Villeneuve d'Ascq), Makhoul Mamèche, le cofondateur du collège-lycée Averroès et Mohamed Karrat, recteur du centre islamique de Villeneuve d'Ascq, professeur de mathématiques au lycée Averroès et formateur à l'idéologie d'Hassan Al Banna, à l'institut Al-Qods⁵ ».

Hani Ramadan, frère de Tariq, n'enseigne pas autre chose que son grand-père dans ses sermons édités en France et vendus à la Grande Mosquée de Créteil, présentée pourtant comme une mosquée exemplaire :

« Le monde musulman est en ébullition. Cette force peut et doit être orientée vers un État islamique, un État appliquant le Coran et la Sunna. [...] Les musulmans ne retrouveront jamais leur bonheur perdu s'ils ne reviennent pas au jihâd et ne cherchent pas à établir un État Islamique⁶. »

Il est étonnant qu'une telle idéologie décomplexée de la violence ne provoque pas l'interdiction de l'organisation en Europe comme c'est le cas en Russie, en Égypte ou aux Émirats-Arabis-Unis. Le logo des Frères avec les deux sabres entrecroisés n'est-il pas entouré de la phrase issue du Coran : « *Et préparez [pour lutter] contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie équipée, afin d'effrayer l'ennemi d'Allah et le vôtre⁷.* »

C. Les assassinats ciblés par l'Organisme secret de la confrérie

Suite au rejet de l'autorisation pour le mouvement de se présenter aux élections parlementaires de 1944, une série d'attaques ciblées fut enclenchée par le *Tanzim al-Serri*, « l'Organisme secret » du mouvement. C'est ainsi que le Premier ministre Ahmed Maher fut assassiné en pleine séance parlementaire en février 1945 par un membre de l'Organisme secret de la confrérie. Puis, en janvier 1946, ce fut le ministre des Finances égyptiens, Amin Osman, coupable de moderniser l'Égypte selon les Frères. Le juge Ahmed El-Khezendar, qui avait condamné à perpétuité des jeunes Frères lesquels avaient commis des attentats contre le quartier juif du Caire et des propriétés d'étrangers, fut abattu de neuf balles sous les yeux de sa femme et ses enfants en novembre 1947. Ses deux assassins, interceptés par les habitants du quartier, avaient agi sous les ordres de Abdel Rahman El-Sendari, chef de l'Organisme secret.

Lors de l'assassinat d'Amin Osman, El-Banna n'avait pas hésité à exprimer son indignation, en précisant que les auteurs « ne sont pas Frères et ne sont pas des musulmans »... alors qu'ils étaient bien membres de l'Organisme secret de la confrérie. La dissimulation est une arme de propagande qui fut et continue à être largement utilisée par les Frères. Anouar El Sadate était à l'époque très impliqué au sein de la confrérie, en plus d'être membre des Officiers libres. Une alliance secrète se noua entre les deux organisations, ayant le même objectif: renverser le Premier ministre El-Nokrashi, qui entreprit de mettre aux abois les milices armées des Frères. Mal lui en prit, il fut assassiné le 28 décembre 1948.

David Theodore Belfield, proche ami de Saïd Ramadan⁸, converti à l'islam sous le nom de Salahuddin, assassina en 1980, à Bethesda dans le Maryland (États-Unis), l'opposant iranien Ali Akbar Tabatabai, président de l'Iran Freedom foundation, organisme d'opposition à la jeune République islamique proclamée le 12 février 1979. Parfaitement au courant du crime, Saïd Ramadan (1926-1995), ambassadeur de la confrérie en Europe, l'hébergea durant sa fuite à Genève et prépara son évasion vers l'Iran. « S'il n'avait pas contacté par téléphone une certaine personne, je ne serais pas là aujourd'hui » confia le terroriste pour qui « aucune autre personne,

*même pas mes parents biologiques, ne me connaissait aussi bien que lui*⁹ ».

Il faut dire que la confrérie a longtemps été un modèle pour les révolutionnaires iraniens, avant que la République islamique ne devienne à son tour un modèle pour la première. Aujourd'hui, le Hamas palestinien est financé par l'Iran. Parmi les principaux traducteurs en farsi de l'œuvre de Sayyid Qutb¹⁰ figure même l'actuel guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei. Khomeiny lui-même n'a jamais caché sa fascination pour les textes d'Al-Banna et Qutb.

Autre partisan du recours au terrorisme, Muhammad Al Ghazâli (1917-1996), un des principaux penseurs des Frères Musulmans au XX^e siècle. Il approuva l'assassinat du penseur réformiste égyptien Farag Foda en 1992. Ce dernier réclamait notamment une laïcisation de la société et la fin des discriminations envers la minorité Copte. Le cheikh, auréolé de son statut de professeur à l'Université islamique d'Al-Azhar avait commenté: « *si le gouvernement peine à condamner les apostats, n'importe qui peut se charger de le faire* ». Il définit devant le tribunal chargé de juger Farag Foda que les apostats étaient ceux qui refusaient d'appliquer la charia, et qu'ils méritaient la condamnation à mort. Auteur de 94 livres, prêchant dans les plus grandes mosquées du Caire, souvent cité en référence par Tariq Ramadan dans ses conférences en Occident, il mourut à 78 ans en 1996. Le plus grave est que ses livres sont traduits en français et diffusés dans les mosquées des Frères Musulmans en France (exemplaires trouvés dans les Grandes mosquées de Reims et Créteil), jusqu'à la FNAC, entreprise largement renflouée par l'État après la crise du Covid-19. Benghazi justifia le jihâd armé contre ceux qui n'observent pas les règles de la charia, ainsi qu'on peut le lire dans un de ses ouvrages phares trouvé à la Fnac des Ternes à Paris en octobre 2015, *L'Éthique du musulman* (éditions Al Qalam, 2012):

« ***Certaines personnes mobilisées pour le jihâd obligatoire avancent avec la chair de poule [...] le délaissement du jihâd est une porte grande ouverte à l'infidélité*** » (page 45).

Dans la courte conclusion de cet imposant traité de droit musulman, Ghazâli résume:

« *Le jihâd, en matière de recommandation du bien et du mal et le jihâd avec les différents moyens pour faire triompher la Parole de Dieu relèvent de l'éthique que j'ai analysée en parlant de la politique de l'Islam intérieure et extérieure* » (page 315).

Donc le jihâd est bien compris comme une action coercitive visant non pas à se défendre simplement, mais à « faire triompher » le programme politique de l'islam.

Autre penseur incontournable de la confrérie islamiste, Sayyed Qutb (1906-1966) nommé dès 1951 responsable de la **Section de propagande** (*dawa'*) des Frères Musulmans, membre du **Bureau de l'orientation** (*irshâd*) puis membre du **Comité exécutif de la confrérie** auprès du Guide suprême de l'époque (Al-Hudaybi, guide de 1951 à 1973). Dès 1954 il dirigea *La Revue des Frères Musulmans*, l'hebdomadaire officiel de la confrérie, ce pendant dix ans entrecoupés de périodes d'interdiction de publication par le régime de Nasser.

En 1953, il représenta les Frères au Congrès général islamique de Jérusalem aux côtés de Saïd Ramadan. Ses ouvrages sont disponibles dans les librairies musulmanes de Paris, alignées rue Jean-Pierre Timbaud, et des ouvrages apologétiques diffusés dans les grandes mosquées de la confrérie comme à Bussy-Saint-Georges en Seine-et-Marne¹¹. Ce fanatique de la violence religieuse fut pendu par Nasser en 1966, lui consacrant son statut impérisable de martyr (*shahîd*), en faisant un mythe chez les islamistes.

Le Monde, dans son édition du 21 août 2013¹², souligna que le nouveau Guide suprême des FM, Mahmoud Ezzat, nommé suite à l'embastillement de Mohamed Badie, est un fervent dévot de la pensée de Qutb. Selon le quotidien, Ezzat « est considéré à l'intérieur de la confrérie comme le faucon de l'aile qutbiste, gardienne de la pensée radicale de Sayyid Qotb. Un courant qui prône la lutte armée, le terrorisme et refuse toute participation à la vie politique¹³. »

De quoi comprendre pourquoi l'Égypte a embastillé Ezzat en août 2020, après sept ans de cavale. Lui est reproché d'avoir planifié l'assassinat de militaires et de l'ancien procureur général,

Hicham Barakat, en 2015.

L'ouvrage phare de la pensée de Qutb – sacralisant l'ultra-violence au nom d'Allah – s'intitule *À l'ombre du Coran (Fî zilâl al-qur'ân)* traduit en français dès 1988. Voici des extraits indispensables à la compréhension de la pensée profonde des Frères Musulmans :

« *Si l'on comprend la nature de la religion, on comprend en même temps la nécessité de l'activisme de l'Islam sous la forme de la guerre armée outre le combat de prédication. On comprend aussi qu'il ne s'agit pas d'un activisme défensif au sens étroit du terme actuel de la "guerre défensive", comme certains le prétendent sous l'influence des circonstances présentes et par souci apologétique à l'adresse des orientalistes en réponse à leurs attaques sournoises au sujet du jihâd. Non, il s'agit d'un activisme expansionniste par principe, visant à libérer l'humanité. [...]*

Alors oui "Pas de contrainte en religion". Mais aussi longtemps que ces influences et obstacles matériels étaient là, il fallait bien commencer par déblayer le terrain par la force afin de s'adresser ensuite à des esprits et des cœurs libérés de ces chaînes. Le jihâd est indispensable à la prédication [...]

Le but ultime du jihâd n'est nullement la protection d'un territoire. Il est bien plutôt le moyen d'instaurer le royaume de Dieu au sein du territoire et ensuite, à partir de cette base, de se déplacer dans le monde entier, le genre humain tout entier. [...] L'islam est tel qu'il ne peut exister sans avancer, afin de sauver l'homme de l'esclavage à d'autres qu'à Allah. Il ne peut s'arrêter à telles ou telles frontières géographiques [...]. Les camps ennemis peuvent très bien choisir de rester sans attaquer l'Islam [...] mais l'islam ne peut pas être en trêve réelle avec eux, tant qu'ils n'auront pas déclaré leur capitulation en payant la capitation pour garantir la libre prédication (islamique) sans plus aucune entraves matérielles.¹⁴ »

Le simple fait de diffuser la pensée, dans une mosquée, de ce va-t-en-guerre qui a beaucoup inspiré l'État Islamique, devrait déclencher la fermeture administrative automatique du lieu. Mais encore faudrait-il de la volonté politique. Peut-on sincèrement prétendre lutter contre le « séparatisme islamique » sans interdire les mosquées qui diffusent cette pensée terroriste ?

d. L'objectif de domination mondiale est toujours d'actualité

Sur la version arabe du site officiel de la confrérie, nettement moins politiquement correcte que Ikwanweb, la version anglaise, on trouve deux textes intitulés :

*Les Objectifs des Frères musulmans*¹⁵ et *Les mesures musulmanes de la Fraternité*¹⁶ qui exposent la doctrine du Jihâd en se basant sur les écrits du fondateur des Frères musulmans, Hassan al-Banna. Le Jihâd, est-il écrit, est l'outil le plus important de l'islam permettant une conquête progressive, en commençant par les pays musulmans devant être intégrés à un califat restauré sur les trois continents, en vue de la conquête de l'Occident, pour enfin instaurer un État islamique mondial. Le site Internet arabe de la confrérie affirme :

« Nous voulons un individu musulman, une maison musulmane, un peuple musulman, un gouvernement musulman et un État qui guidera les pays islamiques, et que dans le giron de la diaspora musulmane et des terres volées à l'islam, se mène le jihâd et l'appel [da'wa] d'Allah. [Puis le] monde sera heureux d'accepter les préceptes de l'islam [...] La problématique de la conquête du monde ne prendra fin que lorsque le drapeau de l'islam et du jihâd flottera dans le ciel.

[...] L'objectif est d'établir un État islamique des pays islamiques unis, une Nation sous un leadership unique dont la mission sera de renforcer l'adhésion à la loi d'Allah [...] et le renforcement de la présence islamique dans l'arène du monde [...]. Le but est la création d'un État Islamique mondial. Et si la prière est un pilier de la foi, alors le Jihâd est son sommet [...] et la mort dans le chemin d'Allah est le sommet de notre aspiration.

[...] le prophète Mahomet comme chef et souverain, et le jihad en tant que chemin ».

Doctrines du fondateur Hassan Al-Banna qui n'a pas changé d'un iota dans la bouche de Muhammed Mahdi Akef, ex-Guide des Frères Musulmans (2004-2010). Dans le cadre d'un entretien avec Walid al-Kubaisi pour un documentaire norvégien, Akef affirmait tranquillement :

« Le but des Frères Musulmans est de créer un État islamique mondial. Nous, les musulmans, nous immigrons partout et il y aura encore un long chemin avant de prendre le contrôle de l'Europe¹⁷ »

Déjà, en 2004, ce Guide suprême de la confrérie (*murshid*) déclarait sa « conviction que l'islam envahira l'Europe et les États-Unis, car l'Islam a une logique et une mission¹⁸ ».

Interviewé le 17 septembre 2007, par le journal égyptien *Al-Karama*, Muhammad Mahdi Akef (alors guide suprême) affirma que le slogan de la campagne électorale de l'organisation serait : « la charia est la solution ». Le 12 avril 2007, Il affirma dans un communiqué que « seul l'islam, qui a été donné aux hommes par Dieu, était la véritable expression de la démocratie. »

Un des exemples que prit Akef quant aux « valeurs corrompues » de l'Amérique fut la tentative d'arrêter l'excision en Afrique ! En juillet 2007, il écrivait que « [les Américains] dépensent des milliards de dollars sans cesse pour changer le mode de vie des musulmans (...). Ils ont fait même la guerre contre l'excision, une pratique courante dans 36 pays, qui prévaut depuis l'époque des Pharaons. »

Son prédécesseur, le Guide suprême Mustafa Mashur (1996-2002), se positionne pour le rétablissement de la taxe frappant les chrétiens selon le statut de la Dhimma prévu par la charia¹⁹. Mustafa Mashur, qui a longtemps vécu en Allemagne pour structurer la confrérie en Europe, apparaît dans une vidéo privée saisie en 2001 par la police suisse où lors d'un voyage en Afghanistan en 1993, il jure « Je vous assure que, tout comme l'URSS a succombé, l'Amérique et l'Occident succomberont, avec l'aide d'Allah²⁰. »

En juillet 2012, l'Égyptien Safwat Hijazi, un des principaux intellectuels de la confrérie, venant régulièrement en France pour prêcher dans les mosquées de l'UOIF ou lors de son congrès, affirma à la télévision²¹ :

« Si vous lisez la littérature des Frères musulmans, voilà ce qui ne peut jamais être perdu de vue : le califat islamique et la domination du monde. Oui, nous serons les maîtres du monde, l'un de ces jours. »

Hijazi fut interdit de séjour en France alors qu'il était annoncé au congrès de l'UOIF en avril 2012, notamment à cause de ses déclarations antisémites²². Le médiatique imâm d'Ivry-sur-Seine,

Mohamed Bajrafil, très apprécié des médias pour sa modération de façade, réagit à l'époque en s'étonnant de son interdiction de territoire avec cinq autres prédicateurs radicaux, et confia l'avoir souvent rencontré en France²³.

Ce projet d'expansion mondiale est organisé par l'Organisation internationale des Frères Musulmans, **al-tanzim al-duwali**, sans existence officielle, encadrant les ramifications occidentales comme l'UOIF en France et l'UCOII en Italie.

e. Le sort réservé aux chrétiens selon les Frères Musulmans

Le Hamas palestinien n'a pas attendu la position du guide Mustafa Mashur pour taxer spécialement les chrétiens vivant en Palestine.

Une chrétienne de Bethléem réfugiée à Londres, Christy, a raconté lors d'une conférence²⁴ en 2014 le sort de son oncle qui était sommé de payer la *jizya*²⁵, vivant également dans la ville de naissance de Jésus-Christ. Quand il décida de ne plus payer, il fut emprisonné puis tué dans le silence médiatique. « *Des Palestiniens tuant d'autres Palestiniens, quelle jungle!* » se lamente Christy devant un auditoire stupéfait. De 85 % de chrétiens il y a quarante ans à Bethléem, le nombre de chrétiens est descendu à 7 % après la seconde intifada (2000-2002). Ramallah, ville chrétienne à 90 % au vingtième siècle, ne compte plus aujourd'hui que 5 % de chrétiens.

Un article du journaliste palestinien Khaled Abou Toameh de 2013 fournissait les détails suivants sur une situation dérangeante cachée des médias traditionnels: « *Sur les 600 chrétiens de la bande de Gaza qui sont arrivés en Judée-Samarie lors des deux dernières semaines pour célébrer Noël, des dizaines ont demandé à s'installer en Israël parce qu'ils ne se sentent plus à l'aise vivant sous l'Autorité palestinienne et le Hamas*²⁶. »

Le Bureau de l'orientation des Frères Musulmans, présidé dans les années 80 par le cheikh Mohamed Abdallah Al-Khatib, a précisé le sort à réserver aux églises en « Terre d'islam », expression recouvrant la réalité d'une terre chrétienne conquise bien souvent.

Dans le numéro 56 de décembre 1980 de la revue *Al Dawa* éditée par la confrérie, Abdallah Al-Khatib, se veut très concis :

« La règle religieuse relative à la construction des églises en terre d'islam comprend trois cas

1- Le cas des pays qui n'existaient pas avant l'arrivée des musulmans, tels les quartiers d'Al-Maadi et les villes telles Helwan (banlieue du Caire): il ne doit en aucun cas exister d'église ou de couvent.

2- Le cas des pays conquis par les musulmans par la force, telle Alexandrie ou Constantinople: il n'y a pas lieu de construire d'église. Certains oulémas avancent la nécessité même de détruire celles qui existaient, sous prétexte qu'elles étaient devenues propriété des musulmans.

3- Le cas des pays occupés pacifiquement en accord avec les populations. La règle choisie, est de laisser les églises et les couvents en l'état mais ne pas autoriser leur restauration, ou reconstruire celles qui sont démolies. »

La seule option de reconstruction possible serait dans le troisième cas que le nombre de Coptes (il prend le cas de l'Égypte) soit supérieur au nombre de musulmans, et encore, il faudrait l'autorisation de ces derniers! La conclusion du responsable de la confrérie est lapidaire « *Il est donc clair qu'il ne doit pas y avoir d'églises en terre d'islam* ».

Le député égyptien musulman Abdelrahim Ali s'étrangle en commentant ce texte: « *Quel édifice peut résister aux effets du temps sans être endommagé? La traduction exacte de leur pensée, n'est-elle pas la proscription de toute présence non musulmane?* ²⁷ » s'interroge Ali qui est aussi le président du Centre des études du Moyen-Orient (CEMO) basé à Paris.

f. La planche de salut turque

Après la fuite de nombreux cadres en Turquie, ce pays ami de la confrérie a su être imaginatif pour bénéficier de son potentiel d'attractivité, afin de renforcer ses prétentions dans l'ancienne aire d'influence de l'Empire ottoman, et plus largement chez les musulmans d'Occident voyant dans le néo-sultan Erdogan un père protecteur.

Le média égyptien *Al-Bawwaba*, en avril 2019, révéla une véritable fusion, absorption de pans entiers de la confrérie au profit de la Turquie. Une réunion de l'organisation internationale des Frères Musulmans avec Erdogan se tint donc pour se mettre d'accord sur un nouveau plan d'activités en Europe et au Moyen-Orient.

Les documents consultés par *Al-Bawwaba* indiquent l'existence d'un accord entre les chefs de l'organisation internationale et les responsables turcs en présence de personnalités qataries, prévoyant un transfert des actifs des sociétés et organisations de la confrérie à l'Organisme turc d'investissements internationaux dépendant du Parti de la Justice et du Développement, sous la supervision de sociétés d'avocats et de juristes.

Par ailleurs, le Hamas joue un rôle important dans ce plan qui stipule que les cadres dirigeants du mouvement - membres du Conseil

révolutionnaire et des Conseils syndicaux, et les hommes d'affaires - doivent se hâter de préparer le dix-septième Congrès annuel du mouvement en Europe, qui eut lieu sous le titre « Congrès Palestine Europe » à Copenhague au Danemark le 24 avril 2019.

Les documents de la réunion indiquent que les chefs du Hamas ont reçu 350 000 euros de Téhéran par le biais du Hezbollah pour couvrir les frais de déplacement depuis les divers pays d'Europe jusqu'à la capitale danoise pour participer au Congrès.

La réunion aborda avec inquiétude des rapports d'experts européens sur le lien entre les Frères et la violence, ainsi que le rapport des renseignements allemands sur l'activité du groupe en Europe, et la décision du Parlement autrichien d'interdire les activités des Frères suite aux preuves concernant l'implication du groupe dans le soutien à la violence.

Les documents de la réunion abordent aussi la question des vagues de réfugiés, la façon dont le groupe peut les exploiter, les moyens de créer des associations caritatives pour les communautés musulmanes et pour accueillir les étudiants et les immigrés.

g. Des passerelles entre Frères Musulmans et État Islamique

Le Centre des études du Moyen-Orient basé à Paris informe²⁸ que la période récente a vu de nombreux éléments du groupe des Frères rejoindre les rangs de Daech, exécuter des opérations à son profit, ou au moins coopérer avec elle. Le plus connu est Mahmoud Chafiq, qui a attaqué l'église Saint-Pierre du Caire, en septembre 2016, membre du groupe des Frères avant de rejoindre Daech ou ce qui est connu sous le nom de « *Wilaya Sina* ». C'est également le cas de Omru ad-Dib qui est apparu dans une séquence vidéo de l'organisation avec un groupe de ses éléments, en train d'exécuter des opérations terroristes contre les forces de l'armée et de la police, ou encore de Mohammad Magdi ad-Dalei qui a occupé le poste d'émir de la « *Hisba* » dans la Wilaya Sina, par ailleurs auteur de la fatwa autorisant à

tuer les musulmans en prière dans la mosquée d'ar-Rawda.

Mais ce sont aussi les éléments du mouvement Hamas de tendance frériste qui ont rejoint la Wilaya Sina, comme l'a révélé l'attaque le 7 juillet 2017 contre des points de contrôle de l'armée au sud de la ville de Rafah : deux ex-membres du mouvement Hamas, Moadh al-Qadi et Khalil al-Hamayideh, faisaient partie des attaquants. Par conséquent, la transformation n'a pas eu lieu uniquement au niveau idéologique, mais aussi à celui de la participation aux opérations. Certains d'entre eux ont été tués dans les affrontements avec les forces de l'armée égyptienne, comme Mohammad Hassan Abou Chawich, et Abdel Hilal Qechta, ex-membre des brigades Ezzeddine

al-Qassam, tué dans un raid aérien mené contre des objectifs dépendant de Daech an Sinaï en décembre 2016.

En Tunisie, le rapport du Centre international d'Études stratégiques, sécuritaires et militaires – dont le siège est à Tunis – a révélé en avril 2018 des informations sur l'implication du groupe des

Frères musulmans de Tunisie dans les opérations de transport de combattants vers la Syrie et l'Irak au profit de Daech, avant d'être impliqué à nouveau dans l'entrée en Tunisie de combattants de retour des zones de combat, grâce à de faux passeports et de manière illégale, et parfois par le biais de contrats de travail fictifs dans des pays étrangers.

h. Les structures européennes

L'arrivée en Europe des Frères s'est réalisée de manière non concomitante selon les pays, à la faveur de la vague de militants syriens fuyant la répression d'Hafez Al Assad dans les années 80, comme on le verra en Espagne, ou de militants tunisiens fuyant la répression de Ben Ali en France comme Abdallah Ben Mansour²⁹. Beaucoup du noyau de départ dans l'hexagone sont venus en tant qu'étudiants, comme Ahmed Jaballah, qui présida l'UOIF un temps mais qui est surtout le doyen de l'école de charia nommée **IESH**³⁰. En Allemagne, l'investissement est plus ancien avec le passage de Saïd Ramadan dans les années soixante à la mosquée de Munich, ou la présence du syrien Ghaleb Himmat à la même époque qui put créer la **Communauté islamique d'Allemagne (IGD)** dès 1973. En Grande-Bretagne, le courant indo-pakistanaï du penseur djihadiste Abu Ala Mawdudi, lié étroitement à la confrérie égyptienne, fonda sa Mission dès 1962 et des sociétés étudiantes furent déjà opérationnelles sous l'impulsion des émigrés Khurshid Ahmad (né en Inde en 1932) et du pakistanaï Khurram Murad (1932-1996). Un dirigeant de l'organisation internationale des Frères, Kamal Helbawy, arriva en Angleterre dans les années 80 pour diriger l'institut islamique de Leicester ou encore la **Muslim Welfare House** de Finsbury Park.

Les organisations nationales des Frères en Europe sont chapeautées au niveau européen par l'**Union des organisations islamiques d'Europe (UOIE)**, ou **FOIE** en anglais), créée en 1989. Son premier président, Ahmed al Rawi, reconnaît « *une communauté de vues* » et « *une relation étroite* » avec la confrérie égyptienne³¹. Cette fédération regroupe l'UOIF en France (devenue **Musulmans de France**), l'UCOII en Italie, le **MAB** en Grande Bretagne ou encore l'**IGD** en Allemagne, que nous allons analyser dans les chapitres suivants.

Concernant l'encadrement des étudiants musulmans en Europe, le **Forum European of Muslim Young and Student Organisations (FEMYSO)**, créé en 1996, est présidé par Intissar Kherri, qui n'est autre que la fille du chef des Frères Musulmans tunisien Rached Ghannouchi. Le vice-président est Hajar Al-Kado, fille du Frère Musulman irakien Noah al-Kado du Centre culturel islamique dont on reparlera. Le deuxième vice-président est Youssef Himmat, le fils de Ali Ghaleb Himmat, pionnier de l'implantation de la confrérie en Europe, qui fut actionnaire de la banque Al-Taqwa basée en Suisse, gérée par des hauts responsables de la confrérie islamiste. À sa création, le **FEMYSO** fut co-fondé par l'organisme saoudien **World Assembly of Muslim Youth**, Ibrahim El-Zayat cumulant les casquettes de représentant Europe du **WAMY** et de dirigeant de l'**UOIE**.

Un des autres fondateurs du **FEMYSO** est Farid Abdelkrim, Frère musulman repentant en 2015, né à Nantes en 1967. En 2005, il publie un livre « humoristique » sur la France, intitulé « *Ils sont fous ces musulmans* », dont voici la présentation du quatrième de couverture :

« Nous sommes en 2005 après Jésus-Christ. Toute la Gaule est occupée par les Gaulois... Toute? Non! Des villages peuplés d'irréductibles musulmans résistent encore et toujours à l'intégration. Et la vie n'est pas facile pour les garnisons de républicains »

Instructif alors qu'il se présente comme membre passé du *bureau des Sages* du **FEMYSO**, et avoue avoir prêté le serment d'allégeance à la confrérie (*baya'*) comme nous avons vu.

Aujourd'hui, le **FEMYSO** comprend 37 organisations membres et s'introduit au **Parlement européen**, au **Conseil de l'Europe** ou encore à l'**ONU** pour être auditionné sur les enjeux de l'intégration.

Les associations féminines des **Sœurs** sont, elles, regroupées au niveau continental par le **Forum Of Muslim Women (EFOMW)**. En Suisse, la représentante est Nadia Karmous, dirigeant un « musée » islamique hébergeant la littérature des grands auteurs des Frères comme Sayyed Qutb.

Le **Conseil européen de la Fatwa et de la recherche**. Basé à Dublin depuis 1997 au sein du Centre culturel islamique, il est présidé par Yussuf Al-Qaradâwi, égyptien réfugié au Qatar, confiant dans une conquête pacifique de l'Europe par la prédication. En janvier 2013, Al Qaradawi considéré comme le chef spirituel vivant des Frères, condamna l'intervention de la France au Mali contre les djihadistes, en inversant la situation: « *L'intervention militaire a de dangereuses conséquences, comme le meurtre, le déplacement de populations, la famine* ». Comme si l'exil des Maliens du nord n'existait déjà pas depuis la prise de Gao et Tombouctou! Le risque de la déstabilisation ne viendrait pas donc d'Aqmi, Mujao et Ansareldine, mais de l'armée française. Lors d'une interview par le journal *Al-Salih* en janvier 2011, il déclara :

« Je suis un des soldats de l'Islam. Je suis un soldat de Dieu Tout-Puissant se battant avec la connaissance, le travail et le recours à Dieu. Je voudrais terminer ma vie par le martyre pour l'amour de Dieu. Nous avons une prière bien connue: "O Allah, nous vous supplions de nous accorder une vie heureuse, la mort en martyre, de gagner votre jugement, et la victoire sur les ennemis." Louange à Dieu, nous sommes heureux avec nos convictions, et je souhaite que Dieu conclût ma vie par le martyre, et que mon martyre soit par la main d'un non musulman ».

Lors d'une session du Conseil européen de la Fatwa et de la recherche, réunie à Stockholm en juillet 2003, il se déclara donc logiquement en faveur des opérations martyrs des terroristes du Hamas, « *même s'il se trouve des civils parmi les victimes* » précisa-t-il.

Concernant l'antisémitisme et Hitler, voici ce qu'affirma Al Qaradâwi le 28 janvier 2009 sur *Al-Jazeera TV*:

« Tout au long de l'histoire, Allah a imposé aux [Juifs] des personnes qui les puniraient de leur corruption. Le dernier châtement a été administré par Hitler. Avec tout ce qu'il leur a fait - et bien qu'ils [les Juifs] aient exagéré les faits -, il a réussi à les remettre à leur place. C'était un châtement divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des musulmans. »

Dans un recueil de ses fatwa de 2002 préfacé par Tariq Ramadan, le **CEFR** recommande à la femme de ne pas prendre l'initiative de parler aux hommes « étrangers », comprendre hors de son foyer.

Les 33 membres du **CEFR** sont des cadres des **organisations nationales des Frères**, comme l'**UOIF**, souvent des imâms diplômés dans les universités islamiques. Parmi les membres les plus bruyants, on compte le marocain Youssef Ibram qui dut quitter la mosquée de Genève pour son refus de condamner la lapidation. Parmi les Frères installés en France malheureusement tolérés par le gouvernement, plusieurs sont membres du Conseil: Ahmed Jaballah (ex président de l'UOIF), Tahar Mahdi, imâm de la Grande mosquée de Cergy quand elle fut inaugurée par Manuel Valls en 2012, Larbi Becheri, professeur à l'école de charia des Frères nommée pompeusement **Institut Européen des Sciences Humaines**, ou encore Ahmed Miktar (né au Maroc), imâm de la mosquée de Villeneuve d'Ascq qui soutient ouvertement les Frères.

Certains membres sont très liés au Qatar, hormis son président qui avait son rond de serviette sur Al Jazeera, Ali al-Qaradaghi est professeur à la faculté de charia de Doha, tout en étant au conseil d'administration de plusieurs banques nationales de l'émirat islamiste.

Le fait que ces 33 membres du **CEFR** se placent sous la présidence de Yusuf Al-Qaradâwi qui préconise de tuer les apostats de l'islam³², ainsi que les homosexuels, et ouvre la possibilité de frapper les femmes³³ devrait suffire à faire fermer leurs mosquées et les renvoyer dans leurs pays d'origine. Mais il n'en a jamais été question en France ou ailleurs en Europe.

Légendes

1. Paris, 2015
2. Alain Gresh et Tariq Ramadan, *L'Islam en question*, Sindbad, 2002, pp. 33-34.
3. Propos et actes de Mahomet consignés et rapportés par une chaîne de transmetteurs. Deuxième source de la loi islamique avec le Coran.
4. Mohamed Louizi qui a dirigé la section lilloise des Étudiants Musulmans de France (1999-2003), fut à ce titre en relation avec les responsables de l'UOIF.
5. Mohamed Louizi, *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans*, éditions Michalon, 2015, Page 233
6. Hani Ramadan, *Sermons du vendredi rappels et exhortations*, éditions Tawid, 2011, page 465. Exemplaire acheté à la Grande Mosquée de Créteil en 2015.
7. Coran, sourate VIII : 60, Al-Anfâl (le butin).
8. Gendre de Hassan Al-Banna, représentant de la confrérie en Europe. Père de Tariq et Hani Ramadan.
9. Cité par Le Temps, « *Tariq Ramadan et l'Iran, quels liens ?* » 1^{er} février 2010.
10. Voir plus bas pour une présentation de Sayyed Qutb.
11. Visite de février 2020 à la Grande Mosquée de Bussy-Saint-Georges.
12. Mahmoud Ezzat, un "homme de fer" à la tête des Frères musulmans, *Le Monde* du 21 août 2013.
13. Mahmoud Ezzat, un "homme de fer" à la tête des Frères musulmans, *Le Monde*, 21 août 2013
14. Traduction par Olivier Carré dans *Mystique et politique, le Coran des islamistes*, lecture du coran par Sayyed Qutb, 2004, Cerf.
15. <http://web.archive.org/web/20030606021813/http://www.ikhwanonline.com/Target.asp>
16. <http://web.archive.org/web/20050205212245/http://www.ikhwanonline.com/Means.asp>
17. Muhammed Mahdi Akef cité dans le documentaire "Egypt's Muslim Brotherhood: In Their Own Words"
18. Intervention traduite par l'institut MEMRI, 4 février 2004.
19. Interview de Mustafa Mashur avec Khalid Daoud, *Al Ahram Weekly* du 5 juillet 1997
20. Vidéo retranscrite par le journaliste Sylvain Besson dans *La Conquête de l'Occident*, éditions du Seuil, page 151.
21. https://www.youtube.com/v/kkIN7kCiQm0?version=3&hl=fr_FR
22. Hijazi déclara sur la télévision Al-Aqsa du Hamas le 31 décembre 2008 : « Vous menacez de nous tuer ? Par Allah, vous nous menacez de ce que nous désirons le plus [...] Par Allah, si seulement je pouvais porter mon équipement, mon arme et me trouver parmi vous. Si seulement je pouvais me tenir parmi les jeunes des Brigades Al-Qassam, leur tendre l'un de leurs missiles, essuyer de leurs visages la poussière du missile qui vient d'être lancé, crier 'Allah Akbar' avec eux[...] Envoyez ces fils de singes et de porcs dans le feu de l'Enfer, sur les ailes des roquettes Qassam. Le djihad est notre voie [...] Les Juifs [...] méritent de mourir [...] »
23. Mohamed Bajrafil - Interdire la venue des prédicateurs musulmans en France, Youtube, 10 juin 2012.
24. "Christy" on Palestinian human right abuses in the PA, Uppsala University, video Youtube, compte de Jerusalem institute of justice.
25. Taxe supplémentaire obligatoire pour les Chrétiens et les Juifs prévue par le droit musulman.
26. <https://www.europe-israel.org/2014/07/reportage-gaza-ou-le-djihad-islamique-du-hamas-des-chretiens-forces-de-se-convertir-a-lislam-a-mourir-ou-fuir/>
27. Abdelrahim Ali, Les dangers de la pensée des Frères Musulmans sur les valeurs occidentales, cahier n°1 du Centre des études du Moyen-Orient, 2017, page 15.
28. Les aspects des transformations des organisations al-Qaïda et Daech, samedi 3 novembre 2018, <https://www.lareference-paris.com/1270>
29. Ancien secrétaire général de l'UOIF, voit sa demande de naturalisation rejetée en 1995 pour « extrémisme » mais ne demeure pas moins dans l'hexagone de longues années.
30. Institut européen des sciences humaines, basé à Saint-Léger du Fougeret et à Saint-Denis.
31. Ian Johnson, « How Islamic Group's Ties Reveal Europe's Challenge » *The Wall Street Journal*, 29 décembre 2005.
32. « *Le châtement administré au murtadd (apostat) est la mort* » (*Al-Ahram Al-Arabi* (Egypte), le 3 juillet 2004. Traduction : MEMRI.
33. Dans son ouvrage « *Le licite et l'illicite* » (éditions al-Qalam, 2001) il recommande l'extermination physique des homosexuels (page 175), la possibilité de frapper les femmes (page 207).

LES FRÈRES MUSULMANS EN ALLEMAGNE

a. Les réfugiés orientaux

Pour comprendre le terreau sur lequel se sont greffés les premiers Frères Musulmans en Allemagne dans les années soixante, il faut remonter aux origines mouvementées de la mosquée de Munich, qui est à elle seule un résumé de l'histoire de l'implantation de l'Islam dans le pays. Durant la seconde guerre mondiale, les minorités turkmènes, daghestanaises ouzbèques et tatares de l'URSS, avalées par l'avancée de la Wehrmacht, ont vite attiré l'attention des orientalistes nazis, leurs revendications étatiques et religieuses convergeant avec la politique anti-communiste. Il ne fallut pas longtemps aux nazis de l'*Ostministerium*, ministère chargée des questions ethniques et politiques de l'Est, pour comprendre que ces minorités devaient être confortées dans leur identité musulmane et encadrées afin de se convertir en ressources humaines pour l'Armée. À la tête de ce ministère, l'érudit Gerhard Von Mende, qui fonda des écoles coraniques à Dresde et Göttingen pour former des mollahs avec le spécialiste de l'islam Bruno Spuler, dans une perspective qui unirait chiites et sunnites. Les divisions musulmanes de waffen-SS, bosniaque handshar et albanaise Skanderberg, furent dotées d'imâms et les minorités du Caucase intégrées dans d'autres unités. La campagne de recrutement des Tatares de Crimée concoctée par l'*Ostministerium* eut un

succès phénoménal, 20 000 hommes se portèrent volontaires! Des organes de presse furent spécifiquement créés pour flatter l'identité musulmane de ces peuples.

Le premier lien avec les Frères Musulmans fut la rencontre entre le Grand Mufti de Jérusalem, totalement acquis à la confrérie, et Gerhard Von Mende qui le présentait pour devenir le guide spirituel des Tatares. Mais leur rencontre en juillet 1944, tardive, alors que les troupes soviétiques avait déjà reconquis la Crimée, rendit caduc ce projet.

Après-guerre, une diaspora de milliers de turkmènes restait coincée en Allemagne de l'Ouest, la RFA, ne pouvant rejoindre leur patrie contrôlée par les communistes qu'ils avaient combattus. La République Fédérale Allemande cherchait à subvenir à ces gens désœuvrés, et le ministre des réfugiés de la RFA, Theodor Oberländer, ancien nazi, prit comme proche conseiller Von Mende, qui connaissait toutes les personnalités des minorités musulmanes. Les Américains avaient aussi compris l'atout que représentaient ces anti-communistes, et la CIA créa *Radio Libertés* à leur destination, avec des anciens de l'*Ostministerium*.

b. Une mosquée à Munich

C'est dans ce contexte que naquit la mosquée de Munich, de la volonté de Oberländer et Von Mende d'encadrer les immigrés apatrides de la ville, en misant sur une vieille connaissance, Nurredin Namangani, imâm d'une unité SS³⁴, qu'ils propulsèrent à la tête de l'Administration ecclésiastique des réfugiés musulmans de la RFA, dotée de collaborateurs rémunérés par la jeune république! L'objectif en 1958 fut de construire une mosquée à Munich³⁵, avec le soutien précieux

de l'ancien commandant SS de Namangani, le converti à l'islam Wilhem Hintersatz, qui grâce à son entregent obtint un rendez-vous avec le président de la RFA Theodor Heuss³⁶ pour le présenter à son imâm! Hintersatz écrivit une longue lettre pour présenter ce projet de grande mosquée aux autorités de la RFA, en précisant vouloir y intégrer une école de théologie et d'arabe et un centre culturel avec une large salle de réunion.

c. Saïd Ramadan entre en scène

Après la purge nassérienne de 1954 contre les Frères Musulmans, Saïd Ramadan, déchu de sa nationalité égyptienne, entreprit une errance à travers le Moyen-Orient puis, bien inséré en Jordanie, obtint de ce pays un passeport diplomatique pour devenir ambassadeur itinérant en Allemagne de l'Ouest. Audacieux, il contacta un professeur de droit de Cologne afin de lui proposer de diriger une thèse sur l'étude comparée de l'application de la Loi islamique (charia) dans les pays musulmans. Le professeur Kegel, spécialiste des lois civiles, approuva le projet de celui qui se présentait comme secrétaire général du Congrès musulman mondial de Jérusalem, coproduction entre la confrérie et le Mufti de la ville sainte. Sa thèse eut les félicitations du jury (à l'inverse de la très médiocre thèse de Tariq Ramadan) et son ambition de concilier charia et monde moderne séduisit. « Intelligent quoique fanatique » admit cinquante ans plus tard le professeur Kegel interrogé par le journaliste Ian Johnson. La thèse intitulée *La Charia, son envergure et son équité*,

est dorénavant traduite dans toutes les langues européennes et diffusée dans les mosquées fréristes.

C'est donc auréolé de son doctorat et de son rang dans la confrérie égyptienne que Saïd Ramadan vint en tant qu'invité d'honneur, en 1958, à la deuxième réunion de l'Administration ecclésiastique des réfugiés musulmans pilotant la Commission pour la construction de la mosquée de Munich. Par son réseau, Ramadan apporta 1 000 des 1 120 marks de dons nécessaires, et fut à ce titre nommé membre honoraire de l'institution. Il suscita l'admiration de jeunes étudiants présents, dont le syrien Ghaleb Himmat qui deviendra la cheville ouvrière des Frères Musulmans en Allemagne. Le gendre de Hassan Al-Banna vivait alors à Genève, à quelques heures seulement de Munich, ce qui lui permit de venir souvent former les jeunes de la mosquée. Les premiers jalons de la confrérie étaient posés, et la page des anciens combattants bientôt refermée.

d. La Société islamique d'Allemagne prend son envol

Ghaleb Himmat fonde en 1960 la Société islamique d'Allemagne, (**Islamische Gemeinschaft Deutschland**) connue sous le signe d'IGD, à seulement 22 ans! Cinquante ans plus tard, l'organisation contrôlera 120 mosquées dans tout le pays. Munich deviendra la base arrière des Frères Musulmans en Europe, et l'IGD sera largement aidé financièrement par la banque Al Taqwa sise en

Suisse, dirigée par Yussuf Nada, bailleur de fonds de la confrérie. Himmat sera au conseil d'administration de cette banque qui sera dans l'œil du cyclone après les attentats du onze septembre 2001, ayant financé Al Qaida nous l'avons vu dans l'introduction.

La mosquée de Munich hébergeant l'IGD, son importance pour l'organisation internationale

des Frères Musulmans est capitale, à tel point qu'un guide suprême de l'organisation (*murshid*), Mohammed Mahdi Akef, prit sa direction entre 1984 et 1987.

Akef fut le chef suprême de la confrérie entre 2004 et 2010. Dans le cadre d'un documentaire norvégien de 2010 intitulé *Egypt's Muslim Brotherhood: In their own words*, interrogé par un journaliste, il affirmait :

« Le but des Frères Musulmans est de créer un État islamique mondial. Nous, les musulmans, nous immigrons partout et il y aura encore un long chemin avant de prendre le contrôle de l'Europe ».

Interviewé en 2007 par le journal égyptien *Al-Karama*, le Guide présenta le slogan de campagne pour les prochaines élections : « La charia est la solution ». La même année, il s'offusquait d'une campagne des États-Unis contre l'excision en Afrique en les accusant de vouloir « changer le mode de vie des musulmans ».

On l'a compris, Mohammed Mahdi Akef est sur une ligne dure. Ghaleb Himmat, suspecté lui par les Nations Unies de financement du terrorisme en 2005, dut laisser la main à Ibrahim El Zayat pour diriger l'IGD.

El Zayat admet que l'IGD a « puisé ses racines dans les Frères Musulmans » tout en tentant maladroitement de nier que l'organisation internationale de la confrérie pilote sa branche allemande : « Nous ne sommes pas dirigés ou dominés par les Frères Musulmans », ajoutant « si vous parlez d'influence, toutes les majeures organisations islamiques en Occident ont été dominées par les idées du Mouvement islamique³⁷. »

Né d'un père frériste, Farouk, ayant fui l'Égypte en 1960, Ibrahim, né en 1969, a très tôt été biberonné par la confrérie. Son père, réfugié en Allemagne, devint l'imâm de la mosquée de Marburg, une ville universitaire au nord de Frankfort, endroit idéal pour recruter des jeunes.

Mariée à une allemande convertie à l'islam, il donnera six enfants à la cause islamiste.

Bilal El Zayat, un des frères de Ibrahim, fonda la Jeunesse Musulmane Allemande (**Muslimischen Jugend Deutschland**) et fut membre de l'Union des étudiants musulmans (**Muslim Studenten Vereinigung**) dirigée un temps par Ibrahim. Manal El Zayat, une des sœurs, alla étudier à l'IESH de Saint-Léger du Fougeret, l'école de charia de la confrérie en Europe.

Ibrahim a depuis 30 ans un engagement hyperactif pour la confrérie. Diplômé d'économie, il a d'abord monté sa structure de conseil immobilier pour la construction de mosquées, afin de préparer toutes les garanties légales faisant aboutir les projets. À ce titre, il a intégré le conseil d'administration de Europe Trust, une institution financière des Frères basée à Londres. Il a aussi été chargé des relations presse pour le FIOE, l'organisation parapluie des Frères en Europe regroupant l'IGD allemande, l'UOIF en France et l'UCOII en Italie, entre autres.

Parlant plusieurs langues, Ibrahim est venu s'exprimer au Parlement européen, notamment lors d'un séminaire sur la diversité et l'intégration organisé par l'Alliance des Libéraux et des Démocrates en Europe.

L'islamiste a été condamné en 2008 par la Cour de Justice militaire égyptienne à 10 ans de prison pour financement des Frères considéré comme mouvement terroriste dans le pays. À l'époque, le site officiel de la confrérie, *Ikwanweb*, relatait le procès en décrivant Ibrahim El Zayat comme « membre des Frères Musulmans » injustement inculpé.

Le chef des services de sécurité du länders Rhénanie du Nord-Westphalie, Hartwig Möller, le décrit comme « l'araignée dans la toile de l'organisation islamiste ». Et pour cause, Ibrahim El Zayat a épousé la nièce du fondateur du Millî Görüs (Vision Nationale) Necemttin Erbakan, pape de l'islamisme radical en Turquie décédé en 2011, grand allié des Frères Musulmans.

e. L'organisation Millî Görüs

C'est ainsi qu'Ibrahim, en plus de ses autres fonctions, a intégré le conseil d'administration de l'Europäische Moscheebau und Unterstützung Gemeinschaft (EMUG), société établie en Allemagne contrôlant les centaines de mosquées du Millî Görüs à travers l'Europe!

La convergence idéologique entre Frères et Millî Görüs est totale, d'autant que depuis que la direction des premiers est réfugiée en Turquie, et que le président Recep Erdogan est le protecteur de la confrérie, le programme politique est similaire. Lors de l'enterrement du fondateur Erbakan, le chef des Frères en Tunisie, Rached Ghannouchi, avait pleuré la mort de celui qui fut « non seulement un ami, mais un frère³⁸ ».

Le Millî Görüs contrôle 300 mosquées en Allemagne et un peu moins de cent en France.

Le mouvement, dirigé par un neveu du fondateur, Mehmet Erbakan, est classé comme « islamiste fondamentaliste » par le renseignement fédéral allemand (Bundesverfassungsschutz), et a été placé en 2003 sur la liste des associations pouvant servir de base arrière au terrorisme dans le pays. Sigmar Gabriel, ancien ministre-président (SPD) de Basse-Saxe, met le mouvement sur le même plan que le Hamas qui compterait « des sympathisants de Ben Laden », selon lui.

Une enquête du ministère de l'Intérieur de Düsseldorf, publiée en janvier 1999, cite un bulletin interne du mouvement : « La Communauté est un moyen au service du but – le but étant d'islamiser la société. » ; « Millî Görüs est un bouclier protégeant nos compatriotes de la barbarie européenne » ; « La démocratie est une erreur occidentale ».

Le Millî Görüs fut dans la tourmente en décembre 2009, lorsque le procureur de Cologne lança une gigantesque perquisition dans une

vingtaine de bureaux du mouvement, ainsi que des appartements appartenant aux cadres. Les soupçons portèrent sur « au moins 10 millions d'Euros détournés » selon les dépêches d'agence. Le Kolnifche Rundfchau, journal de Cologne s'étonna que parallèlement à ce scandale « en même pas 16 mois, le Millî Görüs a été impliqué 3 fois pour des affaires de crimes d'honneur. »

Ce journal dressa la liste des griefs reprochés au mouvement islamiste, dont la question de l'interdiction fut immédiatement soulevée :

« La liste des allégations depuis l'été 2008 est longue : formation d'association de malfaiteurs, fraude, escroquerie sur fonds publics, collecte de fonds douteux, faux, détournement de fonds et blanchiment d'argent. Deux nouvelles enquêtes ont été diligentées par le procureur de Cologne sur le détournement des cotisations de sécurité sociale. Il devrait être d'environ de deux chiffres en millions de dollars, d'après les autorités qui ont lancé mercredi une opération d'envergure nationale dans 17 villes. »

Avec une médiatisation entachant la réputation du mouvement, le débat en vient à l'interdiction de la Communauté islamique du Millî Görüs (IGMG). « La question de l'interdiction reste à l'ordre du jour » », déclare un expert des affaires intérieures CDU Wolfgang Bosbach à Cologne. Avant que l'interdiction ne soit examinée, tous les documents compromettants vont être évalués.

« Nous avons à traiter avec la plus grande communauté musulmane en Allemagne. Des tentatives de dissoudre l'organisation ont été répétées. Mais cela doit aussi avoir suffisamment de chances de succès » déclara le président de la commission du Bundestag sur les affaires intérieures. »

Cependant l'organisation est toujours autorisée en 2020.

f. L'organisation Zentralrat

Autre organisation nationale, le Conseil central islamique d'Allemagne, connue sous l'abréviation Zentralrat. Ce Conseil englobe un vaste réseau de mosquées, incluant la tendance turque (inévitabile lorsqu'on se veut représentatif des musulmans dans

le pays), et est dominée par l'IGD. Représenté dans les médias par des profils plus lisses comme le converti allemand Axel Ayub Kohler et Aiman Mazyek, il participe officiellement à la Conférence islamique d'Allemagne parrainée par le ministère de l'Intérieur,

qui se réunit régulièrement. Lors de l'édition 2018, Aiman Mazyek était assis à côté du ministre de l'Intérieur Horst Seehofer qui très naïvement leur demandait de faire émerger un « islam allemand », un islam « d'Allemagne, pour l'Allemagne ».

Le plus large réseau de mosquées du pays est dirigé par le Conseil islamique d'Allemagne, *Islamrat*, qui regroupe 450 mosquées. *Le Zentralrat* est lui un

réseau plus modeste qui inclut les Frères de l'IGD, mais qui bénéficie d'une représentativité au sein de la Conférence islamique créée par le gouvernement en 2006, la *Deutsche Islamkonferenz*.

La même erreur fut commise par Nicolas Sarkozy ayant inclus l'UOIF dans le Conseil Français du Culte Musulman.

g. La mosquée de Neuköln à Berlin : les Frères tunisiens bien implantés

Le Tunisien Mohammed Taha Sabri est une personnalité phare de l'islam frériste en Allemagne. Sa mosquée nommée Dar As Salam, sise dans le quartier Neuköln à Berlin, est construite sur un terrain appartenant aux Frères Musulmans de l'IGD. Ce « centre culturel » donne des cours d'arabe deux fois par semaine aux enfants, garçons et filles séparément.

L'Imâm Taha Sabri y prêche toujours en arabe, l'intégration étant à combattre. Son style ambigu est analysé par le journaliste Sascha Adamek comme un double-jeu. Taha Sabri a prononcé un sermon en 2016 en présence d'une équipe de caméras d'Al Jazeera, dans lequel il diabolisait chaque nouveauté réformatrice comme une hérésie et postulait la suprématie de l'islam contre toutes les autres religions. En 2013 et 2014, il a invité des prédicateurs extrémistes : l'islamiste saoudien Muhammad Al-Arifi, qui est venu en Allemagne malgré une interdiction d'entrée, et l'érudit religieux Raed Fathi, qui est proche du Hamas. En février 2013, Mohamed Al-Arifi lors d'une émission télévisée affirmait que Al-Qaida « *ne tolère pas l'effusion de sang* » et évoque le « *cheikh Ben Laden, que Dieu le bénisse et prie pour son âme* », conférant à ce terroriste une légitimité islamique (même s'il dit ne pas partager toutes ses opinions), un cheikh étant un docteur de la loi. Aussi, Al-Arifi soutient l'idée d'un califat pour l'Irak. Il fut celui qui dirigea la prière au Rassemblement des Frères Musulmans de l'UOIF en 2013.

Rétrospectivement, Taha Sabri regrette publiquement d'avoir invité des prédicateurs à prêcher le djihad. Le Tunisien a effectué le geste avec la main de « Rabia », un signe des Frères musulmans du nom d'une place du Caire où les derniers militants

des Frères se rassemblaient, rendant claire son affiliation. Sabri participe régulièrement à des événements organisés par la Communauté palestinienne en Allemagne (PGD), qui est classée par les services allemands (Verfassungsschutz) comme représentant l'organisation terroriste Hamas en Allemagne. Il y est apparu comme conférencier en 2017. Alors qu'on lui demandait d'éclaircir son positionnement, il a refusé de prendre ses distances avec les Frères musulmans³⁹.

Malheureusement, les politiques le considèrent comme un interlocuteur incontournable des musulmans. Le ministre fédéral des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, le rencontra à propos de la position de l'Allemagne sur l'avenir de Jérusalem⁴⁰. Le maire SPD de Berlin, Michael Müller, a décerné à l'imâm Sabri l'Ordre du mérite de l'État de Berlin en octobre 2015, suscitant de vives critiques.

Un des chefs des Frères Musulmans tunisiens a prêché ces dernières années à Dar As Salam, il s'agit d'Abdelfattah Mourou, le numéro deux du parti islamiste Ennahda dirigé par Rached Ghannouchi. Les deux sont rentrés en Tunisie en 2011 à la faveur de la « révolution du jasmin » qui a conduit Ennahda au pouvoir. Mourou fut élu à l'Assemblée tunisienne en 2014, puis en devint vice-président. Le 25 juillet 2019, à la mort du président Béji Caïd Essebsi, il assure l'intérim à la tête du Parlement. Le conseil de la Choura⁴¹ d'Ennahda choisit le 6 août suivant de le désigner comme candidat du parti à l'élection présidentielle.

Lors d'un reportage télévisé en 2017 dans la mosquée Es Salam de Berlin, il accueillit les journalistes et en profita pour adapter son sermon devant le petit millier de fidèles qu'il harangua en arabe. Ne parlant pas un mot d'allemand, cela

n'empêche pas le Tunisien de s'exprimer comme si lui aussi avait obtenu la nationalité allemande comme beaucoup de son auditoire binational. Sachant que des journalistes l'enregistrent, il adapte son prêche mais ne peut s'empêcher de rappeler la dichotomie entre les musulmans qui conquièrent la Sicile, l'Espagne et l'Autriche, et les infidèles Européens :

« Ce pays est-il le nôtre? C'est notre pays puisque nous y avons accepté la citoyenneté! Nous ne sommes pas venus dans ce pays en conquérants, mes fils, ne vous trompez pas!

La conquête a eu lieu il y a 1 000 ans. À l'époque, ils ont attaqué et nous les avons attaqués. Ils sont venus nous occuper à Carthage pendant la bataille de Carthage. Et ils nous ont occupés en Afrique du Nord. Et nous sommes allés à Constantinople et voulions la détruire. Nous sommes allés en Andalousie et l'avons occupé pendant sept siècles. Et nous sommes allés en Sicile et l'avons occupée pendant quatre siècles. Ils nous ont arrêtés à Poitiers et ne nous aimèrent plus⁴²! Suleyman a voulu conquérir Vienne! Il a assiégé Vienne pendant six mois et n'y a pas pénétré! Ils nous ont chassés de Vienne et nous ont rattrapés et ont pris notre pays! Ils occupaient nos pays et nous l'ont fragmenté! Une division de notre pays! C'est la réalité du chevauchement des nations! C'est l'histoire. Aujourd'hui, nous sommes arrivés en Europe par le biais de contrats et de pactes⁴³! L'Allemagne est le premier pays à avoir attiré des musulmans après la Seconde Guerre mondiale! À cette époque, elle voulait se reconstruire et a demandé aux Turcs d'envoyer 150 000 Turcs. Ils sont venus pour commencer à construire l'économie allemande. Vous pouvez être fier d'être ici. Et vous pourriez être fier de votre croyance en même temps! Qui vous a demandé de renoncer à votre foi? Il m'était interdit de prier

dans mon pays d'origine (en Tunisie, Mourou fut interdit de prêche en tant que Frère musulman)! Ici, vous pouvez prier et où vous voulez. Et vous trouverez votre nourriture hallal où vous voulez! Et votre femme est libre car elle s'habille comme elle veut. Et vous pouvez enseigner à vos enfants ce que vous voulez! Que veux-tu de plus⁴⁴? »

L'Allemagne s'est en effet soumise en allant jusqu'à intégrer des cours d'islam par des prédicateurs islamistes au sein même de ses écoles publiques, sans parler du *hijab* autorisé dans les écoles.

En 2016, la mosquée berlinoise a monté un « Comité allemand de la Fatwa » avec des théologiens des Frères Musulmans.

Selon la maire de Neuköln (quartier de Berlin), Franziska Giffey (membre du SPD), « *Presque toutes les mosquées arabes de Berlin ont des liens avec les Frères musulmans*⁴⁵ ». Les voyant comme incontournables, elle s'est rendue dans la mosquée à plusieurs reprises, une banalisation qui a suscité des critiques.

La mosquée est dorénavant partenaire de la ville de Berlin pour intégrer les « réfugiés » de la ville, en accueillant et orientant ces clandestins musulmans. À grand renfort de communication, elle montre ses sessions de formations pour réfugiés dans son centre islamique.

Les islamistes ont organisé le **Refugee Festival** en 2016 au sein même d'un centre d'hébergement pour réfugiés, avec 600 participants. Le conseiller municipal du district de Neuköln pour les affaires sociales, Bernd Szczepanski, en profita pour demander à tous les immigrés présents de s'impliquer pour faire gagner le parti social-démocrate afin de ne laisser aucune chance aux mouvements « populistes » tels que l'AfD et PEGIDA.

h. La mosquée de Penzberg et le nouveau projet de Munich

Un imâm macédonien joue seul sa partition en Bavière et a réussi à faire oublier sa formation frériste tout en ralliant à ses projets le maire socialiste de Munich. Benjamin Idriz, arrivé en 1995 en Allemagne, est un islamiste très bien formé à la faculté de droit islamique de Damas (Syrie), puis à l'IESH de l'UOIF, l'école de charia des Frères Musulmans basée en France.

En 2007, il lance son projet grandiose pour la capitale bavaroise, le Forum islamique de Munich (Münchner Forum für Islam, MFI), qui devait comprendre outre salles de prière et bibliothèque, un centre de formation pour imâms. Dans sa lettre de demande de subventions à Qatar Charity révélée dans les *Qatar Papers*⁴⁶, il spécifie bien que l'objectif est de lutter contre l'assimilation des musulmans dans la société allemande: « *Buts du*

projet: faire connaître l'islam dans la ville. Faire la publicité pour la construction du centre islamique. Mais aussi renforcer la citoyenneté des musulmans sans se dissoudre dans la société, travailler sur l'anti-racisme ». Puis Idriz informe que trois salles de prières ont été fermées à Munich suite à des ruptures de baux, et qu'il n'en reste plus qu'une petite, justifiant son projet de 680 m² à seulement 300 mètres de la mairie. En octobre 2015, Qatar Charity UK répond qu'il ne peut accorder les 6700 euros mensuels demandés mais une subvention de 96915 euros. Insuffisant pour boucler le projet mais Benjamin Idriz est toujours très actif en 2020 pour le mener à bien, ainsi que le montre son site internet très professionnel:

<https://www.islam-muenchen.de>

Très inquiétant est l'engagement total du maire social-démocrate Christian Ude pour faire

aboutir le projet, à tel point qu'il figure au conseil d'administration du Forum islamique. Pire, l'émir du Qatar cheikh Hamad Al-Thani avait invité en mai 2011 Christian Ude pour s'entretenir du projet ! Finalement, l'agenda du maire ne le permit pas.

L'imâm Benjamin Idriz espérait compter sur l'émir de Sarjah cheikh Sultan Al-Qasimi, qui avait déjà donné 2,5 millions d'euros pour sa mosquée de Penzberg, mais l'émir déclina cette fois-ci.

Se défendant d'être Frère Musulman et se gardant de fréquenter l'IGD cité plus haut, Idriz n'en fréquente pas moins les Frères Musulmans en France, comme lorsqu'il alla à la pose de la première pierre de la mosquée HautePierre de Strasbourg, afin de se rapprocher de la direction de Qatar Charity ayant financé la mosquée.

i. Ces nouvelles mosquées et écoles financées par Qatar Charity en Allemagne

Les *Qatar Papers*, cette fuite de documents renseignant la correspondance interne de **Qatar Charity Foundation**, permettent de savoir que dix projets de mosquées, dont quatre ont été effectivement financées à ce jour, ont été ciblés par les Frères Musulmans réfugiés au Qatar.

Outre le MFI de Munich, le Qatar a contribué à la mosquée Dar-Assalam de Berlin pour 400 000 euros, et à la mosquée de Dinslaken, non loin de Dortmund, à hauteur de 300000. Le centre islamique de Berlin a, lui, touché 4,4 millions d'euros rien qu'entre 2013 et 2014.

Tout comme le modèle appliqué en France avec plusieurs collèges-lycées, les Frères Musulmans lancent des écoles en Allemagne avec le concours du Qatar. Les responsables de la mosquée frériste de Mainz près de Francfort demandent 2,5 millions pour ouvrir un établissement.

Le « frère » Samy El Hagrasy, fondateur de la mosquée Al-Nur de Mayence, travaille aussi à l'ouverture d'un collège-lycée. Sa femme a déjà un jardin d'enfants islamiste dans la ville. Dans un courrier adressé à Qatar Charity, le couple dit « *entretenir d'excellentes relations avec le ministère de l'Éducation et le gouvernement fédéral* » et rappelle que 10 % de la population de Mayence

est musulmane. Pour justifier leur projet aux Frères du Qatar, ils fustigent les non-musulmans dans ce même courrier: « *Les temps sont très dangereux pour les enfants musulmans dans les sociétés occidentales. Ils sont influencés par le comportement amoral des autres élèves et de leurs professeurs, dont beaucoup n'aiment pas ou même détestent l'islam.* »

La sécession -ou partition- avec le reste de la société est donc un objectif, avec le concours des contribuables allemands étant donné qu'après 3 ans, une école privée en Allemagne se voit attribuer une dotation de 75 % des dépenses opérationnelles et la moitié des acquisitions immobilières complémentaires. Ce qui ne manquerait pas d'advenir étant donné leurs excellentes relations avec l'administration. C'est avec ces arguments que Britta Iman Haberl et Samy El Hagrasy demandent 2,5 millions à Qatar Charity.

À Offenbach, une association islamiste a reçu 150000 euros pour acheter un bâtiment, avec le concours du ministère des Affaires étrangères du Qatar qui écrit à Qatar Charity pour appuyer le don. L'ambassade du Qatar à Berlin met aussi de l'huile dans les rouages afin que ces financements

se passent avec l'assentiment bienveillant du gouvernement allemand.

Rappelons que Berlin a été le plus ardent défenseur du Qatar dans son conflit économique avec l'axe Arabie-Séoudite- EAU et l'Égypte, en 2017. En retour, l'émir cheikh Tamim a promis 10 milliards d'investissements dans le pays en

plus des participations déjà injectées dans la Deutsche Bank, Porsche et Mercedes.

En novembre 2018, le ministre fédéral de l'Intérieur, Horst Seehofer, affirmait vouloir « **limiter les influences étrangères dans le clergé musulman allemand** ». Seulement « limiter » et non mettre fin, ce qui permet de rassurer le Qatar.

Légendes

34. La SS Ostturkisher Wafenverband.

35. *Une Mosquée à Munich, les nazis, la CIA et la montée des Frères Musulmans en Occident*, est aussi le titre d'un livre enquête passionnant de Ian Johnson paru en France chez Lattès en 2011, sur lequel nous nous sommes instruits.

36. Theodor Heuss, mort en 1963, présida la République Fédérale Allemande de 1949 à 1959. Il présida longtemps le Parti libéral-démocrate.

37. Cité dans *The New Muslim Brotherhood in the West*, Lorenzo Vidino, Columbia university Press, 2010, page 157.

38. Rapporté par le quotidien turc Hurriyet le 3 mars 2011.

39. C. Wunderlich: *Nährboden für Islamismus?* In: *Die Welt*. 20. April 2017 (welt.de [abgerufen am 29. Dezember 2017]).

40. Damir Fras: *Antisemitismus: Sigmar Gabriel debattiert in Kreuzberg mit muslimischen Migranten*. In: *Berliner Zeitung*. (berliner-zeitung.de [abgerufen am 29. Dezember 2017])

41. Système de consultation chez les islamistes au sein d'un conseil restreint coopté parmi des « savants » ou des docteurs de la loi.

42. A noter que les protagonistes fussent-ils Empire romain, Rois Wisigoths espagnols ou Charles Martel, ils sont toujours inclus dans le même qualificatif « ils », englobant les infidèles, dans un amalgame spatio-temporel très réducteur.

43. Mourou fait référence ici à la terminologie des Frères musulmans, imaginant un stade intermédiaire entre la Terre (ou Maison) d'islam et la Terre de guerre, la Terre de Contrat, Dar Al-Sulh, où un accord permet cette cohabitation chez le peuple « infidèle » qui n'est pas naturelle dans l'islam classique.

44. Der "Moscheereport": Die Dar-as-Salam-Moschee, Youtube.

45. *Wegen Moschee-Foto – Proteststurm gegen Franziska Giffey*. In: *bild.de*. (bild.de [abgerufen am 29. Dezember 2017]).

46. Christian Chesnot et Georges Malbrunot, Qatar Papers, éditions Michel Lafont, 2019.

LES FRÈRES MUSULMANS EN SUISSE

a. L'arrivée de Saïd Ramadan

En 1958, Saïd Ramadan arriva en Suisse, ce qui lui permit de rayonner en Allemagne pour rencontrer son directeur de thèse et s'impliquer dans la mosquée de Munich, comme nous l'avons vu dans le chapitre dédié à l'Allemagne.

En 1962, Saïd Ramadan fait partie des vingt personnalités co-fondatrices de la Ligue islamique mondiale, créée par l'Arabie saoudite qui finança à l'époque La Confrérie (jusqu'en 1971) face au nationalisme arabe et au communisme, avant de se brouiller avec.

En 1961 naissait le Centre islamique de Genève, financé par les Saoudiens et présidé par Saïd, jusque dans les années 90, avant que Hani Ramadan ne prenne la relève en 1995. Le CIG

est cofondateur de l'association des organisations musulmanes de Genève en 2006.

Le 30 août 1965, le régime de Nasser accusa le père de Tariq et Hani d'avoir fomenté un coup d'État avec l'aide d'autres membres des Ikhwan⁴⁷. Tandis qu'un procès s'ouvrit au Caire. Saïd se vantait depuis son exil genevois d'être le « théoricien en chef » de La Confrérie. Il fut condamné par contumace à trois peines de 25 ans pour avoir alimenté en fonds et en armes des « terroristes » en Égypte. Le chercheur Alexandre del Valle explique: « *Il perdit alors sa nationalité égyptienne, ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre sa mission tant dans le monde arabe qu'en Occident avec un passeport diplomatique jordanien*⁴⁸. »

b. Des nazis se rapprochent de Saïd Ramadan

Durant son exil doré à Genève, Saïd Ramadan devient aussi l'ami et le partenaire d'affaires de François Genoud, banquier suisse du III^e Reich et légataire testamentaire d'Adolf Hitler, qui s'est d'ailleurs converti à l'islam au contact des milieux palestiniens et fréristes. Rappelons que Genoud, en tant que financier et idéologue dévoué corps et âme à Hitler et invité par ce dernier à appuyer la cause arabo-islamique pour poursuivre la lutte contre les Juifs, a passé sa vie à recycler l'argent du régime nazi au profit des nationalistes arabes, des terroristes palestiniens et des Frères musulmans. On retrouva également en Suisse, autour de la famille Ramadan, l'ancien journaliste helvétique néo-nazi Ahmed Huber – proche de François Genoud – qui demeura jusqu'à la fin de sa vie un

compagnon de route des Frères, tout en restant fidèle à son idéal nazi. Converti à l'islam en 1962 au Centre islamique de Genève, il établit ainsi de solides relations avec le régime nationaliste nassérien et les Frères égyptiens.

Lors de ses voyages en Égypte, Huber se lia d'ailleurs d'amitié avec d'anciens dignitaires nazis allemands, parmi lesquels le plus connu et haut « gradé » était Johannes von Leers, alias Omar Amine (qui fut un des exécutants de Goebbels pour la « propagande anti-juive », et se convertit à l'islam au contact des Frères). Détail intéressant, Ahmed Huber, très connu au sein de la nébuleuse négationniste islamo-nazie, fit la connaissance, en Suisse, de Youssef Nada, le banquier en titre

des Frères musulmans, créateur de la Al-Takwa Bank basée en Suisse italienne à Lugano.

En 1988, Ahmed Huber et François Genoud siégeaient ainsi au conseil d'administration de la banque de Youssef Nada, dont le rôle était de financer les projets des Frères à travers le monde. Dans les années 1990, Huber se rendait ainsi régulièrement à des événements du Muslim Student Organization aux États-Unis, une organisation

liée à la section locale des Frères. Il était également devenu proche de la révolution islamique iranienne, tenant un rôle d'intermédiaire entre les Frères et l'Iran khomeyniste.

Youssef Nada, le fameux banquier de la confrérie perquisitionné en Suisse en 2001, aurait été lui un agent de l'Abwehr selon l'historien de la confrérie Chérif Amir⁴⁹.

C. Focus sur la Banque Al Taqwa

Parmi les instruments utilisés par la nébuleuse des Ikhwan dans le monde en vue du financement du jihad et du prosélytisme, via des dons à des ONG d'Allah, une banque a joué durant des décennies un rôle déterminant: Al-Taqwa Bank (du terme arabe « *crainte de Dieu* » ou « *piété* »). Al-Taqwa Management est en fait un système bancaire disposant de bureaux dans plusieurs pays (Suisse, Bahamas, Italie, Caraïbes, Autriche, Liechtenstein), qui a été fondé en Suisse en 1988 par deux hauts dignitaires des Frères musulmans: les banquiers Youssef Nada, d'origine égyptienne, et le syro-italien Ali Ghaleb Himmat, les deux étant établis entre Lugano et la commune-enclave italienne voisine de Campione d'Italia, au bord du lac de Lugano, connue pour son statut d'exemption fiscale. Emprisonné par Nasser de 1954 à 1956, Nada, le plus en vue des deux, a trouvé refuge en Libye dans les années 1960, puis dut s'enfuir quand le colonel Kadhafi prit le pouvoir. Commença alors un long exil en Europe, de la Grèce tout d'abord, à l'Autriche, puis enfin à l'Italie et à la Suisse italienne. Cette région lui réussit, puisqu'il y fit croître sa fortune acquise, notamment, dans le ciment. Il investit ensuite dans la banque. Il est d'ailleurs considéré comme l'un des pères de la finance islamique. Avec trois sièges-bases dans le monde (Suisse, Liechtenstein et les Bahamas), la Banque

islamique a prospéré pendant des décennies et a récolté des fonds en provenance des pays du Golfe pour les redistribuer à des organisations islamistes fréristes européens. Al-Taqwa créa ainsi un vaste réseau réticulaire d'ONG, de mosquées et de centres islamiques liés à la confrérie. Opérant dans trente pays, l'institution gère des fonds en provenance du Koweït, d'Arabie saoudite et du Qatar.

Les spécialistes de la confrérie Del Valle et Razavi ont consulté la liste des actionnaires principaux de la banque et nous en dressent les portraits dans leur récent livre *Le Projet* (L'Artilleur, 2019):

« Parmi les actionnaires historiques de la Taqwa Bank, ont siégé Youssef al-Qardaoui, Ahmed Idris Nasreddin, co-fondateur du groupe et ancien consul du Koweït à Milan (d'ailleurs interpellé après le 11 septembre 2001 en raison de ses liens présumés avec Al-Qaïda), ainsi que des membres du Hamas et des individus liés à Al-Qaïda. Précisons que parmi les actionnaires et créditeurs d'Al-Taqwa, on retrouvait également Huda Mohamed ben Laden et Iman ben Laden, deux frères de l'ex-chef d'Al-Qaïda, ou encore la branche grenobloise de l'Union Islamique des étudiants de France, rebaptisée depuis 1996 *Étudiants Musulmans de France (EMF)*.⁵⁰ »

d. Une perquisition riche en découvertes en 2001

Début novembre 2001, une perquisition est lancée au domicile de Youssef Nada, dont l'institution a été citée par Georges W Bush comme une source de financement d'Al-Qaïda. Deux grandes villas luxueuses forment ce coin de paradis à côté de Lugano en Suisse. Le deuxième locataire n'est autre

que Ali Ghaleb Himmat son ami et co-fondateur de l'institution

Les structures offshore de Al-Taqwa sont aussi perquisitionnées au Liechtenstein, mais l'essentiel de ses activités s'opère aux Bahamas.

Al-Taqwa et ses dirigeants ont attiré une première fois l'attention des agences de renseignements occidentales au cours des années 90. Une cassette vidéo des Groupes islamiques armés (GIA) algériens avait alors circulé avec l'adresse d'une société, la Gulf Company, que dirigeait un associé de la banque. Les services italiens s'étaient penchés sur d'autres activités de cet homme, Ahmed Idriss Nasreddin. Ils avaient jugé curieux ses envois en Bosnie, en pleine guerre islamiste contre la Serbie, de légumes facturés à des prix exorbitants. Ils avaient aussi constaté qu'il payait le loyer du Centre islamique de Milan, dirigé jusqu'en 1995 par un membre du groupe armé égyptien Gamaa islamiya. Un rapport de la CIA avait décrit Al-Taqwa comme un établissement lié au terrorisme.

Au lendemain des attentats de New-York et de Washington, l'Amérique porta de nouvelles accusations contre Al-Taqwa. Le 7 novembre 2001, la Maison Blanche déclara que la société a prodigué « des conseils financiers et des services de transfert de fonds » à Al-Qaida et d'autres groupes islamistes radicaux. Peu après, une lettre adressée à la Suisse par le département américain du Trésor affirmait qu'Al-Taqwa, fondée en 1988 « avec un appui significatif des Frères Musulmans égyptiens », a financé le Hamas palestinien, le Front islamique du salut et les GIA en Algérie, ainsi que la branche tunisienne des Frères, Ennahda.

La lettre précise que la société aurait recueilli dans ses bureaux de Malte et de Lugano des fonds venus du Koweït et des Émirats arabes unis, qui étaient destinés à Al-Qaida. En octobre 2000, Al-Taqwa aurait débloqué une « ligne de crédit clandestine pour un proche associé d'Oussama Ben-Laden » grâce à un stratagème sophistiqué :

« Ce lieutenant de Ben Laden avait une ligne de crédit dans une institution financière du Moyen Orient, qui retirait [l'argent] d'un numéro de compte similaire auprès de la banque Al-Taqwa. Contrairement aux autres comptes - même ceux des clients privés-, celui-ci était bloqué par le système informatique et il fallait des privilèges spéciaux pour y avoir accès. Aucun nom identifiable n'était associé au compte⁵¹ »

Le dirigeant libanais des Frères Musulmans Fayçal Mawlaoui (+2011), et membre fondateur de l'UOIF en France, expliqua qu'Al-Taqwa a longtemps servi de caisse d'épargne à diverses composantes des Frères Musulmans, selon son entretien avec le journaliste Sylvain Besson :

« À l'époque, la présence de banques islamiques était très limitée dans le monde arabe. La banque travaillait d'une façon islamique, et le Mouvement Islamique du Liban (autre nom des Frères) avait placé à peu près 100 000 dollars chez Al-Taqwa. Nous touchions des dividendes d'environ 7 000 dollars par an. Lorsque la banque a fait faillite, l'argent a été perdu. »

Mais avant cette « faillite », la banque verte avait accumulé deux-cent millions de dollars, provenant surtout d'aristocrates et de religieux des pays du Golfe selon Mushtak Parker de Islamic Banker Magazine.

En plus de ses fonctions de gestionnaire, la société soutenait financièrement toutes les institutions des Frères Musulmans en Occident, dont la Fondation islamique de Leicester en Grande-Bretagne où Tariq Ramadan étudia, l'institut américain WISE proche du Jihad islamique palestinien.

Selon Fayçal Mawlaoui, la banque a sombré lors de la crise monétaire asiatique de 1998, après un investissement malheureux dans une fabrique de textile en Malaisie. Lorsqu'elle fut mise en liquidation, fin 2001, ses pertes se montaient à quelque 75 millions de dollars.

Début 2005, trois ans après les perquisitions, l'enquête concernant Al-Taqwa fut classée faute de preuves. Des deux côtés de l'Atlantique, certains enquêteurs admettaient ne pas disposer d'éléments démontrant un soutien direct de la société à des activités terroristes. Mais « l'opération Lago » nom de code de la perquisition préparée secrètement par Interpol dans les villas de Youssef Nada et Ali Ghaleb Himmat, ont donné des résultats intéressants sur le plan de l'idéologie des Frères.

Selon un document de la police fédérale suisse « L'enquête Al-Taqwa (opération Lago) révèle plus que de simples transferts d'argent de et vers la Suisse. En fait, les tonnes de documents trouvés chez Youssef Nada (directeur des structures d'Al-Taqwa) et Ali Ghaleb Himmat (son second) confirment aussi le rôle joué par les Frères Musulmans dans l'inspiration et le soutien -direct ou indirect- à l'islam radical dans le monde entier. »

En effet, parmi les « tonnes » d'écrits, de lettres et de notes manuscrites trouvés le 7 novembre 2001, les enquêteurs suisses ont découvert le Projet, un document planifiant la conquête idéologique et matérielle de l'occident, étape par étape, discrète au début, répondant à un « Jihâd civilisationnel ».

e. Le « Projet » d'infiltration des sociétés occidentales

La « bible » officielle des Frères Musulmans en matière de pénétration des sociétés non-musulmanes était déjà connue. Il s'agit d'un ouvrage publié à Beyrouth en 1979 intitulé *La Culture et les Qualités de l'armée de Dieu*, par Saïd Hawwa. Il décrit les méthodes qui conviennent « au jihad politique dans les pays infidèles ». Ainsi, le Projet n'est pas un texte isolé, mais s'inscrit dans une réflexion plus large des Frères. Le spécialiste du renseignement israélien Reuven Paz interrogé par le journaliste Sylvain Besson dans son enquête « *La conquête de l'occident-le Projet secret des islamistes* » (Seuil, 2005) explique :

« Ce Projet fait partie de la charte de l'organisation internationale des Frères musulmans, qui a été établie officiellement le 29 juillet 1982. Il reflète un vaste plan qui remonte aux années 60, avec l'immigration d'intellectuels Frères musulmans, principalement des Syriens et des Égyptiens, en Europe. Avant l'été 1982, ils avaient déjà réussi à établir un réseau de « centres culturels » à Genève, Munich, Londres, Vienne... L'idée de l'organisation internationale vient notamment de Saïd Ramadan (père de Tariq), qui voulait déplacer le centre de gravité des Frères Musulmans vers l'Europe et l'Amérique du Nord ».

Ce « projet » expose par exemple la nécessité de « *s'employer à établir l'État islamique, parallèlement à des efforts progressifs visant à contrôler les centres de pouvoirs locaux par le biais d'un travail institutionnel. Il invite par ailleurs les militants à maîtriser l'art du possible, dans une perspective provisoire. [...] sachant que les préceptes d'Allah sont tous applicables. Il faut ordonner le convenable et interdire le blâmable [...]. Mais il ne faut pas provoquer une confrontation avec nos adversaires à l'échelle locale*

ou mondiale, qui risquerait d'être disproportionnée et d'aboutir à des attaques à l'encontre de la daawa (prédication) ou de ses disciples. »

Lors de la perquisition chez Yussef Nada à Lugano, les policiers mirent la main sur un autre document croustillant. Une vidéocassette tournée lors d'un voyage en 1993 en Afghanistan. On y reconnaît Mustafa Mashour, futur Guide suprême des Frères musulmans, Ahmad Hussein alors leader du Jamat-e-Islami pakistanais, le co-fondateur d'Al-Taqwa Ghaleb Himmatt et Yussuf Al-Qaradawi du Conseil européen de la fatwa et proche de l'UOIF (Frères musulmans en France). On entend Mashour faire un speech qui n'aurait du filtrer au-delà des chefs des Frères. Il commence par féliciter la victoire des Afghans (légitime face à l'occupation soviétique), puis dit souhaiter que le Jihad libère les territoires musulmans occupés de la Palestine, de Bosnie, de l'Inde, de la Tchétchénie. Mais il ne s'arrête pas là. « *Je vous assure, dit-il, que comme l'Union soviétique est tombée, l'Amérique et l'Ouest succomberont, avec l'aide d'Allah* ».

Mashour est alors le numéro 2 des Frères Musulmans égyptiens, siège mondial de l'organisation. À sa mort, en novembre 2002, 100 000 Égyptiens lui rendirent hommage au Caire. Malgré les éléments accablants contenus dans les saisies de documents et les preuves de financement indirect du terrorisme par Al-Taqwa Bank et ses filiales ou sociétés écrans sœurs, Youssef Nada est parvenu, en véritable expert en « jihad judiciaire », à faire condamner la Suisse en 2012 par la Cour européenne des droits de l'homme, laquelle a estimé que les autorités helvétiques avaient « violé son droit au respect de sa vie privée ».

f. Saïd Ramadan et la république islamique d'Iran

Saïd entretint depuis la Suisse une correspondance avec le militant suprémaciste noir islamiste Malcom X, qu'il accueillit deux fois à Genève. Plus compromettant, il sera le mentor de Daoud Salahuddin, pseudonyme d'un autre citoyen afro-américain converti à l'islamisme, David Théodore Belfield, qui assassinera en 1980, à Bethesda dans le Maryland (États-Unis),

l'opposant iranien Ali Akbar Tabatabai, président de l'Iran Freedom foundation, organisme d'opposition à la jeune République islamique proclamée le 12 février 1979.

En décembre 1979, Salahuddin avait d'ailleurs consulté Saïd Ramadan à propos de son intention de devenir un agent du régime des Mollahs. Saïd

Ramadan rencontra en fait Belfield/Salahuddin en mai 1975 au Centre islamique de Washington, et devint rapidement son ami. Fait ubuesque, on sait aujourd'hui que malgré l'écho médiatique donné à l'assassinat de Tabatabai, notamment après la parution d'un article publié le 24 juillet dans l'*International Herald Tribune*, dans lequel le FBI identifiait l'auteur du meurtre, Belfield/Salahuddin put passer encore tranquillement sept jours à Genève sans être inquiété. Saïd Ramadan fut en fait soupçonné de l'avoir abrité sur le chemin de sa fuite vers l'Iran alors qu'il était recherché par les polices européennes. C'est dire le laxisme de la Suisse envers les Frères Musulmans, au moins à l'époque.

En 2002, Salahuddin déclara à propos de ses liens avec Saïd, pourtant occultés par ses fils Hani et Tariq: « *Je pense qu'aucune autre personne, même pas mes parents biologiques, ne me connaissait aussi bien que lui* ». Cette complicité avec un agent-tueur au service de la République islamique de Khomeiny démontre une fois de plus les compllicités jihadistes/violentes de figures fréristes qui se firent pourtant adouber en Occident...

En 2002, le Centre islamique de Genève (CIG) ne comptait que 20 membres, mais ses activités concernaient près de 500 personnes, notamment lors des prières du vendredi.

Dans ses « objectifs et statuts » est explicité ce qui suit: « *Le CIG s'est donné comme objectifs de constituer un front unique des croyants pour*

aborder en commun la tâche de lutte contre le matérialisme athée, de relever les présentations tendancieuses de l'islam et des musulmans et les réfuter, d'organiser des circuits pour propager des notions justes sur l'islam et les musulmans, d'effectuer et encourager des recherches, de recueillir et de traduire et diffuser des textes sur l'islam, de remplir les besoins sociaux, culturels et religieux des étudiants et réfugiés musulmans en Europe et enfin d'ouvrir en Europe des jardins d'enfants, des écoles, des mosquées et des centres islamiques. »

Saïd Ramadan est mort en 1995, en ayant largement pavé la voie à ses fils Hani et Tariq. La même année, Tariq préparait sa thèse universitaire apologétique sur la confrérie, qu'il validera en 1999. Doté du précieux sésame, sa carrière médiatique put alors démarrer.

Dans le canton de Genève on trouve aussi une autre association frériste, l'Association culturelle meyrinoise (ACMM), qui a réussi à intégrer le Cartel des associations communales de Meyrin. Organiser des « activités sportives pour elle et entre elles » en bonnes communautaristes, et dispensant des cours de Coran et d'islam, ne les empêchent pas de participer à la fête communale « Meyrin-les-Bains », toutes voilées, et d'obtenir une salle de la ville pour leurs activités. Ces femmes musulmanes vont au congrès annuel des Frères Musulmans du Bourget, éclaircissant leur orientation idéologique.

g. Le couple Karmous, les piliers

Mohamed Karmous, discret trésorier de l'école de charia des Frères Musulmans, l'IESH, que nous aborderons dans le chapitre dédié à la France, est établi en Suisse où il enseigne les sciences dans une école d'ingénieur (l'HESSO). En 2007, il se fit intercepter par les douanes françaises à Pontarlier alors qu'il transportait 50 000 euros en liquide, ce qui n'est pas rien. Il affirma à la police faire cet allez-retour pour remettre cette somme à Zuhair Mahmood, alors directeur de l'institut islamiste, au bénéfice de l'IESH. Mahmood ne cache pas son appartenance aux Frères Musulmans aux journalistes Chesnot et Malbrunot qui l'ont interrogé récemment sur la fondation de l'IESH: « *À l'époque, la question*

*qui se pose pour nous est la suivante: l'institut doit-il être réservé aux seuls Frères Musulmans, ou bien être géré par ces derniers au service de tous les musulmans? Finalement, nous avons choisi la seconde option.*⁵² »

Aux policiers français, Karmous précisa en 2007 avoir obtenu ces fonds d'un professeur qatari vivant à Genève, Ahmed Alhmdi.

Mohamed Karmous, tunisien, est l'homme-orchestre des Frères en Suisse. Il a fondé avec sa femme Nadia l'institut culturel islamique de suisse (ICMS), la Ligue des Musulmans de Suisse qui gère le Centre socio-culturel des musulmans à Lausanne, et préside le Wakef Suisse qui gère le

centre Salah-Eddine à Bienne en Suisse centrale. Cette dernière structure, qui rassemble les principaux imâms du pays, a pour but premier d'acheter des terrains à bâtir ou des bâtiments afin de créer des mosquées, avec le concours de Qatar Charity. Et ce n'est pas tout! Mohamed Karmous dirige aussi la communauté islamique du canton du Tessin.

La Ligue des Musulmans de Suisse est membre de l'Union des organisations islamiques d'Europe (UOIE) qui fédère toutes les branches nationales des Frères Musulmans. La LMS cite comme référence le « Recueil de fatwas » du Conseil européen de la Fatwa réalisé sous la houlette d'Al Qaradawi.

Cela fait beaucoup pour un seul homme, et sa femme Nadia, algérienne, est à ses côtés pour diriger leur navire amiral, le musée des civilisations de l'islam (MUCIVI) à La Chaux-de-Fonds, dans un splendide bâtiment historique Art nouveau. Un vrai musée avec une succession de salles présentant les grandes contributions supposées de l'Islam à l'humanité. Tout ce qui est antérieur à l'islam né au septième siècle est cantonné à une brève présentation de cette période préislamique qualifiée d'ignorante (jahaliya en arabe). Le musée, inauguré en 2016, a été financé par Qatar Charity en grosse partie. Nadia Karmous, comme son mari, est une proche de Tariq Ramadan, qu'ils ont défendu becs et ongles lors de ses déboires judiciaires. Les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot se sont rendu dans ce « musée » et ont trouvé dans la bibliothèque tous les penseurs des Frères Musulmans en bonne place, comme les livres de Sayyid Qutb, théoricien du jihâd armé offensif planétaire, évidemment Hassan Al-Banna et Al Qaradawi.

Madame Karmous est aussi membre du Forum of Muslim Women basé à Bruxelles via son Association des femmes musulmanes de Suisse.

Le robinet financier qatari coule généreusement pour les Karmous. Rien qu'en 2011, sept versements pour un montant total de 1 400 980 euros ont abondé les caisses du Centre socioculturel des Musulmans de Lausanne. En 2013, trois

versements de Qatar Charity pour la somme cumulée de 159 434 francs suisses ont rempli les caisses du Centre culturel islamique de Lugano.

Mais revenons au Musée des civilisations de l'islam. La journaliste suisse spécialiste de l'islamisme Mireille Valette nous apporte de précieuses informations sur ses autres financements et son « directeur scientifique » Khaldoun Dia Eddine, Frère musulman syrien toléré depuis longtemps en Suisse:

« Il a été un actionnaire influent de la banque Al Takwa. Il est en 2002 président du Comité d'aide aux réfugiés de Bosnie-Herzégovine et appartiendra à de nombreuses associations controversées, entre trafic d'armes et aide au terrorisme.

Il a aussi été membre de la Communauté islamique du Tessin. Et de l'International Islamic Charitable Organization, Sharq Koweït succursale de Meyrin (2001-2010) sise à son domicile. Il y siégeait aux côtés de Ghaleb Himmat et de Youssef Al-Qaradawi.

L'Islamic Charitable Society du Koweït est une donatrice du musée. Selon des documents américains publiés par Wikileaks⁵³, elle a été mise sur une liste rouge d'organisations terroristes, de même que d'autres donateurs du musée: Zakat House (Koweït) ou Qatar Charity. L'émir qui dirige cette dernière est aussi président de Qoranona, un organisme inscrit au registre du commerce de Berne en 2014 avec le salafiste Nicolas Blancho. En juin 2014, Mohamed Karmous a reçu un chèque de 140 000 \$ des mains de l'ambassadeur du Koweït en Suisse Bader Al-Tunaib pour son musée. Ce dernier déclare que ces soutiens sont accordés « aux musulmans dans de nombreuses parties du monde ». Effectivement, quelques mois plus tôt, son alter ego du Canada a offert à un leader des Frères musulmans du Québec 76 000 \$ pour une école islamique à Montréal.

Depuis une dizaine d'années, les Frères musulmans sont très influents dans la politique du Koweït. Comme d'ailleurs au Qatar où réside Al-Qaradawi. Certains donateurs sont liés à la famille régnante ou à de puissantes entreprises d'islamisation.⁵⁴ »

h. Les frères modèles de Fribourg

L'association **Frislam-Fribourgeois musulmans** a réussi à séduire la mairie de cette charmante ville en organisant sur la place centrale Georges-Python une fête de rupture du jeûne avec repas gratuit chaque année depuis 2017. Plus de mille personnes ont assisté aux dernières festivités, un succès.

Financée par les petites entreprises locales des musulmans comme une agence immobilière et des restaurants, elle arrive à professionnaliser sa communication et s'attire les caméras et micros des médias helvétiques. Mieux, l'université de Fribourg a un centre de recherche intitulé **Centre suisse islam et société** (CSIS) prodiguant des Master, qui a noué un partenariat avec Frislam. Frislam se félicite aussi du « soutien apporté par la Commission fédérale contre le racisme (CFR), ainsi que celui de la Ville de Fribourg ».

Il est aisé de rattacher Frislam à la pensée des Frères Musulmans. Sur son site internet⁵⁵ est présenté un cours d' « introduction aux sciences religieuses par l'imâm Abdullah Malik – Basé sur les ouvrages du Professeur Moncef Zenati, enseignant à l'Institut Européen des Sciences Humaines (IESH) ». Soit l'école de charia européenne des Frères Musulmans basée dans la Nièvre !

Moncef Zenati est le traducteur en français des livres de Hassan Al-Banna et Yussûf Al-Qaradâwî, dont il demande de « manger, boire » les livres de ce dernier⁵⁶. Cadre de l'UOIF (devenue Musulmans de France), Zenati n'a jamais transigé sur la charia : « La Charia correspond à la loi divine. La Charia correspond à l'ensemble des Lois, toutes les lois, concernant tous les domaines (...) Le droit positif reflète l'imperfection de l'être humain et sa faiblesse.⁵⁷ »

La page dédiée à cette formation évoque le juriste sunnite Ibn Qayyim du treizième siècle connu pour sa dureté à l'encontre des chrétiens auquel il souhaite un régime strict de Dhimma avec interdiction de faire sonner les cloches ou restaurer les églises. Son traité dédié au sort réservé aux chrétiens intitulé *Akâm ahl dhimma* est seulement connu des arabisants. Les chrétiens selon lui doivent payer une taxe, la jizya, lorsqu'ils sont « avilis et vaincus », leurs églises ne doivent pas arborer de croix et l'évangélisation des musulmans interdite. Ibn Qayyim prévoit aussi de confisquer des églises si leur nombre paraît

trop important eut égard à la population chrétienne en Terre d'islam, qui décline historiquement. On ne peut que faire le parallèle avec la gouvernance de la Turquie moderne qui a converti nombre d'églises à Chypre et sur son territoire.

Voici la citation trouvée sur Frislam : « *Ibn Qayyim: La législation selon la Sharia est juste dans sa totalité, miséricorde dans sa totalité, bénéfique dans sa totalité.*⁵⁸ »

La formation est organisée par Saâd Dhif, le secrétaire général de Frislam, lieutenant à l'armée. Le journaliste suisse Mireille Valette a enquêté sur ce petit monde et complète « *Dhif aspire à poursuivre sa carrière militaire pour devenir capitaine. On trouve dans le Comité directeur de Frislam un autre officier de l'armée qu'on imagine être le frère de Saâd: Yassine Dhif. L'émission télévisée suisse Infrarouge en avait fait un très gentil portrait*⁵⁹ en avril 2016. »

Le journaliste Amin Abdelmajide s'étrangle que le Centre suisse islam et société soit financé sur fonds publics pour donner une image positive de l'islam avec le concours de Frislam. Il écrit :

« *Un nom lumineux: PositivIslam. C'est un projet porté par le Centre Suisse Islam et Société (CSIS) en collaboration avec l'association fribourgeoise Frislam* », annonce dans un article Mallory Schnewly Purdie, cheffe de ce projet financé par l'Office Fédéral des Assurances Sociales (OFAS). Que viennent faire les assurances sociales dans cette aventure ?

Harald Sohns, du service communication, répond par courriel que l'OFAS soutient ce projet de prévention de la radicalisation des jeunes sur Internet dans le cadre du « *plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent* ». « PositivIslam » a été choisi et le programme confié au CSIS. Il est financé par l'office à hauteur de 40 000 francs. Mais mon correspondant n'explique pas quel lien ont les assurances sociales avec l'extrémisme violent... La bourse des autres mécènes était-elle à plat ?

Le CSIS a recruté une quinzaine de jeunes, francophones et italo-phones, afin de les entraîner à « *utiliser les nouveaux médias pour proposer une vision alternative et positive de l'islam* ». Des contenus courts, percutants, usant d'humour et d'ironie. Les artistes sont censés proposer une

alternative « *aux messages clivants qui circulent sur le net, dont certains font référence à une lecture extrême de l'islam* ». La lecture de Frislam ?

Et que pense la cheffe de projet Schneuwly Purdie de ce partenaire que le CSIS soutient et dont il est si proche ? Rien. Mallory court aux abris : elle n'a rien dit, rien vu, rien entendu : « *Le CSIS collabore avec l'association Frislam dans le cadre du projet PositivIslam uniquement, nous répond-elle par courriel. Cette collaboration avait pour objectif de promouvoir le projet-pilote dans les associations de jeunes, notamment en vue du recrutement des blogueurs. Le projet pilote se termine au 31 décembre, tout comme cette collaboration.* »

Puisque le CSIS ne voit pas le moindre problème, peut-être l'armée et les autorités fribourgeoises en verront-elles un ?

Positivislam n'est pas trop dangereux vu le niveau affligeant de ses productions. En guise de nouvelles techniques, les apprentis blogueurs choisissent surtout l'écriture. Et ils font défiler les clichés habituels : mon témoignage, ma conversion, ma rencontre avec le racisme...

En finançant des groupes de musulmans pour combattre le radicalisme (en nous expliquant combien l'islam est une religion parfaite et eux-mêmes de parfaits citoyens-croyants), la Confédération et son satellite offrent un souffle nouveau au prosélytisme, à son verdict d'acquiescement de l'islam et à un entrisme frénétique dans nos institutions. Le CSIS ne cesse de répéter combien les mosquées et associations musulmanes méritent nombre de subventions pour leur rôle de « *partenaires de l'intégration*⁶⁰ »

i. Le canton de Vaud

Le centre islamique de Prilly (CCML), auparavant sis à Lausanne, accueille des Frères Musulmans étrangers à venir prêcher, pas plus tard qu'en janvier 2020 juste avant la crise du Covid, où une « conférence de jurisprudence » était animée par un membre du Conseil européen de la Fatwa de la confrérie, Khaled Hanifi.

Lors des conférences précédentes, furent invités au CCML, cheik Omar Abdelkafi, membre lui de « *l'Union mondiale des savants musulmans* »... une autre création de Al-Qaradâwî. Un organisme dont Tariq Ramadan a aussi eu l'honneur de faire partie peu avant sa chute. Abdelkafi annonce le châtement de la tombe aux femmes non voilées.

Autre hôte : Hassan Iquioussen, prédicateur français qui vantait dans ses conférences le retour du califat mené par les Frères Musulmans avant leur chute en 2011. Iquioussen coche toutes les cases : négateur du génocide arménien, fan d'Erdogan, laudateur du *Jihâd fisabilillah*, le

combat sur la voie de dieu, contre les « hypocrites » et « l'ennemi extérieur », ses conférences sont toujours un régal pour les observateurs de la confrérie⁶¹, tant il est transparent.

L'imâm de ce centre/mosquée de Prilly, Abdelwahed Kort, refuse de condamner la lapidation⁶².

La plus grande mosquée du canton de Vaud est le Complexe culturel musulman de Lausanne, dirigé par Abdelwahed Kort, qui a invité le « frère » Iquioussen à de nombreuses reprises. L'imâm Kort, interrogé en 2015 par la Télévision suisse romande sur la lapidation, pour savoir s'il la condamne, répondit « C'est complexe », afin de rester fidèle à la ligne islamiste qui prévoit ce châtement en cas de relations sexuelles hors mariage. Ce qui ne l'empêche pas de tenter de séduire les médias en disant vouloir une « réforme radicale qui rende compatible l'islam avec notre société et notre époque⁶³ ».

j. La Coordination des organisations islamiques suisses

Une des principales fédérations de mosquées suisses est la **Coordination des organisations islamiques suisses**, (COIS) qui compte en son sein les Frères Musulmans de la Ligue des musulmans de Suisse⁶⁴. Farhad Afshar est le président du COIS, qui regroupe notamment des associations communautaires d'Albanais, de Turcs, de Bosniaques, un vrai lobby pour la dictature islamiste de la Turquie. En 2008, Afshar s'est dit favorable à l'introduction d'un peu de Charia dans le droit suisse: « *Des parents musulmans qui souhaitent favoriser leur fils dans l'héritage peuvent le faire en utilisant la part non réservataire (...) En revanche, ils ne peuvent pas le contraindre à assumer la contrepartie prévue par le droit musulman: la responsabilité financière de sa sœur. Il y a là une marge où une forme de justice communautaire pourrait apporter des avantages.* »

À propos de la mosquée d'Embrach mise en lumière après le départ en Syrie de jeunes fidèles, il estime qu'une des raisons est le manque d'intégration en Suisse. Il plaide pour que l'islam soit mis sur un pied d'égalité avec le catholicisme et la religion réformée.

Le COIS comprend outre la Ligue des musulmans, l'Union des associations musulmanes de Fribourg et l'Union vaudoise des associations musulmanes. Cette dernière organisation comprend 17 mosquées dont le Complexe culturel des musulmans de Lausanne vu plus haut qui invite régulièrement Tariq Ramadan pour des conférences. L'UVAM regroupe aussi les mosquées de Montreux, Renens, Crissier, Préverenges, Morges, Vevey, Payerne.

k. La Communauté islamique du Tessin

La **Communauté islamique du Tessin** (CIT), l'une des deux principales associations du canton, est une émanation des Frères musulmans.

Cela a été démontré brillamment par un politicien et éditorialiste suisse nommé Giorgio Ghiringhelli qui eut la bonne idée de ne pas croire sur parole un communiqué du Parti socialiste de Lugano présentant le CIT comme une « *association paisible, démocratique et constructive, qui s'efforce d'œuvrer à l'intégration des musulmans* ».

Il rendit publique une étude, d'où il ressort que les administrateurs du CIT sont des Frères Musulmans bien connus:

- Ahmed Nasreddin, un des fondateurs de la banque Al Taqwa, a créé et été président de la

CIT jusqu'en 2003.

- Ali Ghaleb Himmat a repris la présidence du CIT en 2004, année où entre aussi dans la direction le Neuchâtelois Mohamed Karmous cité plus haut.

- Youssef Nada est un des fondateurs de la banque Al Taqwa de Lugano créée en 1988. Il la dirigeait avec Himmat dont il a épousé une fille. Nada, désormais hors-jeu, est connu comme l'un des cerveaux financiers des Frères musulmans en Europe.

En 2005, une scission du CIT donne naissance à la « *Ligue des Musulmans du Tessin* » dirigée par Gasmi Slaheddine en compagnie de l'imâm Samir Radouan Jelassi, formé à l'IESH de Château-Chinon dans la Nièvre.

l. L'Association culturelle des musulmans de Neuchâtel (ACMN)

L'Association culturelle des musulmans de Neuchâtel (ACMN) et le groupe de femmes « *Lumière de l'islam* » sont très marqués par la confrérie: ils ont invité à au moins six reprises, en 2016 et 2017, Abu Ramadan, l'imâm de Bienne qui avait réclamé dans un prêche l'anéantissement

des non-musulmans. Abu, libyen vivant d'aides sociales suisses et ne parlant pas le français, côtoyait souvent Hani Ramadan dans ces rencontres, et Lotfi Hammami, qui coiffe l'**Union neuchâteloise des associations musulmanes**.

m. La Rencontres des musulmans de Suisse

Sur le modèle des « Rencontres » de l'UOIF en France où tous les chefs régionaux des Frères du Moyen-Orient sont venus, la confrérie organise depuis 1995 chaque année un congrès au Forum de Fribourg, sponsorisé par la télévision frériste Iqraa et le Secours Islamique. Parmi les invités habituels comme Hani Ramadan et Moncef Zenati, on repère l'imâm extrémiste Youssef Ibram qui sévit en Suisse depuis 35 ans sans être inquiété par les autorités.

D'origine marocaine, Youssef Ibram a étudié durant six ans en Arabie saoudite. En Suisse, il fut imâm de 1983 à 1993 à la grande mosquée wahhabite de Genève. L'imâm officie ensuite à la mosquée zurichoise de la Rötelstrasse pour douze ans et intègre le Conseil Européen de la Fatwa des Frères Musulmans. En 2004, il suscite la polémique dans un article de *Coopération* en refusant de condamner la lapidation. L'imâm est contraint de quitter Zurich. Pas de problème: la mosquée wahhabite genevoise, lieu de ses premiers prêches, le recueille. Il devient même « premier imâm »!

En décembre 2009, les minarets sont interdits en Suisse. Une journaliste de *Protest-Info* interviewe quelques personnalités, dont Youssef Ibram. Extrait:

Ibram: *La loi islamique et sa partie charia concernent uniquement les pays musulmans. Mais*

même parmi ces pays, tous ne la pratiquent pas! Il n'y a que l'Arabie saoudite qui suit plus ou moins ce code.

La journaliste: *L'Arabie saoudite a-t-elle raison de l'appliquer?*

Ibram: *Oui (...) elle s'approche le plus possible du Coran et je défends le Coran. (...) C'est parce que la péninsule arabique n'a jamais été colonisée qu'elle est restée au plus proche de l'islam.*

Dans un reportage de la TV alémanique diffusé par *Temps présent* le 20 mai 2010, la journaliste Karin Bauer observe: « **Youssef Ibram fustige la décadence occidentale** », il affirme que dans notre société « **les habits légers sont considérés comme une expression d'élévation** ». Et intime aux musulmans: « **Si vous ne baissez pas les yeux, vous allez devenir un disciple de Satan!** ».

Il est important de noter que Youssef Ibram est membre du Conseil européen de la fatwa et de la recherche, invité à ce titre dans de nombreuses mosquées fréristes européennes.

On comprend que la Suisse, en tolérant de tels extrémistes, n'est pas près de connaître une inversion de vapeur concernant la progression de l'islamisme dans le pays.

n. Les imâms turcs, alliés des Frères Musulmans)

La Fondation turco-islamique est en Suisse un appendice du Diyanet, le ministère des Affaires islamiques turc. Ses 34 imâms rémunérés par la Turquie doivent être au diapason de leur président Recep Erdogan, parrain des Frères Musulmans. Les mosquées sont des bastions de conservation culturelle, aucune concession n'est faite à l'occident, et surtout pas l'emploi d'une langue officielle suisse, tous les sites Internet des mosquées sont en turc. La Fondation suisse a son siège à Zurich, elle convoque une fois par mois ses imâms pour une journée de bilan et propose des « approfondissements théologiques dispensés par des savants venus spécialement de Turquie ». Les mosquées turques sont enregistrées administrativement en

Suisse sous un nom en langue officielle qui n'a rien à voir avec son nom réel en turc. Ainsi, la mosquée **Eyup Sultan Mescidi** est appelée pour les non musulmans Centre islamique et culturel turc de Lausanne. À l'été 2020, une polémique a émergé étant donné que cette mosquée a reçu 40 000 francs suisse de la part de l'Office fédéral de la police (Fedpol), pour officiellement aider aux coûts liés à la sécurité du lieu, alors qu'aucune menace ne pèse sur les mosquées helvétiques qui n'ont jamais été attaquées. Le président de la mosquée, Celal Yilmaz, le dit lui-même à la presse locale: « nous n'avons jamais eu de menaces⁶⁵ ».

Les islamistes turcs ont donc tout lieu d'envisager l'avenir sous un jour radieux en Suisse.

Légendes

47. *al-Ikhwân al-Muslimîn*, les Frères Musulmans en arabe.

48. Del Valle, Alexandre. *Le Projet : La stratégie de conquête et d'infiltration des frères musulmans en France et dans le monde*, (p. 94 Kindle), éditions L'artilleur

49. Chérif Amir, *Histoire secrète des Frères Musulmans*, Ellipses, 2010.

50. Pr.Cit. page 284.

51. Source: lettre de George B.Wolfe du département américain du Trésor au procureur général adjoint Claude Nicaté (Suisse), datée du 4 janvier 2002, "Re: Al-Taqwa/Nada Management organization"

52. Cité dans *Qatar Papers*, Michel Lafon, 2019, page 124.

53. https://wikileaks.org/plusd/cables/08TELAIV1411_a.html

54. Mireille Valette, *La Chaux-de-Fonds et l'islam des Frères Musulmans : manif en vue !* Blog Boulevard de l'islamisme, 29 mai 2016.

55. <https://www.frislam.ch/17-09-17-introduction-aux-sciences-religieuses-i-resume/>

56. Conférence en ligne « Qui sont les professeurs de cheikh Moncef Zenati », Youtube.

57. Conférence « Qu'est-ce que la charia ? » du 12 avril 2014 à Paris. Youtube.

58. <https://www.frislam.ch/17-09-17-introduction-aux-sciences-religieuses-i-resume/>

59. <https://www.rts.ch/play/tv/lactu-en-video/video/portrait-de-yassine-dhif-pharmacien-officier-et-musulman?id=7664932&station=a9e7621504c6959e35c3e3e7f6bed0446cdf8da>

60. Mireille Valette et Amin Abdelmajide, Frislam: des citoyens modèles s'abreuvent à la doctrine des Frères musulmans, Blog Boulevard de l'islamisme, 2 novembre 2018.

61. Lire son portrait complet dans l'ouvrage de Joachim Véliocas *Mosquées radicales, ce qu'on y dit ce qu'on y lit*, éditions DMM, 2016, pages 19 à 34.

62. Temps présent, 30 avril 2015, "Mon imâm chez les Helvètes"

63. Cité par Mireille Valette dans son livre *Le radicalisme dans les mosquées suisses*, Xénia éditions, 2017, page 94.

64. Sur son site internet la Ligue des musulmans de Suisse présente les avis de l'Union des organisations islamiques d'Europe (FOIE) en première page, montrant sa soumission idéologique aux Frères Musulmans.

65. « Nous ne sommes pas la mosquée d'Erdogan », 24heures, 7 août 2020.

LES FRÈRES MUSULMANS EN FRANCE

a. Les débuts de l'implantation en France

L'Union des organisations islamiques de France - rebaptisée Musulmans de France en 2018 - fut créée en 1983 par des étudiants étrangers. Trois étudiants originaires du Moyen-Orient résidant dans l'Est de la France: Ahmed Mahmoud, né le 5 mars 1947 à El-Minia en Egypte, Zuhair Mahmood ayant pour sa part vu le jour le 1^{er} juillet 1952 à Mossoul en Irak, tous deux élèves-ingénieurs et Mohamed Khaldoun Bacha, né en 1955 en Syrie, qui vint étudier la médecine. Ils furent respectivement présidents de l'Association des musulmans de France, de l'**Association islamique de l'Est de la France** (AIEF) et du **Centre culturel islamique de Franche-Comté** (CCIFC).

À sa naissance, l'UOIF ne représentait que six à sept associations faméliques en effectifs dont, outre celles qui viennent d'être citées, l'AMAM⁶⁶, le **Groupement islamique en France** (GIF) et la **Ligue socio-culturelle islamique** à Lille. Le président de cette dernière, le cardiologue syrien Mohamed Jammal, connu pour son rôle au sein des **Avant-Gardes islamiques**, la fraction activiste de la branche syrienne des Frères Musulmans, deviendra même, le 8 juillet 1985, le trésorier de cette coalition, à laquelle, au fil des mois s'adjoindront quelques autres petits groupes islamistes aux effectifs tout aussi réduits.

En octobre de la même année, deux Tunisiens: Ahmed Jaballah, d'Antony en banlieue parisienne, frère du président du GIF et Abdallah Ben Mansour, membre fondateur et chef de file du GIF à sa création, prennent les commandes de l'**Union des organisations islamiques en France**, respectivement en qualité de président et de secrétaire général. Cela correspond au

transfert du siège de l'UOIF de Nancy à Amiens et à l'accentuation de son caractère cosmopolite.

En effet, en plus de ses créateurs Syriens, Égyptiens, Irakiens et Tunisiens, on note cette année-là l'apparition dans son conseil d'administration - qui ne comprend en 1985 aucun Français, même par naturalisation - d'un ingénieur yéménite vivant à Limoges: Abderrahman Bafadel, né le 9 avril 1948 à Hadramaout (Yémen du Sud). Le chef des Frères Musulmans libanais, Fayçal Mawlawi (1941-2011), fut aussi un mentor discret, qui a donné son nom au « *Prix Fayçal Mawlawi* » décerné par l'UOIF au meilleur militant de l'année lors de son Rassemblement annuel du Bourget, avec 6 000 euros à la clé.

En 1996, c'est un Marocain de Cenon, en Gironde, Lhaj Thami Breze, né en 1957 à Dar El Gueddari (Maroc), qui prit le poste de Secrétaire Général pour de nombreuses années. Jusqu'à cette nomination, il était essentiellement connu comme le principal animateur du **Conseil islamique de la région Aquitaine**. Son arrivée à la tête de la structure complexe qu'est devenue l'UOIF entraînera le départ du poste de secrétaire général d'Abdallah Ben Mansour, remplacé par un voisin à Cenon du nouveau président: Fouad Alaoui Bouarraqui, né le 30 septembre 1961 à Taza (Maroc). Ce dernier est le fondateur de l'UISEF, l'**Union islamique des sections des étudiants de France**, qui a vu le jour en 1989 à Bordeaux.

Jusqu'au milieu des années 90, l'UOIF s'appelait Union des organisations islamiques « *en* » France et non « *de* » France. Ce qui change tout. Cela change, de son point de vue, que la France est en passe de devenir une terre d'islam (*Dar al islam*). Il est vrai

que lorsque l'on observe des mosquées sortir de terre tous les mois, que l'on trouve déjà normal que la charia soit appliquée dans les écoles (pas de porc dans les cantines) et dans les piscines (horaires spéciaux dans plusieurs villes), avec un *Aid el Kebir* férié concédé par une circulaire de l'Éducation nationale, on ne saurait leur donner tort.

De vrais Frères Musulmans revendiqués

Abdallah ben Mansour, l'ancien secrétaire général, assume totalement la filiation intellectuelle entre l'UOIF et les Frères Musulmans: « Pour avoir une mosquée, il faut une association. Nous, les étudiants, nous étions les gens les plus lettrés de la communauté, nous avons créé les douze associations qui se sont réunies au sein de l'UOIF. Elles étaient pilotées par les étudiants parce qu'ils étaient l'élite des musulmans de France. Même s'ils n'en étaient pas membres, tous ces étudiants étaient issus de l'école, de la pensée des Frères Musulmans. Il n'y a pas de liens organiques entre les organisations qu'ils ont créés en Europe et les Frères, mais notre grille de lecture générale coïncide avec celle des Frères⁶⁷ »

Lors d'un entretien avec le journal algérien *l'Expression* du 16 mai 2002, Lhaj Thami Breze dut s'expliquer sur la présence au congrès de la même année, du chef des Frères musulmans algériens de l'époque, Mahfoud Nahnah (mort en 2003) dirigeant du Mouvement de la société pour la paix MSP.

« Votre organisation n'est-elle pas proche des Frères Musulmans ?

Nous sommes des Frères musulmans, mais nous ne sommes pas les Frères musulmans. Tout le monde, à mon avis, doit être fier des Frères musulmans. Cheikh Nahnah a un mouvement de Frères musulmans. Les Frères musulmans représentent le renouveau. Nous sommes une tendance, un mouvement qui puise ses fondements, sa doctrine de la France indépendamment de toute appartenance idéologique ou politique. Les Frères musulmans, nous les connaissons bien, sont le meilleur des mouvements qui existent. Ils ont su bien s'adapter à la modernité et ils ont su aussi adapter le discours et la pratique de l'islam à notre époque. Moi, je pense comme Cheikh Nahnah qui est un personnage moderne et modéré. »

Ainsi fonctionnent les Frères Musulmans à travers le monde, en associations autonomes sans liens organiques avec la direction générale basée au Caire, afin de s'intégrer nationalement et de ne pas pâtir de l'image sulfureuse des mouvements frères de l'étranger optant pour un activisme plus musclé.

Fouad Alaoui, toujours secrétaire général de l'UOIF avoua par le passé que Faycal Mawlawi, chef de la branche libanaise des Frères Musulmans, la *Jaamat Islamya*, a « longtemps été » une de ses « références religieuses⁶⁸ ». D'ailleurs, ce dernier avoue avoir aidé l'UOIF à ses débuts: « J'ai contribué à la création des deux organisations, au niveau français d'abord, puis au niveau européen⁶⁹ » affirma-t-il au journaliste Sylvain Besson en parlant de la FOIE (Union/Fédération des Organisations Islamiques d'Europe) coordonnant les associations nationales d'Europe.

Dans un livre d'entretiens en 2013⁷⁰, l'imâm de Bordeaux Tareq Oubrou, reconnaissait être membre des Frères: « Le mouvement des Frères Musulmans prétend moderniser la religion, sans rien toucher à l'essentiel. Ce discours, peu audible, est en perte de vitesse. Je continue d'être membre de ce mouvement. »

Des anciens membres repentis de l'UOIF avouent maintenant avoir dû prêter le serment d'allégeance à la confrérie, la *Baya'*, démontrant que la fédération musulmane est bien en union avec elle. Il s'agit des responsables étudiants de l'UOIF Farid Abdelkrim et Mohamed Louizi, qui ont publié des livres renseignant sur le fonctionnement interne de l'organisation.

Voici le serment d'allégeance prononcé par Mohamed Louizi en 2000 devant Amar Lasfar, fondateur de la Ligue islamique du Nord, structure représentant l'UOIF dans la région. Après une série de cours en cercle fermé, il fut convoqué un samedi soir avec quatre autres impétrants pour prononcer en arabe la formule:

« Je m'engage devant Allah, le Tout-Puissant, à observer rigoureusement les dispositions et préceptes de l'islam et de mener le jihad pour défendre sa cause. Je m'engage devant Lui à respecter les conditions de mon allégeance aux Frères Musulmans et accomplir mes devoirs envers notre confrérie. Je m'engage devant Lui à obéir à ses dirigeants dans l'aisance comme dans l'épreuve, autant que je le

pourrai, tant que les ordres qui me sont donnés ne m'obligent pas à commettre un péché. J'en atteste allégeance et Allah en est témoin. »

Et pourtant, Amar Lasfar, président depuis 2013, raconte aux journalistes que son organisation n'est pas membre des Frères Musulmans! Ce même Amar Lasfar, dont une des conférences sur le prosélytisme datant de 1994 a refait surface sur *YouTube*⁷¹ où on l'entend expliquer comment conquérir le pouvoir en Occident. L'option de l'usage de la force n'est pas exclue si toutefois elle est utilisée « au moment opportun » :

« La troisième option (pour islamiser l'Occident) est une option purement politique. Nous parvenons à transmettre le message d'Allah (...) par un coup d'État. Par un travail politique consistant à infiltrer les conseils municipaux, les parlements et à nous emparer du pouvoir d'un point de vue politique. Et après ça, passera le message d'Allah. C'est l'option défendue par le Hizb-ut-tahrir (parti pro califat). La quatrième option est celle de la force. Certains musulmans pensent que l'usage de la force contribue à imposer le message d'Allah. Il y a des groupes armés, que les gens qualifient d'extrémistes, qui pratiquent la violence et qui croient qu'il n'y a d'autres options que la violence pour arracher le pouvoir et proclamer l'Islam (...) », explique-t-il, avant de prévenir que « cette option n'est pas la bonne ». « La force mal utilisée, si elle n'est pas utilisée au moment opportun, au bon endroit, devient une tare, provoque la discorde (...) ».

Pour ce qui est des conseils municipaux, la victoire de Abdelaziz Hamida à la mairie de Goussainville, qui était auparavant une cheville ouvrière de la mosquée UOIF de la ville, est un cas d'école. Notons qu'il a dans son équipe Mohamed Saou, ancien référent de La République en Marche pour le Val d'Oise, qui avait magnifiquement réussi son infiltration. À côté de Goussainville, Garges-lès-Gonesse a manqué de peu de tomber dans l'escarcelle d'un autre sympathisant des Frères, Samy Debah, fondateur du CCIF. Un adjoint au maire de Beauvais, Mohrad Lagrhari, avait appuyé le projet de mosquée UOIF de la ville, et fréquente le congrès annuel des islamistes au Bourget. Il est passé de la majorité UMP de Caroline Cayeux à La République En Marche, dont il rédige maintenant les communiqués en écriture inclusive... Mais parfois le naturel refait surface comme ce repas du ramadan (iftar) en juin 2018 dans le quartier Saint-Jean de Beauvais, où il s'en prit à la députée Agnès Thil (dont il était le concurrent pour avoir l'investiture LREM aux législatives). Cette dernière confia au Parisien :

« Lorsque je suis arrivée pour le saluer, il m'a agressée verbalement, raconte-t-elle. Il m'a dit : "tu es sur mon territoire, Saint-Jean, c'est moi, tu n'as rien à faire ici. Tu déshonores le mouvement LREM". Plusieurs personnes ont été obligées de le retenir pour l'empêcher de s'en prendre à moi⁷². »

Ainsi, la vision « long-termiste » du président Amar Lasfar des années 90 montre toute sa pertinence.

J. Les méga-structures des Frères : les Grandes mosquées multifonctions

Mulhouse

Sur 2 600 mosquées incluant des salles de prières, la France en compte une centaine très monumentales avec coupole et/ou minaret.

Les Frères Musulmans ou leurs alliés, même s'ils sont minoritaires en termes de lieux de cultes contrôlés, environ 200, ont réussi à édifier une trentaine de ces méga-mosquées. Les principales sont Créteil, Cergy, Mulhouse, Poitiers, Hérouville (Caen), Nantes, Reims, Bussy-Saint-Georges...

La stratégie est de faire des lieux de vie avec, outre la

salle de prière, des salles de classe pour encadrer les enfants en extra-scolaire si la création de vraies écoles n'est pas encore possible, des commerces, clubs de sport voire une piscine comme à Mulhouse. Il s'agit du « *Tawtine* », la territorialisation par le biais d'acquisitions de biens immobiliers marquant une présence ostensible, avec écoles, si possible centres de soins comme en Égypte, instituts culturels, etc.

Ces éléments partant de la base de la société doivent être complétés avec un réseau de banques, d'assurances, de crèches, d'entreprises, ainsi que l'a théorisé un des chefs de la confrérie, Khairat

al-Chater, dans un document secret saisi dans les locaux de son entreprise, intitulé Le document de Tamkine. Le concept du « *Tamkine* » étant la méthode de la prise de pouvoir par étapes. Évidemment, la France n'est pas l'Égypte et n'en est qu'au tout début du processus.

Le centre An Nour est le projet phare de la confrérie à Mulhouse, soutenu depuis le départ à grand renfort d'appels aux dons du cheikh Al-Qaradawi depuis le Qatar, pays dont la fondation a débloqué 14 millions d'euros pour son édification ! Le centre, en plein cœur de l'Europe, à moins d'une heure de l'Allemagne, est l'objet de toutes les attentions, ainsi que le démontre la visite de Hamad Abdelkader Al-Cheikh, directeur de l'Organisation de la prédication islamique du Qatar en 2015, ainsi que d'autres pontes. La chaîne Al-Jazira avait même retransmis en direct la « Rencontre des musulmans d'Alsace » organisée par l'**Association des Musulmans d'Alsace** (AMAL) qui pilote la mosquée. Le Koweït a aussi donné 3,7 millions d'euros.

Il faut dire que le fond de dotation qui collecte ces énormes dons est dirigé par un certain Ayyoub Abouliaquin, fondateur de l'AMAL et ancien directeur de... Qatar Charity Royaume-Uni ! Le temps où l'AMAL se réunissait dans une petite salle de prière où flottait le drapeau du Hamas⁷³ est loin.

Il faut dire que la mairie de Mulhouse a une lourde responsabilité, en rendant possible l'acquisition du terrain par une subvention de 235 000 euros rapporta les Dernières nouvelles d'Alsace dans son édition du 23 janvier 2009, alors que le maire était Jean-Marie Bockel (+2020), ministre issu de « l'ouverture » de Nicolas Sarkozy.

Les maires LR qui se sont succédé ont laissé prospérer le projet, comme Jean Rottner et Michèle Lutz. À l'unisson, la député LR Arlette Grosskost venait chaque année aux repas de ramadan de l'association frériste et à son « rassemblement », comme lors de l'édition 2010 en compagnie de chefs de la confrérie comme Safwat Higazi, qui souhaite tuer les Juifs « avec les dents », actuellement emprisonné depuis en Égypte pour activités terroristes⁷⁴. Sans parler de Tariq Ramadan présent lui aussi. Ce qui n'empêcha pas France 3 de parler d'une « foire conviviale ».

En mai 2019, la première prière a résonné dans cette mosquée géante. Car il y a bien plus que la salle de prière de 843 m² qui peut accueillir 2 900

hommes. Dix salles de classes pour embrigader la jeunesse, une piscine de 25 mètres, une salle de cross-fit de 410 m², une salle de sport pour les cours collectifs. Un espace femme sur 420 m², une salle informatique, une médiathèque de 316 m², un sous-sol de 4 000 m².

Le fond de dotation Passerelle par où ont transité les millions nécessaires a encore d'autres ambitions, comme l'achat d'un ensemble immobilier à Strasbourg de 291 m² afin d'y mettre un cabinet médical halal avec plusieurs médecins !

Ce fond est sorti de l'anonymat médiatique en mars 2019, lors de l'attaque terroriste de Michael Chiolo à la prison de Condé-sur-Sarthe, car sa compagne, la non moins terroriste Hanane Aboulhana - également tuée par la police - était la secrétaire de direction de Passerelle, et une vieille adhérente de l'AMAL ! Tout est logique quand on sait que Hani Ramadan a souvent été invité à donner des conférences⁷⁵ chez l'AMAL, lui qui plaide ouvertement pour un djihad armé en vue d'établir un État Islamique :

« Le monde musulman est en ébullition. Cette force peut et doit être orientée vers un État islamique, un État appliquant le Coran et la Sunna. (...) Les musulmans ne retrouveront jamais leur bonheur perdu s'ils ne reviennent pas au jihad et ne cherchent pas à établir un État Islamique⁷⁶ ».

Pour le frère de Tariq qui a consciencieusement fait éditer cela, la communauté musulmane « *a abandonné le jihad et en a subi les conséquences* », en référence à la chute du califat ottoman en 1924.

La venue d'Emmanuel Macron en février 2020 à Mulhouse pour exprimer sa volonté de s'attaquer à l'islamisme était surréaliste, à quelques encablures de cette base des Frères Musulmans. Les plus naïfs avaient pu croire qu'il y allait pour annoncer la fermeture de ce centre islamiste, mais non, il n'évoqua même pas son existence dans son discours fleuve sur le péril islamiste.

La Grande mosquée de Créteil

La grandiose mosquée de Créteil, d'une surface de 3 700 m², dotée d'un minaret, a été construite grâce au concours de fonds publics⁷⁷, alors même que l'imâm de la ville était un islamiste défendu

par l'association gérant la mosquée, l'**Union des associations musulmanes de Créteil** (UAMC).

Ilyes Hacene, alors imâm de la mosquée de Créteil, était suivi de près par les Renseignements généraux, qui avaient relevé que ses prêches étaient teintés d'une « *idéologie incitant à la discrimination, à la haine et à la violence à l'encontre du monde occidental et du peuple juif* ». De plus, il aurait, toujours selon les RG, acheminé des jeunes musulmans français à destination d'universités salafistes à Damas. Nous sommes en juin 2008 et la nouvelle mosquée sera inaugurée six mois plus tard. *Le Parisien* raconta à l'époque comment l'islamiste a été défendu par ses coreligionnaires : « *Président de l'Union des associations musulmanes de Créteil et responsable de la toute nouvelle mosquée dont le chantier se termine bientôt, Karim Benaïssa s'était élevé, dès l'apparition de cette affaire à l'automne dernier, contre une « machination » et avait dénoncé des accusations « infondées » contre l'imâm de Créteil⁷⁸* ».

La ville loue le terrain sous forme de bail emphytéotique, avec un loyer de 15 000 euros annuels, ce qui est un cadeau ramené à la surface de 3 700 m². Plus de deux millions d'euros de subventions provenant de la ville et de la Région (alors socialiste), sur un budget de 5,5 millions, pour construire ce qui demeure une des plus grandes mosquées de France.

L'imâm Hacene, toujours en poste en 2020, s'est vu refusé une naturalisation française à cause de son extrémisme par les services de l'état, qui ont pourtant naturalisé bien des imâms de l'UOIF ces vingt dernières années.

Lors de l'inauguration en décembre 2008, étaient présents l'évêque de Créteil Mgr Santier, le préfet, le président de la région d'alors Jean-Paul Huchon. L'endroit est une réussite architecturale : une magnifique fontaine en mosaïque, un hammam, une bibliothèque et une librairie, une cafétéria, des salles de classe et de conférences, le tout à l'ombre d'un minaret de 25 mètres.

Parmi les conférenciers déjà venus à la mosquée de Créteil, on trouve le président de l'UOIF, Ahmed Jaballah, et Saïd Ramadan Al Bouti (mort en 2013) théoricien du djihad classique. Dans son livre *Islamistes, apologistes et libres penseurs* Ghassan Finianos, syrien lui aussi, professeur de pensée arabe à l'université de Bordeaux, explique

que « *Al-Bouti justifie la violence en vue de la conquête du pouvoir et, par conséquent, de la propagation des valeurs de l'islam⁷⁹* ». »

Le salafisme saoudien a aussi droit de cité : en septembre 2015, l'« éminent » cheikh Abd-Allâh Al-Ubayd vint donner une conférence.

Dans la librairie « Averroès » située au rez-de-chaussée de la mosquée de Créteil, on trouve le manuel *La Voie du Musulman* d'Abou Bakr Al Jazairi (+2018), cheikh algérien très populaire chez les Frères Musulmans. Cet ouvrage prescrit le djihad offensif dès que la supériorité militaire est acquise, le meurtre des apostats et des homosexuels, et même de ceux qui négligent la prière. Aussi, ce manuel précise que les chrétiens n'ont pas le droit de construire des églises en terre musulmane ! La haine de l'occident transpire dans un autre ouvrage de Al Jazairi trouvé sur place par le chercheur Joachim Véliocas⁸⁰ :

« *L'Europe connaîtra un jour le pire malheur, et endurera la pire agonie pour ses crimes contre l'Islam, la religion d'Allah qui est aussi la sienne, car elle ne peut en avoir d'autres. Pour ce qui lui arrivera elle ne devra s'en prendre qu'à elle-même car Allah n'est pas injuste⁸¹* ».

Les livres des Frères Musulmans Yusuf Al Qaradâwî, Mohamad Al Ghazâli, Hani Ramadan, sont largement présents dans la librairie de la mosquée.

Le *Mensuel* de la grande mosquée de Créteil titré *Alkhaf*, confirme les références de l'institution. En consultant les archives, on se rend compte que les Frères Musulmans sont à l'honneur. Ainsi, Al-Qaradawi est cité, tout comme Sayyed Qutb présenté comme un « *savant célèbre⁸²* », effectivement célèbre pour les djihadistes de tous poils qui connaissent ses écrits sur le bout des doigts.

Le juriste hanbalite Ibn Qayyim al-Jawziyya (1292-1350) est cité dans pas moins de quarante-six articles ! Dans un contexte de cohabitation avec des non musulmans cela est inquiétant car ce juriste a écrit un traité de droit consacré exclusivement au sort des *dhimmi*, soit les juifs et les chrétiens en situation minoritaire. Ce livre intitulé *Le Statut des tributaires (Akâm ahl al dimma)* réédité régulièrement en Arabie saoudite et au Liban⁸³, précise la condition de soumission-humiliation des non musulmans. Son contenu est édifiant : le pacte de

la *dhimma* et le paiement de l'impôt (*jizya*), son corollaire dont l'acquittement est obligatoire, comprend tout une série de vexations et de discriminations. Ainsi, ce pacte se rompt si les chrétiens font du prosélytisme, s'ils sonnent leurs cloches et dressent des croix sur leurs églises (p. 719). Les magasins où ils vendent du vin doivent être brûlés (p. 283), tout droit de succession leur est interdit, les captifs faits parmi leurs enfants sont considérés comme musulmans (p. 900), leurs églises confisquées si les cloches sont sonnées... Au début de ce traité complet de discrimination pure et parfaite, Ibn Qayyim le « grand érudit⁸⁴ » de la mosquée de Créteil, la *jizya* payée par les *dhimmi* est définie comme étant un « tribut » qui frappe les têtes des infidèles pour les humilier et les soumettre, c'est-à-dire « jusqu'à ce qu'ils donnent le tribut pour sauver leur nuque⁸⁵ » (p. 23). Ibn Qayyim ne fait que commenter le verset coranique 29 de la sourate IX :

« Combattez ceux qui ne croient point en Dieu ni au jour dernier, qui ne regardent point comme défendu ce que Dieu et son apôtre ont défendu, et à ceux d'entre les hommes des Écritures qui ne professent pas la vraie religion. Faites-leur la guerre jusqu'à ce qu'ils payent le tribut de leurs propres mains et humiliés ».

Pour Qayyim, la taxe doit être payée des *dhimmi* « avilis et vaincus » (p. 23), et fait état que certains juristes précisent « traîné à l'endroit du paiement avec brutalité. Sa main sera tirée avec force et sera injurié », tout comme Ibn Hanbal fondateur de l'école sunnite hanbalite suivie à la mosquée de Créteil, précise qu'il faut les « traîner par les mains et les marquer au cou s'ils ne payent pas ».

L'infidèle étant « ennemi de dieu », on ne peut le saluer par la « salutation de la paix⁸⁶ ». Le musulman ne peut visiter un *dhimmi* malade, et, s'il est marié à une chrétienne, il doit la défendre d'aller à l'église. L'« érudit » des musulmans du Val de Marne a aussi théorisé la spoliation des chrétiens : « Si les Chrétiens sont devenus peu nombreux et que leurs églises sont nombreuses, on leur en prendra la majorité. Ce que les musulmans ont besoin de prendre est pris » (p. 687).

Le mercredi, une centaine d'enfants se pressent aux cours d'islam de la grande mosquée, idéalement située à côté d'une école et du lycée Léon Blum, en bordure du lac de la ville et de son parc. Des générations d'élèves musulmans vont donc être biberonnés

à la pensée des Frères Musulmans. Préfet, mairie et ministère de l'intérieur sont largement responsables de cet écosystème islamiste, comment peut-on laisser ouvert l'endroit alors que le renseignement territorial avait alerté sur le profil extrémiste de l'imâm ?

La mosquée Al-Tawba de Val-de-Bussy

Chaque vendredi, les deux grands parkings qui bordent cette grande mosquée avec coupole font le plein. Des jeunes hommes entre 18 et 40 ans surtout, dont de nombreux immigrés de fraîche date, convergent vers l'imposant édifice inauguré en 2014, voulu par le maire Hugues Rondeau pour compléter son « *esplanade des religions* » aux côtés d'un temple indonésien et d'un autre chinois. À seulement dix minutes du Parc Disneyland, c'est la très méconnue plus grande mosquée de Seine-et-Marne. Dotée d'une grande librairie-café, on y trouve la littérature des Frères Musulmans en français et en arabe. Inquiétant quand on sait qu'une école primaire et un collège viennent de s'ouvrir dans la mosquée à la rentrée 2020, (voir le chapitre suivant sur les écoles des Frères Musulmans).

En février 2020, une visite filmée dans la librairie-boutique de la mosquée par le chercheur Joachim Véliocas⁸⁷, révèle que les théoriciens du djihad armé pour l'édification d'états islamiques tels que Al-Mawdûdi, Al-Jazairi, Sayyed Sabbiq, ont leurs ouvrages mis en évidence sur les étagères, ainsi qu'un recueil de texte apologétique sur le frère Sayyed Qutb, référence des terroristes. L'ouvrage de Al-Qaradâwî La science des priorités⁸⁸ est présent en plusieurs exemplaires, dont le chapitre consacré à L'éducation avant le combat sur la voie de Dieu est intéressant alors que la mosquée dépense son énergie à former les jeunes. On lit à la page 222 : « Cette formation qui vise l'édification d'une génération de vrais croyants, habilités à porter le flambeau de la réforme et de la rénovation, est préalable à toute action d'exhortation au combat sur la voie de Dieu ; lequel combat fait du recours aux armes le moyen de procéder au changement de la société et à l'instauration de l'État. »

Donc nous voilà prévenu, nous en sommes à la « préalable » formation des jeunes musulmans avant le combat.

La Grande mosquée de Reims

En service depuis 2014, la grande mosquée de Reims gérée par l'**association de la mosquée et du centre islamique de Reims** (AMCIR), membre de l'UOIF/MF, n'a été inaugurée qu'en mars 2019. L'imâm, Rachid El Haouari, né en 1976 au Maroc, a été naturalisé français.

Lors de l'inauguration, les représentants du Koweït, avec l'ambassadeur et un responsable du ministère des Affaires islamiques du pays islamiste, étaient présents aux côtés du sous-préfet, du maire LR Arnaud Robinet qui a toujours soutenu le projet, et la député LREM Aina Kuric. De quoi réjouir le chef des Frères en France, Amar Lasfar, président de Musulmans de France (nouveau nom de l'UOIF), également présent pour couper le ruban de ce monument comportant minaret et coupole sur une surface de 3700 m². Un coût de 7 millions d'euros financé par le Koweït à hauteur de 3 millions et par le Qatar. La fréquentation le vendredi est impressionnante, environ un millier d'hommes. Une boutique intégrée vend les ouvrages des penseurs de la confrérie, notamment *La Voie du Musulman*, manuel de Abu Bakr Al Jazairi expliquant que « *ceux qui renient les décrets divins concernant la prière, le jeûne, le pèlerinage, l'obéissance aux parents ou le Jihad est un renégat [...] passible de la peine capitale*⁸⁹ ». Ce best-seller vendu dans la mosquée prescrit le « recours aux armes » contre les chrétiens qui refuseraient de « payer le tribut ».

Des responsables des Frères Musulmans sont venus prêcher dans l'édifice comme le tunisien Zied Daoulatli pour qui « *L'AKP turc (parti d'Erdogan) est un modèle dans le monde musulman*⁹⁰ » ou Abdelkebir Kotbi qui réclama dix jours seulement après l'attaque de *Charlie Hebdo* « *au gouvernement français de criminaliser l'insulte aux religions*⁹¹. »

Lors des Journées du Patrimoine, chaque mois de septembre, la mosquée ouvre ses portes pour séduire les non musulmans de la ville, en montrant son meilleur visage. Car les grandes mosquées des Frères font partie maintenant du « *patrimoine* » français qui se visite.

Hérouville-Saint-Clair dans le Calvados

La mosquée d'Hérouville-Saint-Clair est aussi un modèle de méga mosquée. En son sein elle comporte une école maternelle et primaire, un institut coranique, un centre d'enseignement de l'arabe ainsi qu'un institut de formation religieuse. Une grande bibliothèque qui comporte selon son site internet les ouvrages du penseur djihadiste Sayyed Qutb, parmi 2700 livres sur 200 m². On ne s'étonne pas que Hani Ramadan se soit déplacé de Suisse en 2008 pour donner une conférence clôturant l'année scolaire. Dans cette ville aussi, le ministère de l'Éducation nationale laisse l'école primaire, nommée établissement An Nour, ouverte.

La mosquée Assalam de Nantes

La mosquée Assalam de Nantes coûta 6 millions d'euros, à moitié financée par un riche ressortissant du Qatar. Avec un minaret de 17 mètres, une coupole, c'est la plus grande de l'Ouest de la France. Mais ce n'était pas suffisant, alors un « *centre culturel* » financé à hauteur de 200 000 euros par la mairie PS, est en service depuis 2010 afin d'enseigner la charia.

Le quotidien local *Presse-Océan* rapportait le 11 mai 2009 :

« *L'Association Islamique de l'Ouest de la France finance la construction, estimée à 4,4 millions d'euros, en quasi-totalité, la Ville apportant 200 000 € pour le centre culturel. La souscription lancée par l'association a permis à ce jour de recueillir près de 1,5 million, juste de quoi payer le gros-oeuvre. "Mais maintenant que le chantier démarre, les dons vont affluer", pense Ahmed Loukili, responsable technique du projet.* »

Tariq Ramadan fait le plein

L'AIOF est rattachée à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), réputée proche des Frères musulmans, et dont le président, Lhaj Thami Breze, était présent hier à Nantes. « *Cette nouvelle mosquée sera un lieu ouvert. On y enseignera l'islam mais aussi les valeurs de citoyenneté, d'entraide, d'ouverture sur les autres* ». La pose de la première

Pierre a eu lieu en marge de la première rencontre annuelle des musulmans de l'Ouest organisée par l'AIOF à la cité des congrès. Invité d'honneur: le très controversé Tariq Ramadan dont la conférence sur le thème du « *Vivre ensemble en société* » a fait salle comble.

Depuis 2018, un collège musulman, nommé « Al Bader » est logé dans le centre culturel de la mosquée Assalam. Deux classes de sixième et cinquième au premier étage du Centre Culturel. Malheureusement, le rectorat a donné son accord pour l'ouverture du collège.

Villeneuve d'Ascq

La grande mosquée de Villeneuve d'Ascq qui a coûté 4,5 millions d'euros, va encore s'agrandir pour ouvrir encore plus de classes de « soutien scolaire » pour 2 millions d'euros de travaux.

Qatar Charity avait payé une large partie de l'édifice qui comprend minaret et coupole, dont le recteur est Mohamed Karrat qui promeut le Hamas et les Frères Musulmans, professeur de mathématique au lycée Averroès de la mosquée de Lille.

L'imâm, Ahmed Miktar, exprime sur son site personnel son vœu que « *la renaissance islamique souhaitée par ma chère Confrérie des Frères Musulmans se réalise avec mon aide*⁹². ». Miktar, marocain dont on ne sait pourquoi il est toléré en France, a fondé le Conseil des imâms de France avec d'autres homologues de l'UOIF. Un institut nommé Al Qods est intégré à l'ensemble du Centre islamique de Villeneuve d'Ascq, prodiguant des formations pour les plus studieux des islamistes, dans lequel Hani Ramadan est intervenu plusieurs fois. Autre intervenant, Yussef Ibram (venu en décembre 2017), qui approuve la charia appliquée en Arabie Saoudite⁹³, et qui interpelle les femmes ainsi: « *Si vous ne baissez pas les yeux, vous allez devenir un disciple de Satan !*⁹⁴ ». Un des principaux livres étudiés à l'institut Al Qods s'intitule *Les fondements du droit musulman (Ousoûl Al Fiqh)* de Hassan Amdouni dans lequel on lit que les « cent coups de fouet » prévus pour les couples non mariés (« fornicateurs ») a « un sens évident » ne nécessitant « aucune interprétation⁹⁵ ». Parmi les autres ouvrages conseillés sur la page Facebook de l'institut figurent ceux de Yussûf Al-Qarâdawî, également sourcilieux en matière de châtiments corporels.

k. Les autres grandes mosquées

À **Poitiers**, une gigantesque mosquée avec un grand minaret est en voie de finalisation, nommée « mosquée du pavé des martyrs », en hommage aux conquérants arabes de 732 morts en héros contre les Francs.

La mosquée d'**Agen** inaugurée en 2013 est gérée par l'Association des musulmans d'Agen, proche des Frères de la fédération UOIF (renommée récemment Musulmans de France). Le lieu de 1 750 m² accueille entre 200 à 800 personnes aux cinq prières de la journée et jusqu'à 1 200 fidèles pour le sermon du vendredi à 13 heures.

350 enfants de 6 à 15 ans assistent aux cours d'arabe et de coran du samedi, via l'association « Savoir et transmettre » qui encadre ces enseignements au sein du lieu. En 2016 ils étaient 200, cela montre la progression de l'endoctrinement dans le secteur. L'imâm, Hassane Hda, né au Maroc en 1965 et naturalisé français comme beaucoup d'imâms étrangers, a exercé à la

mosquée UOIF de Bordeaux de 1995 à 2010, ce qui en fait un proche de Tareq Oubrou, qui lui se revendique ouvertement des Frères Musulmans. Le président de la mosquée, Messaoud Settati est aussi un marocain qui a obtenu la nationalité française malheureusement. Cette mosquée qui invite des prédicateurs fréristes comme Hassan Iquioussen (de nombreuses fois) et Mohamed François (avril 2019), diffuse sans sa librairie les ouvrages promouvant le jihâd du penseur Mohamed Ghazali (1917-1996) de la confrérie et de Abu Bakr Al Jazairi évoqué plus haut.

À **Clermont-Ferrand**, la grande mosquée de l'UOIF s'est agrandie en 2017 avec l'achat de cinq bâtiments d'une surface de 2 223 m². Le lieu donne des cours d'arabe suivis par 250 enfants. Un des responsables a longtemps été Bouchir Bouhzer le beau-frère de Fouad Alaoui, ex-président de l'UOIF.

Le préfet de l'Essonne a assisté à l'inauguration de la mosquée de **Massy** en avril 2019, dont la chaîne

YouTube diffuse les conférences organisées en son sein. Les invités sont par exemple Hassan Iquioussen ou Hani Ramadan.

À **Villeurbanne** la première pierre de l'extension de la mosquée Othmane (membre de l'UOIF-MF) a été posée vendredi 14 juin 2019, marquant le démarrage d'un chantier qui devrait s'achever à la fin de l'année 2021. Trois millions d'euros sont nécessaires pour mener le chantier à son terme. Deux millions d'euros ont déjà été collectés, somme qui permet de démarrer les travaux.

À **Montpellier**, la mosquée de l'Union des Musulmans de l'Hérault inaugurée en 2013 a touchée 230 000 euros du Qatar pour un coût de 1,1 m d'euros. La mosquée a invité Hani

Ramadan en 2016 juste avant qu'il ne soit enfin interdit de séjour.

À **Longwy** en Lorraine, ville qui compte quatre mosquées, celle nommée Tawid vient de terminer sa construction qui a coûté 2,3 millions d'euros. Elle intègre une école coranique.

À **Savigny-le-Temple** en Essonne, la grande mosquée sise sur un terrain de 2 820 m² héberge une école maternelle, un institut d'étude coranique et une médiathèque. Son imâm, Richi Abdel Hakim, publie sur Facebook des photos de soutiens aux Frères Musulmans incarcérés en Égypte et la main à 4 doigts sur fond jaune symbole de la confrérie. La mosquée compte 36 000 abonnés sur Facebook.

I. Les futures grandes mosquées en France

Ivry-sur-Seine, commune de 60 000 habitants limitrophe de Paris, devrait disposer d'une grande mosquée d'ici à 2022. Le collectif de musulmans d'Ivry Annour et la municipalité communiste du Val de Marne ont signé le protocole d'accord sur le foncier que la ville cédera pour la construction de la future mosquée à la mi-décembre. Jusqu'à présent, l'association Annour prie dans un local plus modeste et organise de nombreuses activités sous la houlette de l'imâm médiatique Mohamed Bajrafil. Ce dernier dans la biographie de son site internet dit avoir été influencé par les Frères Musulmans Safwat Hijazy et Al Qaradawi, ses « références ».

La nouvelle mosquée sera édifée sur la zone commerciale près de la Seine sur une surface de 4 500 m² pour un coût de 6 millions d'euros. Le collectif dispose déjà de 2,3 millions d'euros récoltés depuis cinq ans et mise encore sur une promesse de dons de 700 000 euros. La capacité sera de 5 000 adeptes et un minaret de 20 m marquera la présence de cette communauté liée à des prédicateurs fréristes.

En effet, les imâms animant les conférences, cours et prières sont la plupart issus de la mouvance de la confrérie islamiste.

Abdallah Ben Mansour, membre fondateur de l'UOIF, est venu donner une conférence le 20 mai 2019. Ce Frère Musulman tunisien affirma au congrès 2013 de l'UOIF « *Quand les musulmans*

auront mis en place la charia partout dans le monde, tout le monde sera heureux ».

Le 24 octobre 2019, c'était le prédicateur salafiste marocain Zine El Abidine Balafrej qui fut invité. Le sociologue marocain Hicham Houdeifa l'a présenté sur le média *Al Fanar*: « *Balafrej est une star de la mouvance salafiste au Maroc, avec sa propre chaîne YouTube, sa page Facebook et son site Web. Il enseigne et prêche dans les mosquées, publie des livres et publie des fatwas. Ses conférences sont suivies non seulement par des étudiants, mais par des adeptes et des fans.* »

Il a défendu le niqab (couvrant tout le visage) et a déclaré que la tradition marocaine appelle les femmes à ne montrer qu'« un seul œil » et qu'une « *munaqqaba respectable (femme voilée) ne peut pas entrer dans un café où il y a des hommes ou s'asseoir avec des femmes dévoilées* ». Si elle le fait, elle est « *une menteuse* » et peut-être « *une prostituée* »⁹⁶.

Youssef Achmaoui, un des imâms de la mosquée, participe aux rassemblements des Frères Musulmans en tant que conférencier comme à Nantes en 2014.

Un message vidéo de soutien au projet de Walid Abdel Maksoud, diplômé de l'Institut Européen de Sciences Humaines (IESH) de Paris, l'école de charia des Frères Musulmans en France, est relayé par le compte Facebook de la mosquée. Dans une

vidéo⁹⁷ de prédication consacrée au djihad dans la sourate Ashraf, Maksoud parle de « **3 choses qui sont un fondement de la foi et de la pratique du musulman** » dont la troisième, « **faire le djihad, ce troisième pilier n'est pas anodin car Allah le cite une quinzaine de fois dans le Coran** ». Évidemment, le djihad est présenté comme un combat contre la tyrannie et l'injustice, reste que la définition de l'injustice pour les Frères Musulmans leur permet de brandir ce concept dès que leurs projets sont entravés par des gouvernements fermes qui savent les contenir.

À **Le-Mée-sur-Seine** en Seine-et-Marne, la mairie UDI a voté en septembre 2019 l'approbation d'un bail mettant à disposition un terrain pour une grande mosquée au profit de l'Union des Musulmans du Mée qui invite en conférence des prédicateurs pro Frères comme Ahmed Jaballah qui a dirigé l'UOIF ou Nourredine Aoussat.

Encore en Seine-et-Marne, **Combs-la-Ville**, à 28 kilomètres au sud de Paris, comprend déjà une salle de prière gérée par l'Association culturelle et éducative des Musulmans de Combs-la-Ville, créée en 1991. Cette association a déjà récolté 447 000 euros pour la construction d'une grande mosquée, alors que son objet social premier était comme son nom l'indique de faire de l'éducation, et c'est pour cela qu'elle relève de la loi de 1901 et non 1905. Étant donné qu'il ne manque plus que 6 000 euros pour le démarrage du chantier, il est fort probable que le monument sortira de terre en 2020. Les prédicateurs invités par la mosquée sont des alliés des Frères Musulmans, comme Hassan Iquioussen ou Mohamed Bajrafil en 2019. Aussi, l'imâm salafiste de la mosquée de Gonesse, Ahmed Hilali, récemment médiatisé pour avoir été l'imâm de Mickaël Harpon, l'assassin de la préfecture de police de Paris, était invité de la mosquée de Combs-la-Ville le 30 mars 2019!

Une autre mosquée avec minaret est en fin de construction à **Rouen**, nommée Al Kaouthar, dirigée par l'Union des Musulmans de Rouen, qui diffuse les textes de Hassan Al Banna sur son site internet.

À **Amiens**, un grand projet de mosquée est soutenu par la mairie, notamment par l'adjoint Modem Jean-Christophe Loric, au profit de l'Association des Musulmans de Picardie. Le président marocain de l'AMP, Ahmed Berami, promeut les penseurs des Frères et présente le

Hamas comme un mouvement de « résistance », et dont le responsable du département éducation n'est autre que Abdallah Ben Mansour, figure de l'UOIF et membre des Frères Musulmans tunisiens de Ennahda.

À **Beauvais**, la grande mosquée d'un coût de 4,5 millions d'euros est en train de sortir de terre. L'association Espoir et Fraternité affiche ses ambitions en annonçant 250 enfants scolarisés pour des cours d'arabe et de coran. Le fait que l'adjoint au maire de Beauvais, Mohrad Laghrari, soit un allié de l'association se déplaçant sur le stand de l'association au congrès de l'UOIF au Bourget, a grandement aidé l'obtention du permis de construire.

À **Grenoble** l'Association des Musulmans Unis (AMU) a pour imâm Allal Jamad, né en 1959 au Maroc, qui a bénéficié d'une naturalisation française. Étonnant alors que ses liens avec des prédicateurs radicaux est connue, en plus de l'appartenance de l'AMU à l'UOIF. Ainsi l'association a invité récemment Hassan Iquioussen (février 2019) et Ismaïl Abou Ibrahim; imâm salafiste de la mosquée des bleuets de Marseille.

En mai 2019, le ministre Olivier Véran vint partager un dîner du ramadan chez l'AMU. On entend celui qui était alors député de l'Isère dans une vidéo de la soirée dire: « *J'espère que votre projet de mosquée va avancer vite, j'ai vu le compteur, il en manque un peu mais il y a déjà la moitié* ».

L'Union des associations culturelles et culturelles des musulmans de **Metz** (UACM) a elle gagné son pari. Son projet de grande mosquée va enfin pouvoir se concrétiser sur un terrain municipal de 12 000 m² loué pour seulement 15 euros par an. Le maire socialiste Dominique Gros, soutenu à l'époque par l'UMP, s'était pleinement engagé en 2013 avec la réalisation de ce bail qui est un énorme cadeau à l'association. Aussi, une dérogation spéciale de la mairie permet au minaret de culminer à 35 mètres malgré un plan d'urbanisme ne permettant pas de dépasser 17 mètres. Un budget colossal de 15 millions d'euros, grâce à des donateurs étrangers dont les identités n'ont pas été dévoilées. D'autant que les frais de fonctionnement annuels coûteront 1,5 million.

Le Républicain Lorrain du 10 février 2018 présente la grandiloquence du lieu: « *Le projet*

se décompose en trois pôles. Le pôle culturel et ses annexes avec sa grande salle de prière; le pôle éducatif avec une salle de cours et de formation (350 élèves pourront être accueillis simultanément pour, entre autres, un apprentissage de l'arabe, du soutien scolaire ou des cours de calligraphie), une bibliothèque et un musée; un pôle service avec restaurant et hammam. »

L'UACM est une fédération d'associations créée spécialement pour mettre sur pied ce projet de grande mosquée, regroupant cinq associations islamiques de la ville, dont deux sont turques, l'une L'Amicale Turc et Français dépendant du ministère des Affaires islamiques de la Turquie, l'autre, le Millî Görüs, mouvement islamiste partenaire des Frères Musulmans sur la scène mondiale, œuvrant aussi pour un califat politique. D'ailleurs, sur la page officielle Facebook de la grande mosquée, celle-ci remercie le Millî Görüs (CIMG) pour avoir aidé à l'organisation de sa kermesse de l'été 2019. L'imâm de la mosquée, Mohamed Hicham-Joudat, organise

ses séminaires dans la mosquée UOIF de Woippy en attendant la fin des travaux. Il souhaite l'extension du concordat d'Alsace-Moselle à l'islam afin d'obtenir les mêmes avantages que les autres confessions : professeurs d'islam dans les écoles publiques, payés par les contribuables, mosquées construites sur fonds publics et imâms rémunérés de la même façon. Mohamed Hicham-Joudat a fondé en parallèle le Conseil Lorrain des Imâms, aumôniers et prédicateurs, dont les séminaires sont présentés par les Frères Musulmans, Ahmed Miktar de la mosquée UOIF de Villeneuve d'Ascq et Azzedine Gaci de Villeurbanne.

Les liens sont d'autant plus clairs avec les Frères que l'UACM avait son stand au salon annuel du Bourget de l'UOIF (rebaptisé Musulmans de France) en 2017. L'UACM participe aussi activement dans la déclinaison régionale du salon islamiste à Mulhouse, comme lors du 26 novembre 2017 où on retrouvait en conférencier Ahmed Jaballah et Hassan Iquioussen.

m. Écoles et instituts des Frères Musulmans en France

La Fédération Nationale de l'Enseignement Musulman

L'UOIF a réussi son coup en organisant les « premières assises nationales de l'enseignement privé musulman » le 23 mai 2015 à Bagnolet. Les médias ont largement relayé le lancement du pendant de la Fédération Nationale de l'Enseignement Musulman (FNEM), avec un ancien recteur d'académie et inspecteur général de l'Éducation nationale, Bernard Toutlemonde, qui fit la conférence inaugurale. Autre personnalité qui s'est prêtée au jeu de la respectabilisation de la fédération musulmane, Pascal Balmand, secrétaire général de l'enseignement catholique, ancien professeur à Science-Po et Picpus, à qui revint l'honneur de la première intervention de la journée.

« Une quarantaine de projets d'écoles privées musulmanes tentent de se lancer » titrait *Le Monde* en mai 2015. En 2016, on dénombre 27 écoles maternelles et une dizaine de collège-lycées déjà opérationnels.

La polémique du collège-lycée Averroès de Lille

Le collège-lycée Averroès inauguré en 2003, logée dans la mosquée de Lille-Sud, est le fleuron scolaire de l'Union des organisations islamiques de France, de par ses bons résultats au bac et le professionnalisme de sa gestion.

Dirigé par Amar Lasfar, dirigeant de l'UOIF, il s'est attiré une polémique en 2015 lorsque Sofiane Zitouni, ancien professeur de philosophie au lycée Averroès, se fendit d'une tribune dans *Libération*⁹⁸ dénonçant l'antisémitisme et islamisme supposés de l'école.

Mohamed Louizi, ancien membre de l'UOIF, repent, a tenu à prendre la défense de son homologue Sofiane Zitouni en apportant des informations corroborant la radicalité de l'école. Louizi a cumulé tant d'informations sur son ancienne organisation qu'il en a fait un livre, disponible gratuitement sur internet. Il y dénonce un prêche du professeur de mathématique Mohamed Karat⁹⁹ visionnable sur YouTube sous le titre « *La victoire de Gaza* » donnée en août 2014 à la mosquée de

Villeneuve d'Ascq. Louizi explique: « *La preuve est désormais fournie pour démontrer, sans l'ombre d'une ambiguïté, qu'au moins un professeur de mathématiques au sein du « Collège-Lycée Averroès » est un idéologue, qui s'assume en public, vulgarisant et reproduisant, avec une violence verbale inouïe, toute la rhétorique islamiste concernant le discours de la confrérie, depuis Hassan Al-Banna jusqu'au Hamas. Son discours est accessible à tout le monde sur le net.*

(...) *Le mot « Paix » n'a été prononcé qu'une seule fois.*

Le plus incroyable, mais peu surprenant, est que la confrérie des « Frères Musulmans », son fondateur et son bras armé (Hamas) cumulent, à eux seuls, une occurrence totale de 28 fois. »

Makhlouf Mameche, directeur adjoint du Lycée Averroès vice-président de l'Union des organisations islamiques de France en charge de l'enseignement privé, donne souvent des conférences à la mosquée de Lille où se loge le lycée Averroès. Dans une de ses conférences de novembre 2012, il préconise la discrétion et la prudence dans l'avancée de l'agenda islamiste :

« Voilà comment le Prophète a planifié, dans un secret total, son plan d'action, son projet, son programme. On ne doit pas dévoiler aux autres tout ce qu'on fait chers frères chères sœurs, mais on doit travailler secrètement, jusqu'à ce qu'on mette en place le projet entier. »

Puis Mameche prit un exemple guerrier :

« Un des compagnons [du prophète] lui dit: « Si tu nous le permets nous attaquons demain les habitants de Madina ». Les compagnons étaient prêts! Du moment qu'ils ont passé un serment, du moment qu'ils ont compris leur rôle à jouer dans la société, ils étaient prêts! Mais le Prophète lui dit « Rien ne permet cette attaque pour le moment, retournez à vous campements ». Car les compagnons à cette époque là étaient dans une situation de faiblesse. (...) il leur a dit « Plus tard », quand toutes les conditions seront réunies »

La patience et le travail pour une communauté gagnant en puissance sont préconisés, tout parallélisme avec leur situation minoritaire en France n'est que pure coïncidence :

« Quand on est en état de faiblesse, il faut attendre un peu. Il faut acquérir la force pour pouvoir réagir. En tant que communauté musulmane de France, nous devons travailler en douceur, sans crier au loup. Nous devons multiplier nos actions sans faire trop de bruit. »

Makhlouf Mameche préside la FNEMF, ce qui est inquiétant quand on connaît sa proximité avec Hani Ramadan, qui fut invité plusieurs fois par les parents d'élèves du lycée pour y donner des conférences. Hassan Iquioussen, pro califat, négateur du génocide arménien, défenseur assumé des Frères¹⁰⁰, donna lui des cours d'éthique au lycée les premières années. La concrétisation du contrat avec l'état en 2008 fait que les professeurs sont à choisir parmi une liste soumise par l'Éducation Nationale, du moins, pour les professeurs de sciences humaines.

Mameche confie au média Saphirnews étudier la mise sur pieds d'écoles à Mulhouse, Paris, Rouen, Besançon, Strasbourg, Grenoble, Valenciennes et Dunkerque notamment, et évoque le début de la FNEMF :

« Lors de la création de la Fédération, cinq établissements en ont été membres. Ce sont les grands établissements de France: le lycée Averroès à Lille, premier lycée musulman en France en 2013, premier lycée musulman à avoir été sous contrat d'association avec l'État; le groupe scolaire al-Kindi, à Lyon, qui a signé cette année un contrat avec l'État; le collège-lycée Éducation et Savoir, à Vitry-sur-Seine; le collège-lycée Ibn Khaldoun, à Marseille; l'école primaire La Plume, à Grenoble, qui, elle, existe depuis 10 ans mais qui n'a pas encore signé avec l'État. Ils représentent au total jusqu'à environ 1 200 à 1 300 élèves¹⁰¹. »

Le collège-lycée de Villejuif.

Un des établissements phare de la FNEM et l'école Éducation et Savoir de Villejuif, qui s'est agrandie en 2019. Lors d'un dîner de gala en 2018 pour lever des fonds, l'imâm frériste Ilyess de la grande mosquée de Créteil était présent, tout comme le président de l'UOIF/MF Ahmed Jabballah. Malheureusement le rectorat de Créteil autorise ce collège-lycée.

L'école d' Halluin

À Halluin, l'école primaire Al-Fitra a aussi ouvert ses portes en septembre 2015. Accolée à la grande mosquée (avec minaret) Tawid de la ville, elle accueille pour sa première rentrée 80 élèves. Un excellent départ pour cette ville de 21 000 habitants. Il faut donc cerner le profil de la mosquée d'où émane cette institution pour se rendre compte de son degré de radicalité.

Un prêche du jeudi 10 avril 2014 disponible en ligne, voit dans les « instruments de musique », un des « signes de la fin des temps », la musique instrumentale étant interdite chez les salafistes. Pourtant, la musique est au programme des écoles primaires françaises, on voit bien là le décalage avec la conception française de l'éveil à la musique dès le plus jeune âge.

Voilà le contenu du prêche :

« *ô musulmans,*

L'apparition des instruments de musique et le fait de les rendre licites est certes répandu depuis longtemps déjà, mais aujourd'hui ils le sont encore plus et ceci aux quatre coins de la terre.

Au point qu'il devient extrêmement difficile de trouver quelqu'un qui n'écoute pas la musique que ce soit de manière volontaire ou qu'il y soit contraint. On dénombre 3 grandes tentations qui sont en relations les unes envers les autres :

- *la musique, elle enivre les cœurs*
- *les boissons alcoolisées, elles font perdre la raison*
- *les flûtes féminines du diable, elles tentent les âmes par leur voix.*

Shaytan a établi un lien indénouable entre ces 3 tentations¹⁰² »

Un permis de tuer ceux qui ont une foi tiède est rappelé dans un prêche du 17 avril, également consacré aux « signes de la fin des temps », s'appuyant sur un dire du Prophète :

« *Abdallah ibn Massoud rapporte que le messager d'Allah (saws) a dit: « un groupe de gens apparaîtra à la fin des temps, ils seront jeunes, faibles d'esprit et proclamant les paroles des meilleurs d'entre la création, leur foi ne dépassera pas leur gorge, ils sortent de la religion comme la flèche sort*

de sa cible. Où que vous les rencontriez, tuez-les car il y a dans leur assassinat une récompense le jour de la Résurrection pour celui qui les tue¹⁰³. »

Rachid Haddach est un des conférenciers invités par la mosquée d'Halluin. Ses conférences sont mises en ligne sur le site de la mosquée. Sur Facebook, il se vante¹⁰⁴ de participer à un colloque avec le secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, le saoudien cheikh Abdel Mohsen At-Turki, qui veille à la diffusion du wahhabisme à travers le monde. Une « *très belle rencontre* » selon Haddach. C'est donc sans surprise que Haddach collabore avec l'institut de formation Atlas¹⁰⁵ enseignant la charia en ligne, dont le quatrième trimestre est consacré à l'étude des *Quarante hadith de Nawâwi*, livre de prescriptions chariatiques dont le 14^e demande de mettre à mort l'apostat et le 29^e considère la guerre sainte comme le « sommet de la religion ». La plupart des enseignants de Atlas ont été formés en Arabie saoudite.

En août 2015, Haddach qualifie de « *très belle intervention* » une conférence vidéo du professeur Yahia Michot, comparant le sort des Juifs durant la seconde guerre mondiale avec celui des envahisseurs musulmans en Andalousie, injustement déportés après la Reconquista, selon lui.

Le 21 mars 2015, Haddach participe à une conférence commune avec Ahmed Jaballah, le président actuel de l'UOIF, à la mosquée de Lieusaint.

Ainsi, l'école musulmane qui escompte un statut de contrat avec l'état dans cinq ans, encadre les enfants dans un univers communautaire, où l'islam pratiqué en Arabie saoudite est considéré comme un modèle à suivre. Inquiétant.

L'école de Corbeil-Essonnes

Autre école musulmane qui a ouvert à la rentrée 2015, l'école Excellence de la ville de Corbeil-Essonnes, qui accueille 144 enfants du CP au CE2, et de la sixième à la quatrième. Deux heures par semaine sont consacrées à l'islam, et six à la langue arabe ! Mohammed Reda, 44 ans, témoigne au Parisien. « *J'ai inscrit mes trois enfants à l'école. Je suis musulman originaire du Maghreb, ma femme est française, et nous voulions que nos enfants gardent ce mariage de cultures¹⁰⁶. »* On

remarque que sur les photos des classes publiée sur Facebook par l'école, seules les lettres arabes sont affichées au mur sur des grandes feuilles, couvrant ainsi tout le tour de la salle.

Décines

Au sud de Lyon, le collège-lycée Al-Kindi de Décines ouvrit contre l'avis du recteur Alain Morvan qui avoua avoir subi des pressions de la part du Ministère de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Il fut limogé peu après avoir dénoncé l'intégrisme du lieu. Édifié sur 8 500 m², comprenant 500 élèves en 2019, il reçut son homologation en tant qu'établissement « sous contrat » dans des délais anormalement rapides en 2008, dénotant un coup de pouce de l'Intérieur à l'époque. Rappelons qu'en étant sous contrat, l'établissement reçoit des subventions de la Région.

L'ambition du lycée Al-Kindy fut développée par une des responsables lors d'un reportage vidéo¹⁰⁷ réalisé par l'UOIF lors du meeting du Bourget en avril 2009. L'objectif premier de l'école ne serait pas de préparer prioritairement des jeunes aux filières professionnelles mais « *de les former et de les aider à devenir des futurs porteurs de projets, que ce soit au niveau de l'éducatif, que ce soit au niveau d'associations, pour permettre justement la structuration de la communauté musulmane au sein de la France entière* ». En somme préparer les futurs cadres qui mettront sur pied un réseau national parallèle d'éducation islamique. Preuve que les inquiétudes du recteur Morvan n'étaient pas infondées, voici ce que rapporte le journal Lyon Plus dans son édition du 22 mars 2010 : « *Samedi dernier, c'était journée portes ouvertes au lycée Al Kindi. Beaucoup de monde et des élèves heureux de montrer leur travail. Dans une salle de présentation des cours de civilisation islamique, des affiches qui expliquent les ablutions. Et un panneau sur le mariage, réalisé par deux élèves de Seconde, où on lit : « Les femmes doivent obéir à leur mari, sauf si c'est contraire aux préceptes de l'islam. Elles ne doivent pas sortir sans leur permission ».* »

Deux écoles musulmanes à Nanterre.

À la rentrée 2015 ce sont deux écoles musulmanes qui ont ouvert à Nanterre. Ces deux nouveaux établissements musulmans dans les

Hauts-de-Seine « ont littéralement été pris d'assaut » rapportait *Le Parisien*. Sur plus de 500 souhaits de scolarisation, seuls 152 élèves ont trouvé leur place dans les classes allant du CP à la 5^e. Arabe et islam sont des matières obligatoires. Le directeur de l'établissement Ibn Badis, Sabar Kabbouchi, a une barbe de 20 cm de long, et toutes les maîtresses sont voilées. L'école se situe dans les locaux de la toute récente grande mosquée de la ville. : « *Pour vingt places en cours préparatoire (CP), nous avons eu cinquante demandes, et une quarantaine pour les classes de CE1 et CE2* », assure Rachid Abdouni, président de l'association Orientation au Parisien. Abdouni est aussi secrétaire adjoint du syndicat UNSA des fonctionnaires territoriaux. Il dirige l'association Irchad qui gère la mosquée de Nanterre, dont la première pierre fut posée en présence du maire et du préfet.

L'autre école nommée Loukman est, elle, portée par le collectif IDEAL, sans lien avec la FNEM des Frères. L'Académie de Versailles a autorisé en 2015 l'ouverture de cette école.

Les déboires du collège-lycée d'Aubervilliers

Le collège-lycée La Réussite d'Aubervilliers est un des premiers établissements scolaires musulman à avoir vu le jour, mais 14 ans après son ouverture, les fins de mois sont toujours difficiles. Les frais de scolarité payés par les parents d'élèves ne suffisent pas à couvrir les frais de fonctionnement et les déficits annuels s'élèvent à 300 000 euros. La Réussite a dû fermer des classes de première et de terminale. Chaque année depuis l'ouverture en 2001, une demande d'agrément nécessaire à l'obtention de subventions est envoyée au rectorat. Jusqu'en 2008, ces requêtes ont toutes été rejetées.

Un journaliste de *Street Press* a rencontré le directeur de l'établissement, au centre d'une tourmente judiciaire :

« *Les poursuites judiciaires à l'encontre de Dhaou Meskine en 2006 n'ont sans doute pas facilité le dossier. Cette année-là, l'ancien imâm de Clichy-sous-Bois est mis en examen pour des opérations financières et immobilières illégales, en lien avec une entreprise terroriste.* » Depuis, il a été relaxé et a gagné quelques cheveux blancs. Quand il évoque les démarches à répétition auprès du rectorat, le

religieux se gratte le crâne. Entre deux gorgées de thé, il fait part de son incompréhension :

« Avec les mêmes locaux, les mêmes papiers, les mêmes personnes, ils ont donné l'agrément (la première étape avant de passer sous contrat, ndlr) pour la partie lycée en 2008, mais pas au collège. Pourquoi le donner au lycée qui vient tout juste d'ouvrir et pas au collège lancé il y a des années ?¹⁰⁸ »

En Seine-Saint-Denis, quatre autres écoles musulmanes se sont installées : le groupe scolaire Bellevue Muhammed Hamidullah à Clichy-sous-Bois, l'école APCS El Dirrayah à Sevran, et deux autres à Sevran et Aulnay. Ce qui fait du 93 le département le plus riche en écoles musulmanes.

Une prochaine école à Clermont-Ferrand

Un projet de mosquée devrait être construit d'ici 5 à 10 ans boulevard Étienne Clémentel, dans les quartiers Nord de Clermont-Ferrand. L'actuelle mosquée Assalam, membre de l'UOIF, sera étendue sur un terrain voisin de plus de 2 200 m² en cours d'acquisition. Le site accueillera un collège privé musulman, le premier en Auvergne. Il devrait accueillir à terme cinq cents à six cents élèves. 7 millions d'euros sont nécessaires pour construire le complexe. Pour l'instant (avril 2016) 640 000 euros ont été collectés à 80 % parmi les fidèles locaux mais aussi des mécènes de toute la France et d'Europe.

Le collège-lycée Ibn Khaldoun de Marseille

Également dans l'orbite de l'UOIF, le collège-lycée Ibn Khaldoun de Marseille, ouvert en 2009, a vu ses classes de sixième bénéficier du contrat avec l'état à la rentrée 2015. Dirigé par Mohsen NGazou, qui est aussi imâm, l'établissement a bénéficié pour son ouverture de La Banque islamique de développement de l'Arabie saoudite, qui accorda un don de 500 000 dollars. Lors de l'événement de la contractualisation avec l'état, qui permet à l'école de bénéficier d'une dotation de 600 euros par élève et par an de la Région, une journaliste de La Provence alla enquêter sur place. À son arrivée, elle raconte : « La visite commence sur un léger malaise : "Désolé, je ne serre pas la main

*des femmes", nous lance, souriant, mais contrit, l'agent d'accueil à qui nous tendons la nôtre.*¹⁰⁹ »

Moshen NGazou cumule plusieurs responsabilités éducatives au sein de l'UOIF, de l'UOIE à Bruxelles et du FNEM. « Il est une des rares plumes de la mouvance qui diffuse sans gêne l'idéologie d'Hassan Al Banna¹¹⁰ » informe Mohamed Louizi qui a quitté l'UOIF.

Un rapide coup d'œil sur la page Facebook nous montre les sorties scolaires : le 4 avril 2016, la direction emmena des élèves en voyages à Londres. L'East London Mosque fut une des visites comme l'illustre une photo mise en ligne par la direction. Membre du Conseil Musulman de Grande-Bretagne, réputé radical, la « mosquée de l'Est londonien » a accueilli pour des conférences Abdurraheem Green, qui s'y est illustré pour avoir déclaré aux fidèles : « la démocratie est antithétique avec l'islam ». Autre conférencier sulfureux, Anwar al-Awlaki, qui donna une série de conférences en 2003 dans l'établissement, connu pour afficher son soutien aux djihadistes somaliens, les « shebabs » qui ont prêté allégeance à Al Qaida en 2012. Suspecté d'être membre d'Al-Qaida, et réitérant des appels au jhâd contre les États-Unis, son pays de naissance, Al-Awlaki fut tué par un drone américain au Yémen en septembre 2011.

La sénatrice de Marseille Samia Ghali (PS) se vanta sur sa page Facebook d'avoir défendu auprès du Ministère de l'Éducation nationale la demande de contrat d'association avec l'état.

L'école La Plume de Grenoble

L'école La Plume partageait ses locaux jusqu'en 2016 avec la mosquée Al Kawtar fermée par le préfet ce début février 2019 pour les appels au djihad de son imâm. L'école tient un stand au congrès de l'UOIF. L'école invitait, comme la mosquée, des intervenants du CCIF. Un rapport du CCIF dit que « L'État français et ses institutions sont responsables de 70 % des actes islamophobes ». Peu leur importe aussi que Samy Debah, ancien prédicateur fondamentaliste tabligh et fondateur du CCIF, ait dit que les lois interdisant les signes religieux à l'école (2004) et la burqa (2010) « sont des lois islamophobes ».

Autre invitée de l'école de la plume, Mondon Karima qui a récemment déclaré dans la presse

internationale: « être musulmane en France c'est vivre dans un régime d'APARTHEID » et « les femmes françaises musulmanes subissent de nombreuses PERSÉCUTIONS ». Apartheid, persécutions, Mondon Karima n'ignore pas le sens des mots, elle se présente comme professeur d'histoire et de français.

Lingosheim près de Strasbourg

À Lingosheim en Alsace, l'école Iqraa est logée au sein même de la mosquée. Les *Qatar papers*¹¹¹ ont révélé que la fondation Qatar Charity a versé 101 816 euros en 2014 à l'association Éducation et Réussite qui gère l'école. Cette école scolarise les enfants depuis la maternelle jusqu'au collège. La page Facebook de la mosquée relaie les conférences du site frériste « Havre de Savoir ». Les élèves concoctent des « pierres noires » de La Mecque en carton et des minarets en guise de travail manuel. La seule vidéo d'une classe prise sur le vif montre un cours où est racontée la vie de Mahomet pour la section des 13-15 ans.

Vaulx-en-Velin

L'école primaire Nouvel Horizon de Vaulx-en-Velin dispense 5 heures d'arabe par semaine, 2 heures 30 d'apprentissage des textes sacrés ainsi qu'une heure d'éveil à la foi! Cette école ouvrit en 2011 en tant qu'école coranique... puis se transforma en école primaire à la rentrée 2011/2012. Le trésorier est Kamel Oueslati de nationalité tunisienne, connu du SCRT comme étant « salafiste ».

Val-de-Bussy en Seine-et-Marne

L'école Avenir Val-de-Bussy, située dans l'enceinte de la mosquée frériste, a été enregistrée au rectorat de Créteil en avril 2020. Une classe double niveau CP-CE1 a démarré en septembre cette même année. La directrice, non voilée et parlant parfaitement le français, est mise en avant pour rassurer les institutions. L'objectif est d'ouvrir au fur et à mesure toutes les classes jusqu'au lycée. Dans la vidéo de présentation, truffée d'expressions arabes et de fautes d'orthographe, le président de la mosquée Tawba Farid Chaoui rappelle que

l'objectif d'ouvrir une école était présent dès le début de l'ouverture du centre islamiste.

Les islamistes turcs ouvrent aussi des écoles

En plus de ces écoles fréristes, il faut mentionner que leurs grands alliés historiques du Millî Görüş (islamistes turcs), partageant la même idéologie, qui ouvrent également des écoles chaque année en France. Le groupe scolaire la Maison d'Alarqam à Vénissieux, le collège La Vertu (situé dans la mosquée turque d'Annecy), le groupe scolaire Eyyûb Sultan à Strasbourg, le groupe scolaire Bellevue Muhammed Hamidullah à Clichy, le groupe scolaire La Lumière du Savoir à Corbeil-Essonnes & l'école primaire La Plume Bleue à Villefranche-sur-Saône font tous partie de l'Union Européenne Pour l'Enseignement Privé Musulman (UEMP) créée par le Millî Görüş. D'autres établissements de l'UEMP sont en cours de projet à Belfort, Bordeaux, Albertville, Metz, Besançon et Rennes, sans que l'état ne fasse avorter ces nouveaux ensemencements d'islamisme.

L'Institut Européen de Sciences Humaines, l'école d'imâms.

L'UOIF dispose de deux écoles d'imâms. Le centre de Saint Léger du Fougeret, dans la Nièvre, est le site historique du pompeux Institut européen de sciences humaines (IESH), qui ouvrit ses portes en 1990 grâce à des fonds Saoudiens, inauguré en présence de Youssef Al-Qaradâwî, longtemps membre du « conseil scientifique ». Le fondateur de l'IESH, Zuhair Mahmood, Frère musulman revendiqué, raconte aux journalistes Chesnot et Malbrunot la stratégie de départ: « À l'époque, la question qui se pose pour nous est la suivante: l'institut doit-il être réservé aux seuls Frères Musulmans, ou bien être géré par ces derniers au profit de tous les musulmans? Finalement, nous avons choisi la deuxième option¹¹². »

Ahmed Jaballah, président de l'UOIF à la fin des années 80, est un des responsables de l'enseignement. Dans un texte à destination de ses élèves, « Nos religions et leurs interdits, le cas de la religion musulmane » il énonce une série d'agissements méritant des « sanctions judiciaires ». Parmi les différentes actions répréhensibles, on peut lire

« *L'apostasie est totalement prohibée.*¹¹³ ». Cela est très inquiétant, car la sanction pénale envers les apostats prévue par l'islam (sunnite ou chiite) est la mise à mort.

La fondation Qatar Charity finance l'hébergement des étudiants de l'IESH, au moins pour 450 000 euros ces dernières années selon les *Qatar Papers*.

Le centre de Saint-Léger du Fougeret a parfois d'autres utilités, comme par exemple en septembre 1993, quand une délégation koweïtienne sollicita les responsables de l'institut pour conclure un accord commercial portant sur l'achat de viande. En janvier 1994 le ministre des Biens Islamiques et des affaires religieuses de ce même Koweït promut Ahmed Jaballah *superviseur en France des viandes exportées vers le Koweït*. Un privilège très honorifique et peut-être non sans arrières pensées financières.

Au niveau de la mentalité des élèves de l'école, celui qui est devenu un célèbre prédicateur de la mouvance, Nabil Ennasri, avait rédigé un article¹¹⁴ intitulé sobrement « *À quand les prochaines émeutes en France?* » mis en ligne le 11 octobre 2009 sur *Oumma.com*, le média en ligne musulman le plus lu en France. Écrit suite à la relaxe par la Cour d'assise d'un policier ayant tué un cambrioleur arabe en délit de fuite, il se termine par cette sentence : « *Qu'on ne s'étonne pas alors si une autre flambée de violences, plus dure et plus violente, risque d'embraser à nouveau les banlieues françaises. En tout cas, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous aura pas prévenu...* ». Voilà qui a le mérite de la clarté.

Le journaliste israélien Zvi Jecheskeli qui a infiltré l'IESH pour un documentaire remarquait avec amusement que sur la pancarte plantée à l'entrée, la traduction en arabe est simplement « *école de charia* ».

À l'été 2020, la justice française s'est intéressée aux financements suspects de l'IESH. Plusieurs transferts d'argent ont en effet été détectés entre les pays du Golfe, Koweït et Qatar, et l'établissement. En août 2018, l'« *école des imâms* » aurait ainsi reçu une donation de 750 000 euros de Qatar Charity. Puis 150 000 euros, en novembre 2019, du département des affaires islamique du Koweït, et 600 000 euros par un compte bancaire britannique ayant financé un centre musulman à Marseille. Si ce procédé n'est pas illégal, les enquêteurs cherchent à déterminer si le fonds de dotation n'aurait pas financé des projets

donnant lieu à facturation, ce qui le serait. Les autorités cherchent également à savoir si certains de ces financements destinés à l'institut, n'auraient pas été détournés à des fins privées.

Selon les informations du Parisien, les autorités auraient relevé une discordance entre le chiffre d'affaires de l'IESH et ses investissements immobiliers. La justice s'intéresse notamment aux sources de financement qui ont permis la réalisation discrète, en 2018, d'une résidence de 26 logements étudiant à La Courneuve pour un montant de 2 millions d'euros. Le projet de campus universitaire est aussi dans le collimateur.

En mai 2019, un dîner caritatif organisé par l'antenne de l'IESH à Saint-Denis (93) avait pour objet de lever des fonds pour le Centre de formation des oulémas des Frères basé en Mauritanie, présidé par le cheikh Mohamed Hassan Dedew. Ce dernier, qui participait à l'événement en visioconférence, a considéré en septembre 2020 le « *châtiment* » contre la rédaction de *Charlie Hebdo* comme « bien mérité », et pousse les musulmans à venger le Prophète afin dit-il « *d'assouvir la soif de vengeance qui brûle dans nos poitrines* ». Il a enregistré la prière suivante :

« ***O! Allah, comme tu as infligé la mort à ceux qui moquaient le prophète de son vivant, inflige la mort à ceux qui se moquent de lui aujourd'hui! [...] Inflige leur le pire des coups de boutoirs***¹¹⁵! »

Des terroristes passés par l'IESH.

Dans l'annuaire des anciens élèves de l'IESH figure Thomas Barnouin qui est parti faire le djihad en Syrie et en Irak dans les rangs de l'État Islamique, aujourd'hui détenu dans une prison Kurde. Autres anciens élèves, Reda Hame, recruté en Syrie pour venir frapper une salle de concert à Paris et Inès Madani, condamnée à 30 ans de réclusion en première instance pour avoir tenté de faire exploser une voiture près de Notre-Dame en septembre 2016. Selon *Le Parisien* qui a enquêté sur l'établissement dans son édition du 30 juillet 2020, « *une poignée d'autres étudiants de l'IESH, aux résonances moins médiatiques, est aussi partie combattre en Syrie* ».

Rachid Zejli, imâm marocain de la mosquée Ghazzali de Troyes, recruta comme imâm de sa mosquée le terroriste marocain Abdelilah Ziyad

condamné en 1997 devant le tribunal de Paris à huit ans de prison pour « association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste ». Une caméra cachée de l'émission Complément d'enquête filma le terroriste en train de prêcher dans cette mosquée qui invite amicalement le maire François Baroin à manger lors du Ramadan.

Ziyad a été co-fondateur en 1993 du Mouvement islamiste combattant destiné à recruter des terroristes marocains, et auparavant activiste du groupe terroriste Shabiba de Abdelaziz Nuamani, qui se donnait pour mission d'attaquer les « mauvais musulmans » et les « apostats ». Il est considéré comme le cerveau de l'attentat contre l'hôtel Atlas Asni de Marrakech en août 1994, qui fera deux morts. Il sort de prison en 2001 (déjà!), puis réapparaît à Chartres (Eure-et-Loir) où il croise la route d'Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des kamikazes du Bataclan.

Interrogé sur la décision d'intégrer le terroriste dans son équipe par la presse locale, Rachid Zejli informe sur les liens du premier avec l'IESH: « **Il** (Abdelilah Ziyad) **nous a été conseillé par un ami. Ensuite, nous avons su qu'il avait été récemment pris en charge à l'Institut européen des sciences humaines de Château-Chinon**¹¹⁶ ».

Le boom des instituts de formations en charia

CENTRE SHATIBI

Né à Stains en 2014, dirigé par Nabil Ennasri, connu pour son blog sur le Qatar hébergé sur *LeMonde.fr*, le centre comprend pas moins de 15 professeurs, majoritairement passés par l'IESH. Le coût annuel de la formation est de 365 euros.

Nabil Ennasri, dont on a vu plus haut qu'il se demande quand auront lieu les prochaines émeutes en France de manière provocatrice, a fait valider sa thèse intitulée *Yûsuf al-Qaradhâwî et la politique étrangère du Qatar: une diplomatie « religieuse »?*: 2003-2013, à cause d'un jury composé de compagnons de route de l'UOIF comme le sociologue Vincent Geisser.

Ce centre rencontre un grand succès de par la grande notoriété de son directeur chez les musulmans pratiquants.

LA MAISON DES SAVOIRS

L'institut « La Maison des savoirs » est dirigé par Zakaria Seddiki, qui fut le premier directeur de l'école de charia des Frères Musulmans en France, l'IESH.

INSTITUT DE FORMATION À L'ETHIQUE

Fethalla Otmani, expert au Conseil européen de la Fatwa, a fondé l'Institut de Formation à l'Éthique en 2016 avec Tariq Ramadan. Ils interviennent à ce titre dans les mosquées fréristes en plus de leurs leçons visionnables sur Internet. L'inscription annuelle pour suivre les cours est de 280 euros.

INSTITUT DE FORMATION D'ÉTUDES MUSULMANES

L'IFEM basé à Bordeaux, qui a de vrais locaux avec trois professeurs permanents, est dirigé par Saïd Moktafi issu de l'IESH, un ingénieur réseau et moniteur en arts martiaux chinois.

L'institut décrit ses activités ainsi: « *Basé sur une formation annuelle (cursus de 3 années) et sur des formules modulaires, l'IFEM vous permettra d'approfondir vos connaissances dans les différentes matières.* » Ces matières sont selon leurs visuels « *sciences islamique* », « *coran* » et « *langue arabe* ». Parmi les « *ouvrages de référence* », ceux de Moncef Zenati, cadre de la confrérie en France, qui plaide pour la charia.

« Invité d'honneur » au dîner de gala pour financer l'institut en décembre 2019, Youssef Ibram du Conseil européen de la Fatwa (CEFR) qui rédigea un Recueil de fatwas dans lequel on lit que le terroriste qui cible Israël est approuvé, « l'opération martyr réjouit Allah » lit-on dans un avis du CEFR de 2003. Nous avons vu plus haut qu'Ibram approuve la charia en Arabie saoudite et qu'il ordonne aux femmes de baisser les yeux. Son refus de condamner la lapidation lui a valu de quitter la mosquée de Zurich dont il était l'imâm, la direction n'appréciant pas la franchise devant les médias « mécréants », attitude manquant de prudence pour se faire accepter.

L'IFEM connaît un franc succès et ses classes d'une trentaine d'élèves chacune sont pleines.

INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES NAWÂWI

L'Institut des Sciences Humaines Nawâwi basé à Saint-Étienne depuis 2015, propose des cours

de « sciences islamiques » est dirigé par Andallah Haloui, issu de l'IESH. Lors de son dîner de gala pour lever des fonds en octobre 2018, participèrent en tête d'affiche le frère Larbi Becheri,

doyen de l'IESH, ainsi que trois professeurs de cet institut de charia de référence de la confrérie ! L'institut donne ses cours en « présentiel » dans des locaux.

n. Les Étudiants Musulmans de France

L'EMF a été créée en 1996 par les instances dirigeantes de l'Union des organisations islamiques de France. Ce syndicat d'étudiants musulmans est encadré au niveau européen par le Forum European of Muslim Young and Student Organisation (FEMYSO), abordé dans l'introduction.

Parmi les fondateurs de l'EMF, Mahmoud Doua, bras droit de Tareq Oubrou à Bordeaux depuis vingt ans. Lors d'un débat télévisé¹⁷, Doua compara la police belge verbalisant les femmes portant une burqa (appliquant un arrêté local interdisant de se masquer le visage hormis les jours de carnaval) avec la police religieuse d'Arabie saoudite ! En mars 2011, Doua était l'invité de l'émission de *France 2 Face aux Français*. Interrogé par une spectatrice au sujet des persécutions concernant les chrétiens en pays musulmans, celui qui est devenu imâm à Cenon osa nier : « Je ne peux laisser passer ça. La persécution des chrétiens d'Orient est de la désinformation... Rien ne prouve de tels faits ».

Dans son livre *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans*, Mohamed Louizi, qui dirigea la section de l'EMF à Lille, raconte la stratégie cachée de l'EMF élaborée au siège Bruxellois de la Fédération des organisations islamiques d'Europe (FOIE).

« Lorsque j'étais en 2002-2003 président de la section lilloise de l'association des **Étudiants Musulmans de France**, affiliée à l'UOIF, et donc membre de droit du bureau de la LIN, représentant les étudiants, je devais, en parallèle de mes responsabilités estudiantines déclarées, servir de courroie de transmission de la pensée des Frères Musulmans au sein du monde étudiant, pendant les prêches de vendredi dans les salles de prière du campus, et au sein de cellules fermées d'éducation de la mouvance; là où de nouvelles recrues sont conditionnées et embrigadées.

[...] Il s'agit du document **Le Guide Éducatif**, adopté à l'échelle de l'Europe et préconisé par la

FOIE. [...] Pour mettre la FOIE et l'UOIF devant le fait accompli. Que le déni cesse. La FOIE, et sa filiale UOIF, portent dans le cœur et dans l'action les standards de l'idéologie des Frères Musulmans en Europe et en France, un point, c'est tout [...]

- La phase dite "Introductive", visant un public âgé au moins de 17 ans. Cette étape s'adresse aux futures recrues sélectionnées, des phases précédentes, pour adhérer et rejoindre les Frères Musulmans, à travers les organisations affiliées à la FOIE, dans chaque pays. Les personnes sélectionnées suivront une formation religieuse fondamentale, la découverte de l'idéologie des Frères musulmans, la familiarisation avec le concept du travail en groupe structuré et organisé, un parcours de conscientisation politique est aussi prévu, etc. Le formateur doit s'appuyer sur les références fréristes pour préparer ses séquences : Hassan Al Banna, Fayssal Mawlaoui, Sayyed Sabiq, Mostapha Zarka, Fathi Yakan, etc.

Il (le document) propose aussi, entre autres, d'étudier le concept et les règles du Jihad, au sens du combat pour la cause d'Allah, et la notion de l'hégémonie et de la domination de l'islam: le Tamkine. Les références bibliographiques, en ce qui concerne l'engagement et l'activisme islamiste, sont à 99 % clairement Frères Musulmans [...] Chakib Benmakhlouf, ex-président de la FOIE (2006-2010), a déclaré, dans une interview au journal londonien arabe *Ascharq Al-Awsat*, le 20 mai 2008, je traduis: "Au sein de la FOIE, nous avons un plan d'action, nous avons un plan d'action sur 20 ans; sur le court terme, le moyen et le long terme". »

En 2002, l'EMF avait remporté 22 % des voix sur le campus de Grenoble lors des élections du Crous, son record à l'échelle nationale. Puis des universités moins réputées pour leur islamisation ont été grignotées, comme à Orléans où les islamistes obtinrent 21 % en 2018. À Lille, le syndicat islamiste dépasse les 10 %. D'ailleurs, EMF Lille avait refusé de participer en 2003 à une visite interconfessionnelle à Auschwitz pour

sensibiliser les étudiants à la Shoah.

Lors des manifestations étudiantes contre le CPE en 2006, l'EMF avait encouragé ses troupes à rejoindre la révolte de l'extrême gauche contre le CPE. Dans son journal *Cogitons*, en 2007, dénonçait les « répressions policières » lors de la mise en place d'un filtrage des étudiants pour entrer à la Sorbonne lors des manifestations contre la loi LRU. Autre élément corroborant cette convergence islamo-communiste, la présence de l'EMF-Amiens dans un collectif réunissant les Jeunes communistes, les Jeunes socialistes, les syndicats SUD et l'UNEF, tel que nous l'indiquait une affiche annonçant un débat « *État français,*

*État sécuritaire?*²¹⁸ », organisée par ce même collectif, animé par l'adjointe au maire d'Amiens, Émilie Therouin (Les Verts) et un représentant de la Ligue des droits de l'homme. (Colloque qui eut lieu le 9 octobre dans les locaux de la faculté de droit et d'économie).

En 2014, l'EMF s'associe au CCIF pour éditer un « guide contre l'islamophobie » afin de dénoncer les discriminations basées sur le port du voile, ou les reproches en cas d'absence lors des fêtes musulmanes.

En 2020, l'EMF est présente dans 21 universités.

0. Le CFCM et l'AMIF s'allient pour organiser l'islam

Le 6 mars 2020 *Le Monde* publiait la tribune des dirigeants de l'Association musulmane de l'islam de France (AMIF) et du Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) - dont le bureau vient d'être remanié - intitulée « *Nous avons décidé d'unir nos forces* ».

Une batterie de propositions est mise sur la table, dont la gestion des ressources du marché du halal et du pèlerinage afin de dégager des ressources au profit de ce tandem, la « lutte contre l'extrémisme » et la continuité des financements turcs et maghrébins dont sont issus les dirigeants. En disant vouloir interdire les financements provenant de pays autres que ceux « dont le lien sociologique avec la France est avéré », il s'agit de s'opposer aux financements qatari et saoudiens tout en laissant la Turquie, le Maroc et l'Algérie continuer à financer leurs réseaux de mosquées. Mais dorénavant, le poids numérique des musulmans leur permet de financer eux-mêmes leurs mosquées, donc il s'agit d'un sujet bien secondaire.

Il faut se pencher sur l'identité des signataires de cette tribune pour comprendre que la promesse de la « *lutte contre l'extrémisme* » est peut-être possible contre la pensée takfiriste de l'Etat islamique, mais certainement pas contre l'extrémisme des Frères Musulmans et de la Turquie dont les membres du CFCM et de l'AMIF sont imbibés.

Par exemple, Ibrahim Alci, vice-président du CFCM et un des quatre signataires de la tribune, dirigera la grande mosquée turque Eyyup Sultan de Roubaix,

et en a fait visiter le chantier en octobre dernier à l'ambassadeur de Turquie en France, montrant que cette mosquée est acquise à l'islamisme d'Erdogan. N'oublions pas que l'administration religieuse d'Erdogan a fait organiser des prières pour la réussite du djihad en Syrie et notamment contre les kurdes dans les dizaines de milliers de mosquées du pays. L'islam pratiqué en Turquie est dorénavant compatible avec celui de la brigade djihadiste Sultan Murad qui opère en Syrie et Libye ainsi que celui du Parti islamique du Turkestan actif aussi dans ces zones de guerre religieuse.

Avec 8 élus sur 17 au nouveau conseil d'administration élu du CFCM, les Turcs sont incontournables dans l'organisation et la ligne islamo-politique et califale d'Erdogan ne sera pas remise en cause.

Alors que les Frères Musulmans n'ont obtenu qu'un élu sur dix-sept, marginalisés, ils reviennent donc par la fenêtre avec l'AMIF qui compte beaucoup de ses sympathisants dans son « *conseil théologique* ». Hakim El Karoui qui préside l'AMIF est le visage bon teint et médiatiquement acceptable de cet aréopage de religieux formés à l'école de la confrérie islamiste.

L'imâm Mohamed Bajrafil d'Ivry-sur-Seine fait aussi partie de ce Conseil théologique de l'Amif. Il se présente comme formé à l'école des Frères Musulmans par Safwat Hegazi et Al Qaradâwî (il est fier de les présenter comme « Ses références » dans son auto-biographie sur

son site officiel). Dans son livre récent *Islam de France an I*, (éditions Plein jour, 2015) Bajrafil qualifie de « *livre de référence du droit musulman dans la gestion du pouvoir* » (p. 37) le livre *Les Statuts gouvernementaux de El Mawerdi (972-1058)*, traité de droit devant guider un califat idéal, qui interdit d'édifier des églises entre autres discriminations légales contre les chrétiens :

« *Ils ne peuvent élever en pays d'islam de nouvelles synagogues ou églises, qui sont, le cas échéant démolies à leur détriment* » (page 308, édité par les Éditions du patrimoine Arabe et Islamique, bibliothèque de l'Institut du Monde Arabe). Le refus du statut de *Dhimma* comprenant vexations et impôt (*jizya*) a pour conséquence l'annihilation des Chrétiens. Page 31 des *Statuts Gouvernementaux* on lit effectivement : « *Combattre ceux qui, après y avoir été invités, se refusent à embrasser l'islam, jusqu'à ce qu'ils se convertissent ou deviennent tributaires* ».

Sans aucune ambiguïté, Bajrafil prend logiquement la défense du « grand manitou » spirituel des Frères Musulmans, Youssef Al Qaradawi, dont il dit beaucoup de bien dans une conférence¹¹⁹ : « *un grand homme* » même s'il condamne sa vision de Hitler comme porteur d'un châtement divin contre les juifs (il ne pourrait de toute façon pas endosser cette thèse publiquement et espérer prospérer dans les médias français). Il le considère pourtant comme « *un très grand savant, quelqu'un dont on a appris bien des choses de sa philosophie de la charia* ». Ses prescriptions de tuer apostats, juifs et de conquérir l'Europe serait la marque d'un grand savant éclairé.

Sur Tariq Ramadan, il évite soigneusement de le critiquer durement, en disant « *au moins il a travaillé, il a fait réfléchir sa tête, il a sorti de sa tête ce qu'il croit être bon pour sa communauté (...). Pourquoi faire des mises en garde contre Tariq Ramadan ?*¹²⁰ ».

Tariq Oubrou est aussi membre du conseil théologique de l'AMIF décidément noyauté par la mouvance frériste. Dans un livre d'entretien intitulé *Le Prêtre et l'imâm* publié en août 2013, l'imâm de Bordeaux se revendiquait des Frères Musulmans. À une question sur « l'influence grandissante de groupes islamistes » en France, Tareq Oubrou admet « *continuer d'être membre du mouvement* (des Frères Musulmans) » sans aucunement le critiquer, en prétendant qu'il

« *modernise la religion sans toucher à l'essentiel* ». Il livra sa vision profonde de l'islam peu conforme à l'idéal de la République française lors d'une conférence destinée à un public de fidèles, intitulée *Les bases de la compréhension de l'islam chez l'imâm Al-Banna*. On l'écoute prononcer ces phrases :

« *La politique est une donnée, est une partie, est un élément de l'islam. Le Prophète était un chef d'État [...] La politique des musulmans ce n'est pas la politique des autres, la politique des autres est construite sur le mensonge [...] L'islam comme le veut le Coran touche à tous les domaines de la vie. C'est un État, c'est un pays [...] il regroupe toute la communauté dans une géographie. Il n'y a pas de frontières [...] la frontière entre deux pays est une hérésie méprisable en islam. Les Frères musulmans ne reconnaissent pas les frontières entre les peuples musulmans. [...] Le Califat est une obligation, et la réunion des musulmans, l'union autour de ce Calife est une obligation. Et tant que les musulmans ne sont pas réunis autour du Califat, ils sont des pêcheurs, sauf ceux qui œuvrent pour restaurer ce Califat* ».

Il faut absolument que le gouvernement français s'oppose à ce que le CFCM et l'AMIF puissent obtenir de collecter et réguler de l'argent sur le marché halal comme ils en ont l'intention, et de former les imâms. L'association en projet « *aura aussi pour mission de collecter des dons et des legs susceptibles de financer la réponse aux enjeux nationaux que nous venons de décrire* ».

Au prétexte qu'on trouvera toujours plus extrémistes qu'eux, il faudrait leur faire confiance pour « *bannir les idéologies qui instrumentalisent la religion à des fins politiques* ». Les rédacteurs se sont bien gardés de nommer le frérisme et le salafisme évidemment.

« *La lutte contre l'extrémisme et la violence commise au nom de l'islam, est essentielle. C'est par un travail culturel et théologique ambitieux, efficace aussi dans sa diffusion que nous pourrions contrer les discours de haine, de séparation, de sécession qui prolifèrent aujourd'hui sur les réseaux sociaux* » lit-on dans la tribune. Quand on sait que Bajrafil se partageait la tête d'affiche avec Hassan Iquioussen d'un gala de soutien¹²¹ à un groupe islamiste mauritanien au siège de l'UOIF à Saint-Denis en mai 2019, et qu'il a invité le 24 octobre 2018 le prédicateur salafiste marocain Zine El Abidine Balafrej dans sa mosquée d'Ivry-sur-Seine, c'est

fort de café de nous servir le discours du rempart contre l'extrémisme.

Il faut suivre de près ce projet en binôme d'autant qu'Hakim El Karoui connaît personnellement

le président de la république. Si ce projet devait aboutir, Emmanuel Macron serait définitivement disqualifié pour prétendre lutter contre l'islam politique et le « séparatisme » des islamistes.

p. Les médias

AJ + La petite Al Jazeera qui monte sur les réseaux sociaux

Petite sœur d'Al-Jazeera lancée fin 2017 à destination de la jeunesse connectée aux réseaux sociaux, AJ+ reprend les codes et les obsessions de l'extrême gauche française, à la fois dans l'utilisation de l'écriture inclusive, le soutien des théories indigénistes et de victimisation, ainsi que dans une paranoïa antiraciste. Pour cela de gros moyens sont employés, avec l'embauche de plusieurs rédacteurs français et de présentateurs français de souche comme Alexis Magnaval ou des présentatrices non voilées afin de toucher un public de non musulmans. Très malin, et ça marche. Le succès du média, à grand renfort de budget publicitaire sur les réseaux sociaux, fait un carton.

Quelques illustrations de la subjectivité de ce faux média de propagande :

Le 5 février, un montage est réalisé pour susciter l'apitoiement contre le procès d'une jeune suédoise qui avait empêché un avion de décoller car il s'y trouvait un réfugié afghan, sans rappeler que l'homme en question était en cours d'expulsion pour avoir violé une femme. Une information tronquée, afin de prendre la défense des militants de l'ouverture inconditionnelle des frontières européennes, alliés objectifs des Frères Musulmans.

Le 2 février 2019, AJ+ réalise un reportage à Saint-Denis de la Réunion en interrogeant complaisamment Mohamed Baghatte, imâm de la mosquée Noor-al-islam, qui partage les vidéos de Tariq Ramadan depuis des années. Le même mois, la chaîne qatarie réalise un montage sympathique à la mémoire de Cheikh Anta Diop, rappelant sa thèse sur l'origine supposée « nègre » de l'Égypte ancienne, et sa croyance en une origine africano centrée de l'humanité. Les Pharaons étaient noirs selon ce « spécialiste », coqueluche des milieux anti-français. Rappelons

que le grand égyptologue français Jean Yoyotte, titulaire de la chaire d'égyptologie du Collège de France de 1992 à 2000, disait que « Cheik Anta Diop était un imposteur. Un égyptologue incapable de lire le moindre hiéroglyphe ».

Le manque de rigueur intellectuelle des journalistes-militants de AJ+ transpire dans beaucoup d'articles.

AJ+ relaie ainsi sans relâche les combats des réseaux sociaux portés par des hashtags tels que #BlackHogwarts, dénonçant le manque de « personnages noir-e-s » dans... la saga Harry Potter. Relayer des fausses polémiques sur des notions raciales est une habitude de la chaîne afin de culpabiliser les Français historiques, même la philosophe Élisabeth Badinter en prend pour son grade. Une des principales journalistes de AJ+ Yasmina Bennani, traite de la question du « féminisme blanc ». « *Au sein (du féminisme), censé être universel, une tendance est de plus en plus accusée de ne pas toutes nous inclure, introduit-elle. C'est le féminisme blanc, ou white feminism en anglais* ». Sont alors interrogés des militants obsédés par les questions raciales, comme Fania Noël, militante au collectif afro-féministe **Mwasi**, qui dénonce un féminisme « *ethnocentrique, libéral et impérialiste* ». L'experte du CNRS convoquée est Christine Delphy, qui juge les féministes françaises historiques comme Élisabeth Badinter « *complètement allumées. (...), elles sont peut-être féministes mais elles sont aussi racistes* ». La vidéo s'achève sur cette conclusion très orientée : « *Le féminisme blanc français serait-il islamophobe et raciste ?* ».

Une chaîne militante, comme lorsqu'elle a pris la défense d'une femme non autorisée dans une salle de sport de Paris pour port du *hijab* dans l'eau, une mesure d'hygiène pourtant élémentaire. Il était donc prévisible que AJ+ soutienne Amena Khan, une blogueuse devenue la première femme voilée à être l'égérie de L'Oréal.

Les « experts » brandis par AJ+ dans ses vidéos partagent très souvent un point commun : ce sont des proches, voire des membres fondateurs du Parti des indigènes de la République (PIR), l'association fondée par Houria Bouteldja, qui soutient ouvertement le Hamas palestinien. La chaîne a invité en moins d'un an Christine Delphy et Nacira Guénif-Souilamas mais également Imen Habib, toutes signataires de l'appel du PIR en 2005.

Évidemment, AJ+ publie un contenu très favorable à... Tariq Ramadan. Alors qu'il est mis en examen pour des accusations de viol, le prédicateur islamiste, était qualifié de « professeur » et d'« intellectuel suisse », et bénéficia d'une vidéo mettant en valeur le combat de ses soutiens, avec la signature #FreeTariqRamadan.

Les sites internet fréristes

Des Dômes et des Minarets, avec 99 000 « j'aime » sur Facebook, est un des plus gros sites favorable aux Frères Musulmans et aux réseaux turcs alliés en France. Il recense toutes les constructions de mosquées et écoles depuis quinze ans. Dirigé par le Mulhousien Brahim Zardoua, qui se réjouit de la méga mosquée frériste de sa ville dont il a révélé les images du sous-sol en avant-première : « *Au sous-sol, on trouve une piscine semi-olympique, plusieurs salles de sport (muscultation, fitness), un espace funéraire avec une morgue, des salons de coiffure, un hammam, un jacuzzi, un spa. Ces services respecteront naturellement l'éthique et la morale islamique*¹²². »

Islam et Infos, jouit d'une communauté de 521 000 suiveurs sur Facebook. Géré par Elias Imzalène. Il s'est vanté, photos à l'appui, d'avoir été introduit au Sénat et au Parlement européen de Strasbourg grâce à ses contacts politiques.

Le Muslim Post, fondé par Lofti Bel Hadj, économiste tunisien qui s'est chargé un temps de la communication du parti Ennahda des Frères musulmans. Il œuvre depuis 2017 pour révéler des informations aidant à la défense de Tariq Ramadan dans son périple judiciaire contre des accusations d'agressions sexuelles. Le rédacteur en chef du Muslim Post est son fils Yunes Bel Hadj. Lors des perquisitions visant des associations islamistes en plein état d'urgence, en décembre 2015, *Le Muslim Post* titrait « *la chasse*

aux musulmans prend de l'ampleur » en regrettant que le salafisme soit « *incompris de la police* ».

Saphirnews, 157 000 abonnés Facebook, est un des plus vieux sites d'informations musulman en France, qui relaie avec bienveillance l'actualité de la mouvance UOIF depuis ses débuts. En 2004, alors que le chef du Hamas cheikh Yassine était tué par Israël, le site qui s'appelait encore Saphirnet annonçait aussitôt un rassemblement en « *hommage au martyr* ». Lorsqu'en mai 2004, l'imâm de Vénissieux, Abdelkader Bouziane fut expulsé en Algérie pour avoir défendu le droit de battre sa femme, un article de soutien intitulé « *L'expulsion imbécile de l'imâm de Vénissieux* » fut rédigé. Quand des prédicateurs extrémistes étrangers furent interdits de séjour en avril 2012 alors qu'ils devaient prendre la parole au Rassemblement annuel de l'UOIF, un article¹²³ de soutien dénonça une « *décision hautement politique* » ; « *signe d'une hypocrisie manifeste* ».

Oumma.com, la référence avec 924 000 abonnés Facebook, est le plus ancien site internet d'information musulmane. À ses débuts, des pubs pour les livres de Yussûf Al Qaradâwî clignotaient en page d'accueil. Le site publie les tribunes des Indigènes de la Républiques (partisans du Hamas palestinien) dénonçant « *la rumeur selon laquelle les quartiers seraient gangrenés par des barbus*¹²⁴ ». Lors d'émeutes ultra violentes à Perpignan en mai 2005, *Oumma.com* publia un article intitulé « *Gitans et force de l'ordre, même combat?*¹²⁵ » dénonçant l'intervention policière en ces termes délirant : « *Des hélicoptères traquent les jeunes au cœur de la ville, et des troupes d'élite coursent et frappent tout ce qui bouge* ».

Le site souffle sur les braises, comme lorsqu'il écrit un article à charge¹²⁶ contre la police lors des émeutes de Clichy-sous-Bois en 2005, relayant les rumeurs d'une grenade lacrymogène délibérément tirée dans une mosquée, alors qu'il s'agissait de deux policiers à l'extérieur qui se sont dégagés de 50 émeutiers menaçant en tirant une grenade dont les fumées sont arrivées dans un local sans signe distinctif servant de salle de prière. Même Abderrahmane Bouhout, président de l'association qui gère la mosquée, avoua aux policiers être incapable de définir l'endroit où la grenade fut trouvée!

Toujours sur *Oumma.com*, le militant Nabil Ennasri issu de l'école de charia de l'UOIF, écrivit un article intitulé *A quand les prochaines émeutes en France?* en octobre 2009, toujours en ligne en

2020. Suite à la relaxe d'un policier ayant tué un cambrioleur arabe en délit de fuite, le 1^{er} octobre 2009, par la Cour d'assise du Gard, Nabil Ennasri s'indigna et termina sa tribune par cette phrase :

« Qu'on ne s'étonne pas alors si une autre flambée de violences, plus dure et plus violente, risque d'embraser à nouveau les banlieues françaises. En tout cas, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous aura pas prévenu... »

Légendes

- 66.** Association des musulmans d'Alsace-Moselle.
- 67.** Entretien de Sylvain Besson avec Abdallah ben Mansour, 27 mars 2005, cité dans *La conquête de l'Occident, le Projet secret des islamistes*, Seuil, 2005, page 100
- 68.** cité dans « *OPA sur l'islam de France* », Fiammeta Venner, Calmann-Lévy, 2005, page 23
- 69.** Entretien de Sylvain Besson avec Faycal Mawlawi, cité dans *La conquête de l'Occident, le Projet secret des islamistes*, Seuil, 2005, page 102.
- 70.** *Le Prêtre et l'imâm*, éditions Bayard, 2013, page 134.
- 71.** Une conférence choc d'Amar Lasfar, Président de l'UOIF, refait surface, Youtube, 27 mars 2018. Compte utilisateur « Ring ».
- 72.** Beauvais : violente altercation entre Agnès Thill, député LREM, et Mohrad Laghrari, adjoint au maire, *Le Parisien*, 10 juin 2018.
- 73.** France 3 Alsace, le 25 août 2009, lors d'un reportage dans les locaux de l'AMAL, filma un drapeau du Hamas palestinien qui flottait au-dessus de la salle de prière.
- 74.** Sur la chaîne du Hamas, Al-Aqsa TV, le 31 décembre 2008 Safwat Higazi incita au terrorisme : « *Se faire tuer nous importe peu, c'est à quoi nous aspirons. Le martyr pour Allah, c'est la victoire d'Allah qui vient sur nous. C'est le paradis pour la première goutte de sang d'un martyr. Je refuse d'accepter des condoléances ou des consolations pour un martyr. Cela m'attriste énormément quand je vois ça à la télévision. Une femme palestinienne de Gaza pleurant et exaltant un martyr (...) nous voyons toujours des femmes et des mères de martyrs en Palestine pleurant de joie, et se préparant pour un autre martyr, un autre homme, qui reprendra la bannière (...). Par Allah, j'aimerais apporter une arme et être parmi vous, j'aimerais me retrouver aux côtés de la jeunesse des brigades Al-Qassam, essuyer leur visage de la poussière produite par le lancement d'un missile, et de crier Allah est grand avec eux. (...) Vous [le Hamas] pavez le chemin pour la guerre annoncée par le prophète Mahomet* »
- 75.** Conférence du 26 octobre 2009 dans les locaux de l'AMAL, toujours en ligne sur le compte Youtube de la mosquée An Nour le 15 septembre 2020.
- 76.** Hani Ramadan, *Sermons du Vendredi, rappels et exhortations*, éditions Tawid, 2011, page 465.
- 77.** Plus de deux millions d'euros de subventions provenant de la ville et de la région (alors socialiste), sur un budget de 5,5 millions.
- 78.** L'imâm déchu de sa nationalité française, *Le Parisien*, juin 2008.
- 79.** Ghassan Finianos, *Islamistes, apologistes et libres penseurs*, Presses universitaires de Bordeaux, 2006, page 71.
- 80.** Voir son livre *Mosquées radicales, ce qu'on y dit, ce qu'on y lit*, éditions DMM, 2016.
- 81.** Abou Bakr Al Jazairi, *La Doctrine du croyant*, éditions Al Azhar, 2016.
- 82.** Zaynab Al Ghazaly : « *Mais avec quelle force vivez-vous ?* », 1^{er} décembre 2015, Le journal de la Grande mosquée de Créteil.
- 83.** L'ouvrage cité est celui de la première édition par Subhi Sâlih de 1961, d'après les transcriptions de Marie-Thérèse Urvoy dans son *Essai de critique littéraire dans le nouveau monde arabo-islamique*, Cerf, 2011.
- 84.** *Entre 'salafisme' et 'soufisme'*, chez Ibn Taymiya, Ibn al Qayyim & Ibn al Jawzi, Mensuel de la grande mosquée de Créteil, 1^{er} juillet 2011.
- 85.** Le calife « *bien guidé* » Omar (634-644) aurait écrit à ses gouverneurs pour qu'ils ordonnent que la nuque des dhimmi soit « *estampillée* » (*an yutham*).
- 86.** Ibn Qayyim argumente en ce sens en rappelant que le prophète n'a jamais écrit au roi des infidèles en commençant par *al-salâm 'alayjum*, mais toujours par « *salut à ceux qui suivent la guidance* » ; aussi aurait-il dit au sujet des gens du Livre : « *Ne commencez jamais avec eux par la salutation* » (p.197).
- 87.** Chercheur à l'Observatoire de l'islamisation et au Centre des études du Moyen-Orient basé à Paris.
- 88.** Yûsuf Al-Qaradâwî, *La Science des priorités*, Editions Maison d'Ennour, 2007.
- 89.** Abu Bakr Al Jazairi, *La Voie du Musulman*, éditions Albouraq, 2014 page 395.
- 90.** Interview de Zied Daoulati dans Global Net, vendredi 4 février 2011.
- 91.** French Muslim leader asks to 'criminalize insulting religion' Anadolu Agency, 17 janvier 2015.
- 92.** <http://ahmedmiktar.eklablog.com>
- 93.** Interview avec Protest info, décembre 2009 : Journaliste : « *L'Arabie Saoudite a-t-elle raison d'appliquer la charia ?* » Youssef Ibram : « *Oui* ».
- 94.** Propos de Ibram retranscrits dans l'ouvrage de Mireille Valette *Le radicalisme dans les mosquées Suisses*, Xénia, 2017, page 47.
- 95.** Dr Hassan Amdouni, Ousoûl Al Fiqh, *Les fondements du droit musulman, Tome 1*, éditions Le Savoir, 2006, page 56
- 96.** <https://www.al-fanarmedia.org/2017/03/can-extremism-fought-classroom/>
- 97.** <https://youtu.be/3NIHaBI6dOI>
- 98.** Tribune de Sofiane Zitouni dans Libération, intitulée « *Pourquoi j'ai démissionné du lycée Averroès* », du 6 février 2015.
- 99.** Pages 153 et suivantes du livre « *Lycée Averroès : l'arbre qui cache le désert* » . <http://mlouizi.l.m.f.unblog.fr/files/2015/03/lycee-averroes-larbre-qui-cache-le-desert-05.pdf>.
- 100.** Voir le chapitre qui lui est consacré dans le livre *Mosquées Radicales, ce qu'on y dit, ce qu'on y lit* (éditions DMM, 2016) écrit par Joachim Vélocas.
- 101.** Enseignement privé : « *L'éducation est le défi numéro un des musulmans* », *Saphirnews*, 6 octobre 2014.
- 102.** <http://mosquee-halluin.fr/preche-du-vendredi/17-04-2015-les-signes-de-la-fin-des-temps-le-vin-la-fornication-et-les-instruments-de-musique>
- 103.** <http://mosquee-halluin.fr/preche-du-vendredi/10-04-2015-les->

signes-de-la-fin-des-temps-les-khawaridjs-et-les-faux-prophetes

104.Page Facebook de Rachid Haddach, publication du 22 novembre 2014.

105.Rachid Haddache a ses conférences en ligne sur le site d'Atlas, et en fait la promotion le 22 mars sur Facebook.

106.La deuxième école musulmane de l'Essonne ouvre à Corbeil, Ariane Maurisson, Le Parisien, 26 juillet 2015

107.<http://www.ramf-uoif.fr/index.php?option=content&task=view&id=63>

108.Matthieu Bidan, *Le chemin de croix des écoles musulmanes*, Street Press, 16 mars 2015

109.Delphine Tanguy, *L'État reconnaît le collège musulman Ibn Khaldoun*, La Provence, 10 juillet 2015.

110.Mohamed Louizi, *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans*, éditions Michalon, 2016, page 202.

111.Christian Chenot et Georges Malbrunot, *Qatar Papers*, Michel Laffon, 2019, page 72.

112.Zuhair Mahmood cité dans Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Qatar Papers*, Michel Lafon, 2019, page 124.

113.« *La transgression de l'illicite entraîne pour son acteur, s'il n'a pas fait acte de repentir sincère, la colère divine mais aussi la sanction judiciaire appropriée définie par la loi* » ; « *l'apostasie est totalement prohibée* ». Ahmed Jaballah, Nos religions et leurs interdits, le cas de la religion musulmane

114.<https://oumma.com/a-quand-les-prochaines-emeutes-en-france/>

115.Traduit par Global Watch Analysis en septembre 2020 : *Un leader Frère musulman, directeur du centre de formation des oulémas à Doha, appelle au*

meurtre contre Charlie Hebdo. <https://global-watch-analysis.com/>

116.Lu dans *L'Est-Eclair* du 12 décembre 2015

117.Emission *C'est dans l'air*, Le voile : deuxième round, France 5, vendredi 19 juin 2009.

118.Affiche trouvée sur www.emf-amiens.net en octobre 2008.

119.Mohamed Bajrafil - *Les propos dits antisémites de Yousef al Qaradawi*, Youtube, 5 février 2013.

120.Mohamed Bajrafil - Les critiques sur Tariq Ramadan, Youtube, 5 novembre 2013.

121.Un gala de soutien au profit du Centre de formation des oulémas mauritaniens soulève certaines interrogations, Cridem.org, 18 mai 2019.

122.*Qu'abrite le sous-sol du centre An-Nour de Mulhouse ?*, Dômes et Minarets, publié le 13 juillet 2019.

123.Hanan Ben Rhouma, *Al-Qaradawi et El-Masri interdits de territoire français ? L'après-Toulouse : l'UOIF sous le feu des critiques*, Saphirnnews, lundi 26 mars 2012.

124.Mouvement des Indigènes de la République, *Philippe de Villiers appelle à la guerre civile*, Oumma.com, 16 juillet 2005.

125.Publié par Oumma.com le 30 mai 2005, Collectif spontané, populaire et citoyen : Résistance.

126.Interview de « Djamel » par Oumma.com

LES FRÈRES MUSULMANS EN ITALIE

L'implantation des Frères Musulmans en Italie s'est réalisée au début des années quatre-vingt-dix par la création de l'*Unione delle comunità e organizzazioni islamiche in Italia* (connue sous l'acronyme UCOII), dirigée à ses débuts par le chef des Frères en Syrie, Nour Dachi, et par son homologue palestinien Ali Abu Shwaima en tant que secrétaire général. Ce dernier, malheureusement été naturalisé italien, a aussi fondé l'école de charia des Frères en France, l'Institut européen des sciences humaines (IESH). Shwaima a défrayé la chronique en 2006 pour avoir apostrophé la parlementaire Daniela Santanchè à la sortie d'un studio de télévision avec ces termes: « Elle sème la haine, c'est une infidèle ». Madame Santanchè avait avancé que le voile n'était pas une obligation, ce qui avait suscité l'ire du dirigeant de l'UCOII et également imâm de Segrate: « Ce n'est pas vrai qu'il n'y a aucune obligation de porter le voile dans le Coran. Je suis imâm et je ne permets pas aux ignorants de parler de l'islam. Vous ignorez l'Islam et n'avez pas le droit d'interpréter le Coran ».

Le jeune trentenaire Yassine Lafram, imâm à Bologne, dirige maintenant l'UCOII, ayant succédé au palestinien Izzeddine Elzir, imâm à Florence. Lafram, naturalisé italien en 2016, a médiatisé sa remise de nationalité par le maire démocrate de Bologne Virginio Meloni, et entretient d'excellentes relations avec l'archevêque de Bologne Mgr Zuppi. Ce dernier qui trouve « normale » l'édification d'une grande mosquée dans sa ville sur un terrain communal mis à disposition pour 99 ans, invita Lafram à rencontrer le Pape François en octobre 2017, qui lui remit à l'occasion la médaille pontificale. La normalisation de la confrérie se réalise avec le concours de l'Église malheureusement.

La stratégie employée dans la communication du jeune imâm de Bologne demeure la victimisation

et l'inversion accusatoire, notamment lorsqu'il accusa le quotidien *Il Resto del Carlino* de « terrorisme médiatique » et d'« islamophobie » pour avoir mis en première page le résultat d'un sondage sociologique problématique sur les musulmans. Dans ce sondage de 2017, 25 % des musulmans italiens qualifient de « juste » la guerre sainte, 33 % pensent que l'occident sera conquis, et 38 % pensent que la religion doit gouverner l'état.

Lafram fait la promotion régulière de l'ONG **Islamic Relief**, le Secours Islamique. Rappelons qu'en juillet 2020, Heshmat Khalifa, directeur mondial de cette organisation caritative, a démissionné après que la presse britannique ait déterré ses posts Facebook qualifiant les juifs de « *petits-enfants de singes et de porcs* ».

Enfin, la proximité du président Lafram avec les cheikhs extrémistes n'étonne pas. En novembre 2014, il pose tout sourire avec le cheikh saoudien 'Aed Al Qarni en louant « la modestie » de celui qui s'oppose à toute normalisation avec l'État israélien, qui plus est interdit de séjour aux États-Unis. Al Qarni a vertement critiqué la loi interdisant le niqab en France et se présente comme une des « épées du royaume d'Arabie Saoudite », vantant son pays qui selon lui applique intégralement la charia à la différence de la Turquie qu'il juge trop modérée dans ce domaine¹²⁷.

L'UCOII regroupe en Italie quatre-vingts grandes mosquées et trois-cents salles de prières, dont de nombreuses financées par la fondation du Qatar.

Dans les années quatre-vingt-dix, l'UCOII a édité environ cinquante-mille exemplaires du Coran traduit en italien, suite au travail éditorial d'un de ses membres les plus actifs à l'époque, le converti Hamza Roberto Piccardo

a. Le projet de mosquée frériste à Rome

La conquête de Rome a été annoncée par le « prophète » Mahomet selon la tradition, un hadith¹²⁸ reconnu relate en effet cette conversation :

« Ibn Qatîl rapporte : Nous étions chez 'Abdoullah Ibn 'Umar quand quelqu'un lui demanda : "Laquelle des deux villes, Rome ou Constantinople, sera-t-elle prise en premier ?" »

'Abdoullah se fit alors apporter un coffre muni d'un anneau, dont il tira un écrit ainsi rédigé : "Nous étions chez l'Envoyé de Dieu, quand on lui demanda : "Laquelle de ces deux villes, Rome ou Constantinople, sera-t-elle prise en premier ?" »

L'Envoyé de Dieu répondit : "C'est la ville d'Héraclius, c'est-à-dire Constantinople, qui sera prise la première¹²⁹".

Cette prophétie n'est pas remise en cause par les savants sunnites. Les Frères Musulmans prennent cela très au sérieux. Le chef des Frères Musulmans koweïtiens au Rassemblement de l'UOIF en 2009 harangua l'auditoire, en intimant de ne pas être complexé à l'idée de diffuser cette prophétie, et se fit largement applaudir. Tareq Oubrou, imâm à Bordeaux poussé en avant par les autorités françaises pour représenter un « islam républicain » dans les médias, se fit questionner sur cette séquence à ce congrès annuel auquel il participait, ce à quoi il répondit :

"Quant à la conquête (fath) évoquée dans le hadîth bien précis, il n'est pas dit qu'elle doit être une opération militaire, mais pourrait être une simple présence pacifique, une "présence témoin". » (Profession imâm, Albin Michel, page 138)

L'idée d'une conquête militaire est aujourd'hui absurde, alors les Frères Musulmans interprètent ce hadith en s'orientant dans une démarche prosélyte et démographique.

Le chef spirituel des Frères Yussef Al-Qaradawi est sur cette ligne. Sur la chaîne qatarie Al Jazeera en 2007 il déclara :

« **Les compagnons du Prophète Mahomet ont entendu [de sa bouche] que deux villes seraient conquises par l'Islam, Romiyya (Rome) et Constantinople, le Prophète Mohammed ayant précisé que la ville d'Héraclès (aujourd'hui Istanbul) serait conquise en premier. Et c'est ce qui est arrivé. Constantinople a été conquise, mais la deuxième partie de la Prophétie, c'est-à-dire la conquête de Rome, reste à réaliser. Cela signifie que l'Islam retournera en Europe. (...) Je prévois que l'islam reviendra en Europe sans avoir recours à l'épée. Cela se fera par la prédication et les idées.** »

La fondation Qatar Charity se charge de forcer le destin en subventionnant 45 projets de mosquées à travers l'Italie pour un coût total de plus de 50 millions d'Euros. L'Italie est la principale cible de la fondation islamiste en termes de budget, certainement au regard de sa dimension prophétique.

Rome fait partie évidemment des villes choisies avec le « centre », en réalité une mosquée, Al Huda, dirigée par un membre du parti tunisien Ennahda, qui a reçu 4 des 5,7 millions d'euros du coût total. Il s'agit de concurrencer la Grande Mosquée de Rome financée et tenue par l'Arabie Saoudite, implantée depuis longtemps.

b. Le projet monumental de Milan

Dans cette même optique Al Qaradawi a écrit une « lettre de recommandation » appelant en 2015 les musulmans fortunés à donner pour le projet de Grande Mosquée de Milan, avec l'en-tête de l'Union Mondiale des Savants Musulmans qu'il préside.

L'initiative de construire une grande mosquée à Milan fut lancée par une fédération regroupant les

associations islamiques de Milan, **Coordinamento delle Associazioni Islamiche di Milano** (CAIM), incluant comme nous l'indique son site officiel¹³⁰ les ultra islamistes turcs du Millî Görüs¹³¹, la mosquée actuelle de la rue Jenner aux mains de l'UCOII, les Frères Musulmans en Italie et les Jeunes musulmans d'Italie. La grande prière de cette fédération lors de l'Aïd en août 2009 dans un stade, fut dirigée par le frère musulman tunisien, cheik Abdelfattah

Mourou. Une autre mosquée de taille se situe rue Padova qui diffuse l'appel du *muezzin* avec des haut-parleurs depuis avril 2011¹³².

Ce projet de grande mosquée (dix millions d'euros de budget) a suscité la polémique, mais les évêques le soutiennent au nom du « dialogue », tout comme le maire de gauche Giulano Pisapia. La Ligue du Nord est le seul mouvement à dénoncer le projet islamiste.

Pourtant, les musulmans ont déjà une grande mosquée à Milan, sise dans une propriété de trois mille mètres carrés sur trois niveaux, située sur un site anciennement AEM (Municipal Electric Company), acquis par Kabakebbji Mohamed Maher. Ce dernier est président de la fondation du **Waqf al-Islam** (Islamic Heritage) de l'UCOII (**Union des organisations islamiques et des Collectivités**, en Italie). La demande réalisée auprès de la Ville de Milan afin de créer « un nouveau complexe utilisé comme un centre de manifestations culturelles et lieu de prière » a été présentée au printemps 2007 par Mahmoud Asfa, imâm algérien de la mosquée située Via Padova, présidée par le syrien Mohamed Baha 'el-Din Ghrewati, impliqués dans une enquête menée par la magistrature sur la structure de la propagande des Frères musulmans.

Le Cardinal Tettamanzi, le 4 septembre 2010, approuva la construction de cette grande mosquée à Milan, appuyée par Mgr Ambrogio Spreafico, président de la Commission épiscopale de la CEI (Conférence épiscopale italienne) pour l'Évangélisation des peuples et la coopération entre les Églises. Il adressa une supplique au ministère de l'Intérieur afin de lui demander d'accéder à la demande des musulmans.

Il Giornale avait couvert¹³³ cette série de joutes entre le ministre de l'Intérieur de l'époque, Roberto Maroni, et le cardinal :

La polémique ne désenfle pas, à Milan mais pas seulement, après que le cardinal Tettamanzi ait adressé aux institutions une demande de construction de mosquée pour les musulmans. À la mairie, la Ligue du Nord reste sur des positions hostiles l'édification d'un lieu de culte musulman et polémique ouvertement avec le cardinal. Le ministre de l'intérieur Roberto Maroni (Ligue du Nord) a envoyé une réponse glaciale à Tettamanzi : « *Je suis le ministre de l'Intérieur,*

pas un constructeur de mosquée! Nous sommes intervenus sur la soi-disant mosquée de la rue Jenner (un garage, transformé en « lieu de prière » qui débordait dans la rue, sur le trottoir et la voie publique, Nda), explique Maroni, car il y avait un problème d'ordre public ».

Réaction du premier adjoint au maire de Milan : « *Je respecte les idées du cardinal Tettamanzi, mais la mosquée n'est pas une priorité pour nous. Il est surréaliste que l'actuel porte-parole du centre islamique de la rue Jenner, Abdel Shaari, parle d'éthique, c'est quand même un monsieur qui était comme cul et chemise avec l'imâm Abu Imad, condamné pour association de malfaiteurs dans un but terroriste. Évidemment il ne s'est pas aperçu qu'il travaillait avec un prédicateur qui effectuait un véritable lavage de cerveau aux aspirants kamikazes ».*

Réaction de l'imâm Abdel Shaari : « *Je partage à 100 % le très beau discours du cardinal et je le remercie pour sa prise de position. Ce n'est pas la première fois que son éminence tient un tel discours, il confirme ainsi qu'il est la seule voix morale de cette ville, tandis que les partis politiques continuent à être xénophobes et à semer la peur et l'intolérance ».*

Les Frères de l'UCOII avaient chaleureusement remercié l'évêque Angelo Bagnasco qui dirige la conférence épiscopale des évêques italiens pour son soutien à une prochaine grande mosquée à Milan. D'ailleurs, le coordinateur du projet de grande mosquée, Davide Piccardo, est le fils de l'ancien secrétaire général de l'UCOII. Lors d'une réunion des Frères Musulmans à Milan le 3 juin 2016 avec Tariq Ramadan et Mahmoud El Abiary¹³⁴, Piccardo avait pris la défense du dirigeant koweïtien de la confrérie, Tareq Al-Suwaitan, qui devait participer, interdit de séjour en Italie pour ses positions extrémistes. Suwaitan ne fut pas le bienvenu à cause de sa haine des juifs et de son souhait de voir les musulmans conquérir Rome (conformément à une prophétie de Mahomet) ainsi qu'il l'avait rappelé lors de sa venue en 2009 au congrès de l'UOIF en France.

Parmi les mosquées de la périphérie de Milan, le Centre islamique de Milan et Lombardie est aussi lié aux Frères de l'UCOII, son président Ali Abu Shwaima fut même le premier secrétaire de cette organisation. Il est doté d'une coupole et d'un

minaret. Sa revue mensuelle dans sa livraison de juillet 2017 prit la défense du propriétaire de la chaîne islamique *Peace TV*, Zakir Naik, dont le passeport a été révoqué en Inde pour avoir tenu des propos incitant les jeunes à partir faire le jihâd et « avoir promu la haine entre les groupes religieux » indique l'Agence d'Investigation Nationale indienne. La revue *Il Messagero del islam*¹³⁵ du Centre islamique de Lombardie le présente comme un savant qui « a une profonde connaissance de tout le champ des textes sacrés ».

Cet écrivain proluxe et télé-prédicateur vedette, soutient que le Coran permet aux musulmans d'avoir des relations sexuelles avec les femmes qui sont leurs esclaves (ce qui est vrai), valide l'exécution des homosexuels et le fait de battre sa femme. Son arrestation par Interpol s'explique certainement par ses positions en faveur de Ben Laden : « *Si Ben Laden combat les ennemis de l'islam, je suis pour lui. S'il terrorise l'Amérique, le plus grand des pays terroristes, je suis pour lui. Chaque musulman doit être un terroriste. S'il terrorise le terrorisme, il suit l'islam* ».

Dans une émission télévisée, Zakir Naik précisa à un téléspectateur non musulman qui le questionnait sur sa liberté religieuse que, dans un état islamique, « la propagation d'autres religions est prohibée. De même que la construction de lieux de cultes ».

Voilà donc pour les savants de référence du Centre islamique. Aussi, Abu Shwaima est membre de la Fédération des organisations islamiques d'Europe (FIOE), réunissant les Frères Musulmans de l'UOIF en France et de l'UCOII en Italie. Il fut un des fondateurs de l'école d'imâms de l'UOIF, l'IESH¹³⁶, inaugurée en 1992 aux côtés de Yussef Al Qaradawi, référence savante des Frères qui préconise de tuer les homosexuels, les apostats et fervent soutien du Hamas.

Milan étant si accueillant pour les islamistes, on ne s'étonne donc pas que le 18 août 2013, des dirigeants mondiaux des Frères Musulmans se donnèrent rendez-vous à l'hôtel Westin de Milan afin d'échanger sur le récent coup d'État populaire et militaire en Égypte renversant le président frériste Morsy. Mahmoud Ibyari, numéro trois de la confrérie, y était.

C. Ravenne

En octobre 2013 fut inaugurée la plus grande mosquée de la région Émilie-Romagne à Ravenne, à l'initiative du Centro di culturale e di studici islamici della Romagna, membre des islamistes de l'UCOII. Un reportage de *Ravenna Web TV* montre l'aréopage de dignitaires islamiques présents : des qataris, algériens, bosniaques, le président de l'UCOII, Izeddin Elzir qui s'occupa des relations presse.

La page Facebook officielle du centre islamique est instructive. Sont partagés les prêches de Hamza Roberto Piccardo¹³⁷, ancien secrétaire national et porte-parole des Frères de l'UCOII, connu pour avoir traduit et édité en italien le manuel de jurisprudence islamique *La Voie du Musulman* (Al Minhaj al Muslim) de l'algérien Abu Bakr Al Jazairi dont nous avons retranscrit de larges extraits dans un ouvrage précédent¹³⁸. Ce livre prescrit de lancer un djihad offensif armé contre les non musulmans, de tuer les musulmans délaissant la prière, ainsi que les apostats. Selon Al Jazairi, qui fut longtemps professeur à l'université islamique de Médine, dans ce même ouvrage :

« *Le Prophète est formel : "On ne doit ni édifier d'églises en terre d'islam ni les restaurer"*¹³⁹ ».

Le président de ce qui est la plus grande mosquée de la région sur 176 lieux de cultes recensés, et la deuxième plus grande d'Italie, s'appelle Bakir Osmani. Sur son profil Facebook, il partage les citations de Zakir Naik, le propriétaire extrémiste de la mal nommée *Peace TV* qui est ouvertement nostalgique de Ben Laden, nous l'avons vu plus haut. La page officielle de la mosquée partage aussi des vidéos de *Peace TV*. Osmani partage les photos de l'équipe de football de la mosquée, qui pose à la fin d'un match avec un drapeau de l'Arabie Saoudite. Le 12 janvier 2015, quelques jours seulement après la tuerie de *Charlie Hebdo* il préfère publier un visuel « *Je suis Mohamed* ».

La venue du prédicateur Aidh Al Karni lors d'un congrès de l'UCOII en avril 2015 lui suscita ce commentaire : « *cheikh Ayd Karni Ma Shaa Allah* » expression courante chez les musulmans signifiant « *ce qu'Allah a désiré est arrivé* ». Al Karni, séoudien né en 1960, est très connu dans

le monde salafiste. Il soutient ouvertement les djihadistes en Syrie et a émis une fatwa ordonnant l'assassinat de Bachar Al-Assad.

Dans une conférence Aidh Karni affirme: « *le Coran contient des lois parfaites pour gouverner les états*¹⁴⁰ » dont les lois de la guerre précise-t-il. Le président de la mosquée ne voit pas de terroristes parmi les musulmans, comme l'atteste le partage d'un grossier montage photo plaçant

Barak Obama et Vladimir Poutine tout sourire dans une ville en ruine qui s'apparente à Alep, leur faisant dire: « *ils font croire aux gens que les terroristes sont musulmans*¹⁴¹ ». Ousmani n'a jamais condamné les crimes commis par les brigades djihadistes financées par les saoudiens comme **Ahrar Al Cham** ou **Jaych Al Islam**, ces derniers ayant confisqué l'aide humanitaire à Alep Est au détriment de la population.

d. Florence

En décembre 2017, l'archevêque de Florence, le cardinal Giuseppe Betori, céda un terrain appartenant à son archidiocèse aux musulmans afin qu'ils bâtissent leur grande mosquée. La presse montra la rencontre entre le cardinal et le président de l'association des musulmans de la ville, Izeddine Elzir, le jour de la signature du protocole. L'homme n'est autre que l'ex président de l'UCOII, organisation citée plus haut représentant les Frères Musulmans en Italie.

Le cardinal s'appuya sur le dernier concile pour justifier son coup de pouce foncier: « *Tout cela s'inscrit dans la mise en œuvre résolue du principe de liberté religieuse promu par le Concile Vatican II, qui inclut également la liberté de culte. Nous ne pouvons pas faire des déclarations si nous ne les concrétisons pas* », déclara Betori. « *Je suis heureux de pouvoir démontrer comment l'Église catholique de Florence respecte la liberté religieuse et promeut la liberté de culte*¹⁴² », ajouta le cardinal. Seuls

les élus du parti Fratelli d'Italia s'indignèrent, commentant que la construction de la mosquée « *est une escroquerie contre les habitants de Sesto Fiorentino (le quartier du terrain)* », déclara le chef du parti dans la région de Giovanni Donzelli. C'est une contrainte institutionnelle et urbanistique - souligne Donzelli - dont les protagonistes assumeront toutes les responsabilités politiques. *En tant que catholique - conclut Donzelli -, je m'attendrais à ce que l'Église se préoccupe de protéger les intérêts des chrétiens, plutôt que de favoriser la construction de nouvelles mosquées*¹⁴³ ».

Cette mosquée de Florence a reçu au moins 1,6 millions d'Euros de Qatar Charity selon l'addition des différents virements consultés par les journalistes Chesnot et Malbrunot pour leur livre-enquête *Qatar Papers* (éditions Michel Lafont, 2019).

Les autres mosquées financées par Qatar Charity au bénéfice des Frères Musulmans sont celles de Turin, Vérone, Naples, Modène, Saronno, notamment.

e. Bergame

Bergame a été le lieu d'un imbroglio juridique entre la mosquée des Frères nommée « *centre islamique* » dirigée par Mohamed Saleh et le cardiologue jordanien Imad El Joulani ayant raflé 5 millions de dons du Qatar en se présentant comme le président de la communauté islamique de Bergame, nom trompeur alors qu'il « *la jouait perso* » avec son hangar à réhabiliter. S'étant présenté comme le représentant de tous les musulmans de la ville, et jouant l'ambiguïté avec l'intitulé de son association, Joulani a été acquitté par la justice italienne contre la mosquée officielle du réseau Ucoii ayant

tenté de récupérer la coquette somme.

Mohamed Saleh en 2016 avait, après la fermeture de sa mosquée par l'administration suite à des malversations, décidé de pousser ses fidèles à prier dans la rue afin de faire pression sur la mairie qui freine l'éclosion de cette mosquée extrémiste. La Ligue du Nord dirige cette province où elle a remporté 51 % des voix en 2019, contre 19 % pour le parti démocrate (Pdl) qui soutient les Frères Musulmans dans les villes qu'il dirige.

f. Vicence

La province de Vicence concentre de nombreuses mosquées, sept, à Lonigo, Cassola, Schio, Arzignano, dont évidemment celle de Vicence, nommée Et Tawba, fréquentée par plus de cinq cent hommes chaque vendredi. Les prêches du vendredi prônent l'application de la charia, comme celui retranscrit de janvier 2012 où l'imâm Arif explique que: « *Tout ce qui est écrit dans le Coran et dans les hadiths démontre l'importance des droits pour la charia islamique ainsi que l'obligation pour chaque musulman de les connaître* ». Les conseils de lecture du site de la mosquée renvoient vers une sélection comportant des livres d'idéologues islamistes prônant le jihâd armé comme Abul A'la Maududi, des livres de Zakir Naik cité plus haut,

et Tariq Ramadan. Un auteur, Mujahed Badaoui, dont le livre « Islam et Paix » est traduit en italien, explique que le musulman doit lutter pour faire appliquer les lois d'Allah sur toute la terre: « *Dans l'application de la jurisprudence islamique, codifiée dans le Coran et dans la Tradition du Prophète Mahomet, la grande différence existant entre le système législatif prescrit par Dieu à sa créature et un système développé par l'homme est mise en évidence; (...) Lutter pour la réalisation concrète des idéaux exprimés par l'Islam n'est rien de plus que la réalisation pratique de l'effort auquel tous les croyants doivent s'efforcer, visant à atteindre la paix universelle et le triomphe du bien sûr toute la terre.* »

g. Saronno

Le centre culturel islamique de Saronno, nom de la mosquée affiliée à l'Ucoii, bénéficie d'un bâtiment très imposant. Des cours d'arabe et d'italien sont prodigués chaque semaine, et les prêches sont réalisées en arabe par Najib AlBared, l'imâm parlant à peine italien. Son jeune bras droit parlant l'italien traduit tous les prêches, et crée des événements destinés à se faire accepter par la société, comme l'invitation régulière de classes de collégiens et de lycéens de la ville afin de présenter une image positive de l'islam, ou encore la journée écologique « Green Deen », jeu de mots voulant dire « Dieu Vert », où des universitaires du Qatar ont planché sur le sujet avec le converti italien Morgan Ghidoni, membre de la mosquée de Brescia versé dans les rapports

entre environnement et islam. Pour les repas d'Iftar lors du Ramadan, la mosquée invite les curés de la ville, les fidèles catholiques, les scouts, et le maire qui se prêtent volontiers à l'exercice. Les islamistes déploient dans les rues commerçantes de la ville leur stand de présentation de l'islam, leurs excellentes relations avec la maire devant aider.

Le professeur d'islamologie Paulo Gonzaga de l'université catholique de Milan vint présenter son livre apologétique *À la découverte de l'islam* en septembre 2018. Un partenariat a même été noué avec l'université catholique dont des chargés de cours interviennent directement dans la salle de prière.

h. Brescia

Les Frères Musulmans sont très bien implantés à Brescia où ils jouissent d'une grande nouvelle mosquée inaugurée en 2016 par une délégation du Qatar qui finança une partie du lieu. Ainsi, le Centre islamique de Brescia est dirigé par un imâm yéménite, Amin El-Amzi, et le converti à l'islam Morgan Ghidoni, tous deux membres des Frères Musulmans rencontrés au Yémen à la faculté de charia de l'université islamique de Sana

dont ils sont diplômés. Amin El-Amzi est lui membre du Centre européen de la Fatwa dirigé par Qaradawi, centre intellectuel des Frères en Europe. Quant à Ghidoni, il est membre de l'Association italienne des imâms et guides spirituels.

La mosquée donne des cours d'islam et d'arabe intensifs, avec un programme en cinq ans pour maîtriser cette langue.

À la question du magazine musulman *Oasis*¹⁴⁴ « quelles sont les références intellectuelles du centre islamique? », Morgan Ghidoni répondit en avril 2020 :

« Le Conseil européen de la Fatwa est certainement une référence importante. Je crois que Shaykh Yūsuf al-Qaradāwī a tant donné au Conseil et au monde islamique. En tout cas, ses opinions ne sont pas une loi sacrée, mais elles sont étudiées, appréciées et sa pensée nous enrichit. Mais ce n'est pas infallible. Comme vous le savez bien, dans l'Islam, seul le Prophète est infallible. D'autres références sont sans aucun doute l'Association italienne des

imâms et guides religieux et l'UCOII, à laquelle nous sommes liés. »

Rappelons que Qaradawi enseigne qu'il faut tuer les homosexuels, les apostats et les israéliens, et conquérir l'Europe.

Deux fois par mois, en lien avec la mairie, des élèves des écoles de la région de Brescia viennent visiter la mosquée où les responsables leur présentent leur islamisme sous un jour très favorable à grand renfort de scénographies et maquettes dignes d'un vrai musée.

i. La Sicile, une revanche historique

Nous avons vu que Hassan Al Banna en 1936 haranguait ses fidèles en agitant l'horizon d'une reconquête de l'Andalousie, des Balkans et de la Sicile. L'île volcanique est dans l'imaginaire islamiste une perte historique humiliante. Le Qatar par sa fondation met donc « le paquet » en termes de soutien. D'autant que les Frères Musulmans y sont structurés sous la bannière de la Comunità Islamica di Sicilia (CIS), rattachée à l'UCOII.

La ville de Catane a été victime du rachat d'un de ses théâtres converti en mosquée dite de la Miséricorde, lieu où les islamistes se sont affairés à accueillir les migrants musulmans débarqués sur l'île pour leur fournir une aide humanitaire. Selon l'imâm, Kheit Abdelhafid, qui dirige aussi la structure régionale CIS, 50 000 clandestins sont passés par la mosquée pour bénéficier d'une aide.

La mosquée frériste a été inaugurée en 2012 par le maire de la ville accompagné du préfet de région. Les responsables de Qatar Charity furent présents également, Ahmed Al-Hammadi et Mohamed Al-Kuwari.

Plus au nord à Messine, un bâtiment a été acheté au bénéfice de l'organisation pour le millier de fidèles musulmans présents dans la ville, chiffre qui gonfle avec l'arrivée annuelle des canots partant de Libye. À chaque fois la structure de la

mosquée, cette fois-ci habillée en « centre culturel et cultuel », comprend outre la salle de prière, des salles de réunions, une bibliothèque et des salles faisant office de classe. Le Qatar par sa fondation a réalisé un don de 457 000 euros.

Dans la plaquette de présentation destinée aux donateurs arabes, Qatar Charity présente ainsi son action sur l'île :

« L'islam est entré sur l'île en 827 et y est demeuré 472 ans durant lesquels la région a connu la sécurité, la stabilité et le développement de toutes les sciences humaines (...) les vestiges de cette présence sont encore visibles aujourd'hui. » Le bâtiment historique du centre de Messine, poursuit la plaquette est inspiré de l'architecture islamique traditionnelle et les anciens propriétaires ont des origines arabes. »

La volonté de réislamiser la Sicile est clairement exprimée à travers les idées d'enracinement et de conversion des autochtones :

« Les projets de QC en Sicile visent à enracciner la culture islamique dans l'île et faire connaître le vrai visage de l'islam à tous ceux qui sont intéressés par cette religion et qui aimeraient s'y convertir. C'est pour ces raisons que Qatar Charity construit plusieurs centres islamiques multifonctions. »

j. Les associations liées

L'Association des imâms et des guides religieux d'Italie

Fondée à l'initiative de la mosquée de San Giovanni in Lupatoto dirigée par les Frères Musulmans, l'**Associazione degli Imâm e delle guide religiose in Italia**, forme les imâms de la confrérie en Italie. L'association s'est fait remarquer pour ses liens avec les plus extrémistes des chefs de la confrérie égyptienne comme Tareq Al Suwaidan, invité en 2016, dont nous avons vu qu'il appelle à conquérir Rome suivant la prophétie de Mahomet.

Sur les israéliens, il déclara lors d'un prêche « *Toutes les mères de la nation islamique, et pas seulement les mères palestiniennes, doivent allaiter leurs bébés avec la haine des enfants de Sion. Nous les détestons. Ce sont nos ennemis* ». En novembre 2014, le Premier ministre belge déclara que « *ce prédicateur a des croyances antisémites inacceptables et sa présence ici est une menace pour l'ordre public* » et lui refusa l'autorisation d'entrer Belgique. Il a été aussi déclaré « *personne indésirable* » en Amérique - où il a fait l'objet d'une enquête en tant que financier des Frères musulmans - et en Grande-Bretagne. Suwaidan est connu pour diriger les Frères Musulmans au Koweït, grands soutiens des djihadistes en Syrie, et possède une fortune colossale. Il est étonnant que l'Italie lui ai délivré un visa de séjour, dont il voulait profiter pour donner des conférences également dans les mosquées fréristes de Côme et Reggio-Emilia. Finalement, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Angelino Alfano, lui interdit de fouler le sol italien.

Mohsen Khochtali, chef du dialogue interreligieux de la communauté islamique de Vérone, défendit Tareq Al Swaidan, dévoilant par la même occasion l'orientation idéologique de sa mosquée.

Seul le député de la Ligue du Nord Lorenzo Fontana dénonça la venue de l'islamiste dans la presse: « *Il est inquiétant, déclara-t-il, que l'association islamique qui s'occupe de la formation des imâms, ces mêmes imâms qui prêcheront ensuite en Italie, invite un représentant des Frères musulmans dans notre pays pour un cycle de dix jours de rencontres itinérantes, un personnage qui incite expressément à la haine et au martyr contre*

*Israël et pour ses positions interdites en Belgique et malvenues dans d'autres pays*¹⁴⁵ ».

Jeunes Musulmans d'Italie

Fondé au début des années 2001 par le marocain Khalid Chaouki et le tunisien Osama al Saghir, *Giovani musulmani in Italia*, le mouvement de jeunesse directement inféodé à l'Ucoii, a essaimé depuis les mosquées de l'organisation. De plusieurs centaines dans les années 2000 il a dépassé le millier de membres depuis 2010, tout en collaborant étroitement avec les Scouts musulmans qui se rendent à ses événements. En 2004, son fondateur déclenche l'ire de l'Ucoii et des membres les plus radicaux pour avoir signé un « *Manifeste contre le terrorisme* » avec d'autres organisations musulmanes plus modérées, où est dénoncé clairement le terrorisme islamique. Les membres du bureau de GMI votèrent l'expulsion de Khalid Chaouki, au moment où celui-ci était régulièrement invité dans les médias, présentant un visage rassurant. Les Frères de l'Ucoii ne lui pardonnèrent pas la signature de ce manifeste qui avait selon eux le tort de ne pas parler du « *terrorisme* » israélien et américain. Chaouki expliqua ils « *m'ont jugé comme dans une cour médiévale* », me jugeant même « *dangereux, indigne, nuisible, incompatible avec ma communauté, ils me l'ont dit* ». Un signal « *terrible* » pour le vice-président de la communauté juive de Milan, Daniele Nahum, qui enregistre un « *changement de direction politique de l'association des jeunes musulmans, à l'opposé de celui que dirigeait Khalid* ». La coupure du dialogue avec les associations juives date de cette année 2004. Khalid Chaouki, depuis engagé au Parti démocrate, dénonce l'extrémisme dangereux des frères de l'Ucoii. Mieux vaut tard que jamais. De son côté, l'autre cofondateur de GMI, Osama al Saghir, fils d'un militant de la confrérie qui a fui Ben Ali en 1994, est devenu député et porte-parole de Ennahda, le parti des Frères en Tunisie. Son père est l'imâm de la mosquée Al Huda de Rome citée plus haut, dans le quartier de Centocelle, sorte d'ambassade des Frères tunisiens où est passée toute la direction.

Osama al Saghir, à un journal étudiant de l'Université de Padoue qui l'interviewa en février 2013,

à la question « Êtes-vous des musulmans modérés ? », répondit :

« Je n'aime pas l'utilisation de ce terme en Italie : il semble que pour être considéré démocrates, nous devions nous éloigner de notre propre foi. La force de notre mouvement, en revanche, est la suivante : il n'y a pas de contradiction entre l'islam et la liberté ».

Au journal Foglio, en 2009 (alors étudiant de 25 ans en attente de citoyenneté italienne obtenue en 2011) il déclara, avec un ton sévère d'avertissement : *« La plupart des jeunes musulmans ont grandi en Italie, mais très peu ont obtenu la citoyenneté italienne et pour cette raison, ils ont une perception déformée de la démocratie. Je crains les risques d'une dérive identitaire chez les jeunes musulmans car si vous n'appartenez à aucune nation, alors vous appartenez à la communauté religieuse, où il est plus facile d'écouter un fou qui parle des Italiens comme des infidèles ou des groupes politiques qui nient la démocratie ».*

Mais dès l'obtention de la citoyenneté italienne en 2011, il s'en alla militer politiquement dans son pays d'origine, dans le parti islamiste familial.

Une responsable de GMI à Modène, Chaimaa Fatihi, a, elle, montré son extrémisme en prenant la défense de Tareq Al Suwaidan cité plus haut, finalement interdit de séjour en avril 2016 pour extrémisme, arguant que les Israéliens opérant un « génocide » en Palestine, on ne saurait condamner le koweïtien qui appelle à les combattre. Mais Suwaidan veut exterminer les juifs dans leur ensemble : *« Rien ne peut être réalisé que par le sang. Les Juifs trouveront leur fin entre nos mains ».*

L'Association des femmes musulmanes d'Italie

L'Associazione Donne Musulmane in Italia (ADMI), dont le siège est à Pérouse, a été créé en 1985 par Zaynab Khalil, née au Koweït. L'association essaye d'expliquer aux femmes comment concilier la loi islamique et la vie en Occident, notamment à l'école, et à l'hôpital. D'après madame Khalil, la question la plus fréquemment posée par les parents est *« est-ce licite d'accepter l'invitation de nos enfants à l'anniversaire d'un camarade non musulman ? ».*

Intelligente, madame Khalil dit aux membres de l'association qu'il est possible de suivre des cours sur le catholicisme afin de le comprendre, d'accepter de se faire soigner par un médecin homme à l'hôpital s'il n'y a pas de femmes médecins. Par contre, la présidente de l'association est intransigeante sur le port du voile islamique, même lors des entretiens d'embauche des filles de l'association qui doivent être prêtes à se faire refuser un poste plutôt que de se dévoiler¹⁴⁶.

Zaynab dit représenter les femmes italiennes, mais elle a quand même tenté de déménager en Arabie Saoudite avec ses enfants, pays qu'elle a quitté simplement pour le système de santé italien, ainsi qu'elle le raconte au journal *Umbria Integra* en juillet 2018 :

« Nous avons essayé de déménager en Arabie Saoudite, nous y sommes restés 9 mois mais les enfants étaient malades. Nous sommes donc revenus. En Italie, ce sont des étrangers, en Arabie saoudite, des "Italiens" ».

Le **European Forum for Muslim Women** est la structure européenne de l'Association des femmes musulmanes d'Italie, madame Khalil raconte comment le projet fut monté :

« Le Forum européen des femmes musulmanes est un projet né en 2011, lorsque nous avons rencontré des représentants d'associations de femmes musulmanes en Suisse. Nous étions 16 associations à travers l'Europe. Il a fallu 4 ans pour former un véritable "forum". En 2015, nous avons tenu une réunion à Bruxelles pour le lancer et maintenant nous avançons pour nous réunir sur les questions les plus actuelles de notre société.

Nous prévoyons de suivre avec ADMI, le projet Aisha, déjà lancé à Milan par ma fille Sumaya (Sumaya Abdel Qader, né en 1978, est actuellement conseiller municipal dans la municipalité de Milan - ndlr). Le projet s'adresse aux jeunes femmes et filles musulmanes qui souhaitent des conseils sur la manière de se comporter en famille, en société, en Italie et en Europe. »

L'ADMI participe à des prières et manifestations de rues comme en 2008 lors d'une manifestation pour la Palestine, sur la place de la cathédrale du Duomo à Milan, où les manifestants montèrent sur la statue équestre de la place avec des drapeaux et organisèrent une immense prière¹⁴⁷.

k. Le Conseil pour les relations avec l'islam

Prenant la suite du Comité pour l'islam italien de 2010, initiative du gouvernement afin de donner des interlocuteurs officiels à l'islam en Italie, le **Consiglio per le relazioni con l'Islam** fut monté en 2016, avec pas moins de 7 sièges sur 15 dévolus aux Frères Musulmans de l'Ucoii. Une de ses décisions a été de créer un registre officiel des imâms en Italie. Ses membres ont signé en février 2017 un pacte national pour un islam italien dans le but de « créer un islam italien légitime et civilisé » par la formation d'imâms (avec la contribution du ministère de l'Intérieur et des universités d'État), l'utilisation de l'italien dans les sermons et le dialogue territorial interreligieux et interculturel, y compris l'accès des non-musulmans aux mosquées, ce qui ne

correspond à aucune demande significative. Les universités comme nous l'avons vu prodiguent des formations concernant la connaissance du droit italien, mais le risque est de créer des chaires d'islamologie détenues par des musulmans dans les universités.

Pour clore ce chapitre italien, il faut garder à l'esprit la confiance du dirigeant de l'Association des Musulmans italiens, Abdul-Hadi Palazzi, faite au Père libanais Samir Khalil qu'il relate dans son livre Cent questions sur l'islam. Le responsable musulman alerte sur la confrérie égyptienne en livrant une de ses grandes stratégies : l'envoi régulier d'étudiants et de travailleurs diplômés en Europe afin de pénétrer toutes les strates sociales.

Légendes

128. *Saudi Sheikh Aed Al-Qarni Apologizes For Previously-Held Radical Views, Says: I Am Now One of KSA's "Swords"; Some Saudi Scholars Are Paid By Qatar to Preach Extremism*, Rotana Khalijiya T, traduction institut MEMRI, 6 mai 2019.

129. Un hadith est un propos ou geste de Mahomet rapporté par ses contemporains, puis consigné par des traditionnistes.

130. (Ahmad 2/176, ad-Dârimi 1/126, et Al-hâkim 3/422)

131. <http://www.cai-milano.it/>

132. Sur ce mouvement islamiste turc, lire notre ouvrage *Mosquées Radicales* (éditions DMM, 2016).

133. Magdi cristiano Allam, Quel minareto a Milano E' un altro passo verso l'islamizzazione, *Il Giornale*, 24 avril 2011.

134. *Il Giornale*, 6 septembre 2009.

135. Mahmoud El Abiary dirige les médias européens de la confrérie islamiste, et entretient des liens étroits avec les islamistes pakistanais du Jamaat-e-Islami.

136. http://centroislamico.it/messaggero/booklets/207_booklet.html#page/27

137. Institut Européens des Sciences Humaines.

138. Publication du 20 mai 2017, page Moschea Grande di Ravenna.

139. Voir *Mosquées Radicales, ce qu'on y dit, ce qu'on y lit*, éditions DMM, 2016.

140. Abû Bakr A-Jazâ'irî, *La Voie du Musulman*, éditions Maison d'Ennour, 2011, page 271.

141. *Allah Alone is Sufficient for Me* - Sh-Aidh Al Qarni, Youtube, 14 janvier 2013.

142. Statut Facebook de Bakir Ousmani du 8 janvier 2016.

143. Propos rapportés par *La Nazione* du 14 décembre 2017.

144. Propos rapportés par *La Nazione* du 14 décembre 2017.

145. <https://www.oasiscenter.eu/it/intervista-amin-el-hazmi-morgan-ghidoni>

146. Lorenzo Fontana cité dans *Corriere del Veneto*, 2 Avril 2016.

147. <https://www.umbriaintegra.it/lass-donne-musulmane-ditalia-intervista-zaynab-khalil/>

148. Voir la vidéo Youtube intitulée ADMI - Associazione Donne Musulmane d'Italia - Attivita' 2008

LES FRÈRES MUSULMANS EN ESPAGNE

La multiplication du nombre des mosquées en Espagne connaît un rythme soutenu. En 2018, l'Observatoire du pluralisme religieux en Espagne révélait que 46 nouvelles mosquées ou salles de prières furent créées en l'espace de six mois seulement! 1 632 mosquées au total dans le pays, avec une concentration plus forte en Catalogne, la région de Valence et l'Andalousie.

L'Espagne, à l'inverse de la France avec l'UOIF et l'Italie avec l'UCOII, n'a pas d'organisation nationale d'envergure fédérant les Frères Musulmans, et ceux-ci sont plus des individualités rayonnant localement ou faisant des navettes entre le Maghreb et l'Europe, l'Espagne étant une porte d'entrée.

Alexandre del Valle et Emmanuel Razavi informent dans leur livre *Le Projet* des premières semences instillées par la confrérie en Espagne: « Dès 1971, un syrien natif de Homs, dénommé Nizar Ahmad al-Sabbagh, installé à Grenade, ville symbolique, créa une maison d'édition, *The Islamic House* qui publiait notamment les textes de Hassan al-Banna, Saiyyd Qutb ou Abou Ala al-Mawdoudi. Ce fut là l'un des premiers actes fondateurs de La Confrérie en terre ibérique¹⁴⁸. »

Historiquement, l'Espagne avec la Catalogne en particulier, ont toujours été des foyers de djihadistes pour le GIA dans les années 80/90 et d'Al Qaida dans les années 90/2000.

Des passerelles existantes entre Al Qaida et les Frères Musulmans, et certains personnages de la confrérie sont allés plus loin que le simple activisme prosélyte.

Mustafa Setmariam Nasar (Abu Musab al-Suri), Frère musulman syrien, s'installa en Espagne à la fin des années 80. Il put acquérir la nationalité espagnole en se mariant avec une Espagnole. Ses liens avec le

GIA d'Algérie et les talibans d'Afghanistan montre que les djihadistes n'opèrent pas en vase clos et savent transcender les tendances lorsqu'il s'agit de combattre les non musulmans. Sa photo paraît en 2010 dans le premier numéro d'Inspire, le bulletin d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique en anglais, avec un article publié sous le nom d'Abu Mu'sab al-Suri. Il fut arrêté en 2005 au Pakistan. Il est un des principaux théoriciens djihadistes contemporains, son livre de 1 600 pages, *L'Appel islamique à la résistance globale*¹⁴⁹. Dans ce livre, Nasar (ou Al Suri) propose que la prochaine étape du djihad soit caractérisée par le terrorisme créé par des individus ou de petits groupes autonomes (ce qu'il appelle « résistance sans chef ») qui épuisera l'ennemi et préparera le terrain pour l'objectif beaucoup plus ambitieux de faire une guerre conventionnelle avec un « front ouvert ».

Autre Frère musulman syrien réfugié en Espagne dans les années 80, Imad Eddin Barakat Yarkas, alias Abu Dahdah, a été un des meneurs du « réseau syrien » qui a recruté des djihadistes pour le théâtre bosniaque, en finançant les armes et en s'occupant des faux papiers. Un réseau structuré, donc, qui avait même tenté de prendre le contrôle de la mosquée madrilène de Tetuan sous le nom de « Alliance islamique » avec le cheikh Salah comme référent religieux. Impliqué dans le réseau Al Qaida, Abu Dahdah fut condamné en septembre 2005 à 27 années de prison en tant que principal cerveau. La sentence explicite que le réseau avait envoyé ses hommes dans plusieurs mosquées afin d'imposer leur vision ultra de l'islamisme. Il faut dire que Dahdah a eu de nombreux échanges téléphoniques avec l'idéologue d'Al Qaida Abu Qatada, et qu'il multipliait les voyages mystérieux en Orient.

En 2004, c'est le correspondant syrien de la chaîne des Frères Musulmans *Al-Jazeera* basé en Espagne,

Taysir Alouni, qui fut emprisonné pour liens avec Al Qaida. La chaîne qatarie prit la défense de son « journaliste » avec véhémence, dénonçant une atteinte à la liberté de la presse et fustigeant l'Espagne. Mais les sept années de prison dont il a écopé furent bien ajustées par l'Audiencia Nacional, étant donné ses liens étroits avec le réseau terroriste dans la péninsule ibérique. L'opération Tigris de la police espagnole en 2004 a mis à nu le réseau dirigé depuis la Syrie, majoritairement composé en Espagne de marocains.

Les Frères Musulmans tunisiens ont, eux, investi au début des années 2000 la mosquée de Valence, connue sous le nom de Centre Culturel islamique de Valence, dirigé par Ridha Barouni, suspecté par les autorités espagnoles d'avoir des liens avec des organisations terroristes soudanaises.

D'ailleurs, c'est dorénavant à Valence que la **Liga Islámica para el Diálogo y la Convivencia en España** (Lidcoe) a domicilié son association, liée à l'Union des organisations islamiques d'Europe. Cette ligue tente de fédérer un maximum de mosquées. Certains de ses membres travaillent également pour Islamic Relief Espagne, et d'autres membres font également partie des Frères tunisiens de Ennahda.

Sur la page accueil de Lidcoe en septembre 2020, on pouvait lire l'accroche d'un article « *Je suis journaliste, musulmane, et en burkini, et alors?* ».

Cette petite ligue comprend le Centre culturel islamique catalan de Barcelone, dirigé par Salem Ben Amara, qui a reçu selon un rapport du CNI (Centre national d'investigation), 300 000 € du Qatar pour s'agrandir. Également membres le Centre islamique An Nour de Ripoll, et la mosquée ArRisala de Saragosse, entre autres.

Le centre Tayba de Madrid est aussi un des piliers du réseau. Destiné à former la jeunesse musulmane de la capitale espagnole, « *l'association de jeunes musulmans Tayba* » possède un site Internet proposant une liste de livres islamiques en téléchargement.

Un livre en espagnol intitulé *Islam, un mode de vie*, non signé, vraisemblablement écrit par une tête pensante de la confrérie en Espagne, explique les différences entre les démocraties occidentales et la « démocratie » islamique :

« Ce qui distingue la démocratie islamique de la démocratie occidentale, c'est que si la seconde est basée sur le concept de souveraineté populaire, la première est basée sur le principe du Califat populaire. Dans la démocratie occidentale, le peuple est souverain, dans l'Islam la souveraineté est conférée à Dieu, le peuple est ses califes ou ses représentants. Dans le premier, les gens apportent leurs propres lois, dans le second, ils doivent suivre et obéir aux lois ("Charia") données par Dieu à travers Son Prophète.

Dans l'un, le gouvernement s'engage à exécuter la volonté du peuple; dans l'autre, le gouvernement et les gens qui le forment doivent tous réaliser le dessein de Dieu.

En bref, la démocratie occidentale est une classe d'autorité absolue qui exerce ses pouvoirs de manière libre et incontrôlée, tandis que la démocratie islamique est soumise à la loi divine et exerce son autorité conformément aux commandements de Dieu et dans les limites prescrites pour lui. »

L'aspect totalitaire de l'Islam de la confrérie est bien restitué :

« La "Charia" prescrit des directives pour la régulation de notre vie individuelle et collective. Ces directives abordent des sujets aussi variés que les rites religieux, les affaires sociales et économiques, l'administration des droits et devoirs des citoyens, le système judiciaire, les lois de la guerre et de la paix et les relations internationales. En bref, il englobe tous les différents départements de la vie humaine. [...]

Une autre caractéristique remarquable de la « Charia » est qu'il s'agit d'un tout organique. Tout le projet de vie proposé par l'Islam est animé du même esprit et donc, toute division arbitraire du projet finira par endommager l'esprit ainsi que la structure de l'ordre islamique. À cet égard, il peut être comparé au corps humain qui est un tout organique »

Le chapitre suivant est logiquement intitulé « La proposition d'un État islamique », évidemment idéal pour les Frères, extrait :

« Dans l'Islam, le but de l'État n'est pas seulement l'administration politique, ni d'accomplir à travers elle la volonté collective, ou d'un groupe particulier de personnes. Bien plus, l'Islam requiert un idéal de haute élévation et vous devez utiliser tous les moyens à votre disposition pour créer cet État islamique. »

La violence pour établir cet État n'est pas exclue a priori.

La conclusion coule de source pour le fidèle : « *En gardant ce schéma en vue, cet État islamique peut planifier son bonheur programmé à chaque époque et en toutes circonstances.* »

Ce livre est en espagnol, en consultation ouverte sur le site de Tayba, ce qui laisse songeur sur le contenu de tous les livres islamiques en arabe également proposés.

Cette vision de la Charia comme loi normative suprême dans tous les domaines se retrouve aussi dans journal gratuit « Islam Hoy » édité par la Communauté islamique d'Espagne, dont le siège social est à la Grande Mosquée de Grenade, la plus importante d'Andalousie :

« *Que se passe-t-il avec le pouvoir législatif? En islam il n'existe pas. En islam la Loi vient d'Allah. L'alternative procède du nihilisme et de la pure convenance (...) En islam prévaut la fysis ("loi naturelle") sur le nomos ("loi positive")*¹⁵⁰. »

Les sorties en groupe de Tayba se focalisent sur le patrimoine islamique de l'Espagne, seul digne de visites culturelles. Que ce soient les Alcazar de Saragosse et Ségovie, les vestiges musulmans de Madrid, il s'agit d'imprimer l'idée que l'Espagne est foncièrement un pays musulman.

Le réseau renvoie aussi vers l'association de femmes musulmanes Achime fondé en 2012, dont l'objet est d'aider les femmes à vivre en tant que musulmanes dans la société espagnole. Sorties, retraites spirituelles, vacances en commun forment l'unité du groupe, où 90 % des femmes sont voilées.

Malgré la doctrine diffusée, le Ministère de la Justice espagnol a remis son prix « *Pluralisme et vivre ensemble des entités religieuses* » à l'association Tayba le 15 juin 2018. Durant la cérémonie, toutes les femmes de l'association étaient voilées.

Proche de l'association islamiste où elle publie ses tribunes, la conseillère municipale de Madrid Maysouns Douas, est la première musulmane à accéder à cette assemblée locale. Née de parents marocains, portant son voile comme un étendard, elle s'engouffre dans les thématiques à la mode pour faire parler d'elle : « *je suis féministe musulmane, entrepreneuse, activiste sociale et experte en innovation* », à quoi elle ajoute s'engager pour « *l'innovation en mobilité sociale* » explique-t-elle

au média *Arabnews* en mai 2020.

Ce docteur en physique, mère de quatre enfants, tente de séduire l'électorat de cadres supérieurs de Madrid en truffant son discours de concepts à la mode : « *Mon objectif est de faire de Madrid une ville au caractère plus innovant en la rendant plus accueillante pour les startups disruptives et technologiques* ». L'autre volet de son discours est d'imposer l'idée de « discrimination positive », de « *la diversité comme une valeur* », et de combattre les « *préjugés contre les musulmans* ». Se disant combattante pour le droit des femmes, elle ne dit évidemment mot sur l'inégalité de l'héritage entre hommes et femmes prévu par la charia et réaffirmé par le président tunisien à l'été 2020, sur l'imposition du port du voile, ainsi que la répudiation prévue par le droit marocain.

Une formidable réussite d'entrisme dans le groupe politique **Madrid Mas** se revendiquant de la gauche « féministe et progressiste », préfigurant de beaux jours pour l'islamo-gauchisme au-delà des Pyrénées.

Le responsable de la très institutionnelle **Fédération des Entités Islamiques d'Espagne**, équivalent du CFCM français, Mansur Abdusalam Escudero, n'est peut-être pas frériste mais semble être sur la même ligne :

« *L'incessante venue d'immigrés par le détroit, la basse natalité espagnole, l'ouverture des intellectuels hispaniques à l'Islam, la désertification progressive de l'Andalousie [font que] seuls un gouvernement de crétiens intégraux ou de fanatiques religieux [catholiques] ne prévoient pas que l'Andalousie sera sous peu un paysage islamique sous la férule du Maroc*¹⁵¹. »

Le principal mouvement islamiste marocain, **Justice et bienfaisance**, dont la mort du leader charismatique Cheikh Abdessalam Yassine en 2012 a été pleuré par tous les sites musulmans francophones (*Oumma*, *Saphirnews*) recommandait d'« avoir beaucoup d'enfants avec des femmes espagnoles », rapporta un reportage du quotidien *El Mundo* du 28 février 2010 sur son expansion en Espagne.

Le Parti **Justice et Bienfaisance** est une sorte de synthèse entre salafisme et Frères musulmans, le cheikh Yassine dans sa lettre de défi à Hassan II en 1974 lui enjoignant d'islamiser totalement le pays intitulée *L'islam ou le déluge*, citait en référence les Frères Hassan al-Banna et Sayyed Qutb. Yassine,

qui demandait au Roi du Maroc de le prendre comme ministre des Affaires islamiques, fut interné 24 mois en asile psychiatrique. Il est important de souligner que Abdallah Yassine a été formé par un maître soufi, comme Hassan Al Banna, démontrant la porosité entre soufisme et islamisme. La diaspora marocaine étant très importante en Espagne, le courant de **Justice et Bienfaisance**, dorénavant présidé par la fille du fondateur, est un frein majeur à l'intégration, sans même parler d'assimilation.

Dans la ville de Fuengirola, une figure du frérisme gère la Communauté islamique de Sohail (nom du fort historique arabe de Fuengirola), Fuad Kamal Mostafa, préside aussi l'instance d'avis juridiques Masjid Al-Fatwâ péninsule, a écrit un ouvrage *La Mujer en el Islam*, dans lequel il énumère les « méthodes licites » pour corriger physiquement les femmes...

Le spécialiste espagnol de l'islamisme Javier Yague a consacré une étude sur l'évolution de la confrérie en 2019 sur l'*Observatorio del terrorismo* :

« Les Frères musulmans continuent d'essayer d'étendre leur "fief" en Espagne, comme en témoigne l'arrêté d'expulsion émis contre Alaa Mohamed Said, président de l'Union islamique des imâms et guides d'Espagne, pour avoir tenté de convertir l'oratoire dans lequel il pratiquait en tant qu'imâm, (siège de la communauté islamique al-Firdaws, à Logroño), en un centre de diffusion du message des Frères musulmans (il aurait également reçu des fonds d'une valeur de 1,5 million d'euros du Qatar pour entreprendre cette mission).

Les fonds de ces centres et organisations, ainsi que d'autres projets (Collège islamique de Valence) proviennent principalement du Qatar et d'associations caritatives islamiques telles que le Secours Islamique ou d'autres tels que Islamic Appeal, ainsi que d'autres organisations. dans le monde liés aux Frères musulmans ou à des mouvements apparentés. »

Les dernières années montrent un intérêt croissant du Qatar pour fomentier la confrérie dans la Péninsule. Les journalistes Razavi et Del Valle analysent dans leur essai *Le Projet* :

« Preuve de l'importance de l'Espagne aux yeux des Frères musulmans: leur nouveau chef spirituel qatari, Jassim Sultan, s'y est déplacé personnellement à l'invitation des Communautés islamiques de Catalogne, notamment à l'occasion de leur congrès en 2015. L'objet des débats a par exemple concerné la « participation citoyenne des musulmans dans la société ». Sa venue correspondait à un moment charnière, puisque son sponsor émirien – également sponsor du Barça – redouble d'efforts pour se rapprocher des milieux d'affaires à Barcelone, mettant notamment en place, via Al-Jazeera, des partenariats dans le domaine du sport avec le groupe audiovisuel Mediapro, spécialisé dans l'acquisition des droits télévisés liés au football. S'en est d'ailleurs suivi depuis cette période une valse de lobbyistes, investisseurs et autres agents d'influence dans la capitale catalane mais aussi dans la province de Valencia, tous en lien, de près ou de loin, avec des membres de l'organisation au Qatar ou en France. »

Légendes

148. Emmanuel Razavi et Alexandre del Valle, *Le Projet*, éditions de l'Artilleur, 2019, page 214 de la version Kindle.

149. *Da'wat al-muqawamah al-islamiyyah al-'alamiyyah*

150. Numéro de novembre 2013 de « Islam Hoy », acheté sur place par les auteurs.

151. Rapporté par les professeurs Barquero Cabrero et Ramos Fernandez dans leur ouvrage *El Islam a las puertas de Europa*, éditions Furtwangen, 2011.

LES FRÈRES MUSULMANS EN GRANDE BRETAGNE

L'implantation des Frères Musulmans en Grande-Bretagne doit s'observer concomitamment avec celle de ses alliés les plus proches, partageant la même doctrine et mutualisant avec la confrérie ses infrastructures et sa propagande. Il s'agit de la mouvance Jama'at-e-Islami, fondée au Pakistan en 1941 par Abul Ala Mawdoudi, doctrinaire très proche de Saïd Ramadan qui reproduira ses écrits dans le mensuel de la confrérie **Al Muslimun**. Ses principaux ouvrages qui font référence encore aujourd'hui chez les Frères, incitent à mener une action révolutionnaire violente pour installer des états islamiques :

« L'islam souhaite détruire tous les États et Gouvernements sur la face de la terre qui s'opposent à l'idéologie et au programme de l'Islam quels que soient le pays ou la Nation¹⁵². »

L'aspect totalitaire du programme est reconnu par Mawdoudi dans un autre ouvrage :

« Toute chose dans l'univers est "Musulman" car obéissant à Dieu en se soumettant à Ses lois (...). L'Islam signifie politique, économie, législation, science, humanisme, santé, psychologie et sociologie¹⁵³. »

Ses idées eurent une influence décisive sur la radicalisation du Pakistan, dont le président Zia ul-Haqq (présidence de 1978 à 1988) fut le maître d'œuvre en inscrivant par ordonnance nombre de lois chariatiques dans le Code pénal, et favorisant les écoles coraniques d'État. Cette politique d'islamisation totale du Pakistan (peines de flagellation pour relations hors mariage, peine de mort pour blasphème, etc.) fut mise en place avec le concours du Jama'at-e-Islami.

Un des proches disciples de Mawdoudi (mort en 1979), Kurshid Ahmad, voulut implanter en Grande-Bretagne un institut de formation

afin d'infuser la doctrine du mouvement dans la diaspora indo-pakistanaise déjà nombreuse lors de son établissement en 1961. Ce fut d'abord la « Mission islamique » chargée de diffuser la doctrine (*Daawa*) par la prédication, dont le siège fut à Islington au nord de Londres et qui compte aujourd'hui 49 branches encadrant l'éducation de milliers de jeunes. Puis l'édification de grandes mosquées comme celle de East London Mosque, devenue le nouveau siège. Puis, en 1973, la création de la fameuse Islam Foundation sise à Leicester, équivalent de l'Institut Européen des Sciences Humaines en France, l'école de charia de l'UOIF. Leicester, devenu le centre intellectuel anglophone des islamistes, hébergea durant un an Tariq Ramadan en 1996, l'année qui suivit la mort de son père Saïd, ami de la mouvance Jama'at. Tariq Ramadan profita de l'environnement studieux et du fonds documentaire de l'Islam Foundation pour écrire son livre « Être un Musulman européen » aux éditions de la même fondation. Cette période sera charnière dans la mesure où son père disparu, il se prépara à reprendre le flambeau de la propagation et même le porte-parole informel des Frères Musulmans pour l'Europe.

Les liens étroits avec les Frères Musulmans arabes ont donc toujours perduré, d'autant que les seconds, numériquement moins nombreux outre-manche, ont toujours eu besoin de l'appui des infrastructures des premiers.

C'est avec l'aide de la Jama'at-e-Islami asiatique que les Frères ont pénétré nombre d'institutions académiques, comme l'Institut islamique de Londres, dirigé par feu Kalim Siddiqui (1931-1996), citoyen britannique d'origine indienne qui « se bat(tait) pour que les musulmans en Angleterre puissent appliquer les principes de la vie coranique, y compris la polygamie, le divorce

immédiat, l'abolition de la mixité dans l'éducation, et des écoles publiques musulmanes¹⁵⁴ ».

Un des pionniers de l'implantation des Frères Musulmans en Angleterre, l'égyptien Kamal Helbawy (né en 1939), a d'ailleurs dirigé la chaire d'études arabes à l'Institut d'études arabes de Kurshid Ahmad au Pakistan. Il y donna des conférences sur la fameuse *Daawa'*, avant de mettre celle-ci en musique en Europe en fondant la **Muslim Association of Britain** (MAB) en 1997. Déjà très expérimenté par la direction de la Muslim Welfare House à Finsbury Park au début des années 80, par son engagement en Afghanistan, et premier directeur de la fameuse World Assembly of Muslim Youth de l'Arabie saoudite en 1972, il fut naturellement choisi par le conseil de consultation (*shura*) des Frères pour lancer la branche de la confrérie en Grande-Bretagne. Il fut par ailleurs directeur d'études à la fondation de Leicester lors de son premier séjour anglais des années 80, la confusion entre Jama'at e islami et la confrérie égyptienne est décidément tenace.

Il faut rappeler aussi sa présence au sein du très influent Muslim Council Of Britain (MCB) en 2000 et 2004, en tant que membre fondateur de cette fédération de 250 organisations islamistes qui avait - avant que sa nature extrémiste ne soit devenue évidente - l'oreille attentive du gouvernement, longtemps présentée comme organisation représentative des musulmans du royaume. Largement financé par les autorités britanniques jusqu'en 2007, le MCB s'est auto-discrédité par des prises de positions extrémistes de ses membres, comme son secrétaire aux relations presse Inayat Bunglawala pour qui Ben Laden fut un « combattant de la liberté », propos tenus seulement cinq mois avant le onze-septembre 2001... Il fallut qu'un documentaire diffusé en prime time sur la BBC diffuse les enregistrements d'imâms de l'organisation affirmant que la guerre contre le terrorisme de Tony Blair était « une guerre contre l'islam » pour que la nocivité de cette fédération de mosquées soit devenue évidente aux yeux du plus grand nombre. Dans ce même documentaire, l'imâm de Birmingham affirma sur les attentats de Londres en 2005 que « la version officielle des attentats du 7 juillet n'a aucun sens ». Puis, comme si cela ne suffisait pas, à l'été 2006, le secrétaire-général du MCB Muhammad Abdul Bari, défendit publiquement les mariages arrangés comme un « système magnifique », en pleine polémique sur les crimes

d'honneur dans la communauté musulmane en Angleterre.

La parenthèse du MCB étant terminée, revenons à la **Muslim Association of Britain** (MAB) créée pour être totalement acquise aux Frères Musulmans. Selon le spécialiste de la confrérie Lorenzo Vidino « *La MAB est la quintessence de la nouvelle organisation des Frères Musulmans en Occident dans ses origines, idéologie, connexions et méthodologie*¹⁵⁵ ». Parmi les dirigeants on retrouve Mohamed Sawalha, membre du comité politique de l'**Organisation Internationale des Frères Musulmans** (Tanzim Al-Dawil), Anas al Tikriti, dont le père Osama est le chef de la branche irakienne des Frères (Parti islamique d'Irak), et Azzam Tamimi ancien chef du groupe parlementaire des **Frères en Jordanie** (Islamic Action Front). L'équipe, très professionnelle, va alors s'engager dans la création d'une myriade d'associations, de magazines, de télévisions locales et promouvoir ses conférenciers-prédicateurs.

Mahmoud El-Abiary, naturalisé autrichien bien que né en Égypte, passe pour être le secrétaire général de l'Organisation internationale des Frères Musulmans (**Tanzim Al-Dawil**), choisit également l'Angleterre comme base de prédication. Il est entre autres le directeur de la publication de l'hebdomadaire des Frères, *Risalat al-Ikwan* (La lettre des Frères).

Cette machine de propagande devait dans un premier temps dépasser son identité arabe pour toucher un maximum d'asiatiques musulmans, puis vint l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre l'Afghanistan et l'Irak, événement qui fut une opportunité en terme de communication.

Ses 400 membres réussirent le tour de force de rassembler 15 000 musulmans (selon la police) dans le centre de Londres en avril 2002 lors d'une manifestation contre la politique israélienne, où aux côtés des drapeaux du Hamas et du Hezbollah bien visibles, des drapeaux israéliens et américains furent brûlés consciencieusement. La MAB avait évidemment invité ses amis du MCB et de la Mission islamique à participer, et les observateurs furent « bluffés » par tant de professionnalisme dans l'organisation. Les organisations de gauche comme le Parti des Travailleurs socialistes, le Parti communiste à la tête des activistes de gauche dure avaient, elles, créé le Stop The War Coalition (STWC) quelques mois auparavant qui vint se

greffer au cortège. Mieux, après l'événement, émerveillée, la direction du STWC proposa à la Muslim Association of Britain de la rejoindre. Décision qui fut difficile à prendre étant donné que la coalition de gauche comportait en son sein des marxistes athées, des homosexuels... On s'entendit sur une alliance équitable et non une absorption, avec la condition que la nourriture lors des prochains événements soit *halal*, que les sexes ne soient pas mélangés et que des espaces prières soient aménagés. Le Stop The War Coalition accepta le *deal* et c'est ainsi qu'une remarquable coalition rouge-verte annonciatrice du phénomène « islamo-marxiste » s'opéra, illustrant le bien-fondé des thèses du politologue Alexandre del Valle.

Le combat du Hamas pour une « Palestine libre » s'inséra alors dans les slogans des prochaines manifestations du STWC. La haine commune contre Israël et états-uniens fit aplanir les dissensions profondes et le slogan adopté pour la manifestation de septembre 2002 fut « Pas de guerre en Irak: Justice pour la Palestine ». La même année, au Caire, les Frères Musulmans organisèrent la première « Conférence internationale anti-sioniste », où comme le titre l'indique, il s'agit de réclamer la disparition pure et simple de l'État-nation israélien, avec la participation d'extrémistes de gauche européens.

Puis, en 2004, l'alliance entre le marteau et le cimeterre se concrétisa dans le mouvement politique RESPECT/The Unity Coalition, qui se présenta aux élections municipales londoniennes et aux européennes en 2004, confortés par une étude montrant que les nombreux électeurs musulmans du Labour se détournent de ce parti suite à l'aventure militaire de Tony Blair en Irak. Des députés de l'aile gauche du Parti travailliste (Labour) comme Georges Galloway et la chef du Parti socialiste des travailleurs Lindsey German, furent candidats aux côtés de la journaliste - convertie à l'islam après sa séquestration par les Talibans - Yvonne Ridley, et les candidats islamistes du MAB! Les résultats frémirent dans les zones à fortes concentration musulmane, mais seul Georges Galloway obtint un siège aux élections nationales de 2005 en se présentant à East London.

La vraie victoire des Frères Musulmans du MAB en 2004 fut d'organiser un colloque du Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche sous la présidence du Yussûf Al-Qaradâwî, qui, dans la foulée, fut invité officiellement à l'Hôtel de ville

par le maire travailliste Ken Livingston! Une conférence de presse surréaliste y fut donnée par le maire de Londres aux côtés donc du chef spirituel des Frères Musulmans, durant laquelle ce dernier critiqua vertement la nouvelle loi française d'interdiction du port du *hijab* dans les collèges et lycées. La tribune médiatique offerte était inespérée pour le MAB.

Quelques voix dont des organisations juives et homosexuelles s'indignèrent de cette déférence pour celui qui souhaite détruire Israël et tuer les homosexuels, mais le maire de Londres le défendit bec et ongles:

« *Un des plus éminents et modéré savant Musulman dans le monde* », rien que ça, ajoutant « *Cheikh Qaradawi a je pense un positionnement similaire au Pape Jean XXIII. Un islamiste absolument sain* ». Les critiques le visant, toujours suivant Livingstone, ne sont rien d'autres qu'un « *éclat hystérique de racisme et d'islamophobie* ».

Seulement deux semaines avant sa venue, Qaradawi disait dans sa propre émission télévisée d'Al-Jazeera que « *La tyrannie des juifs en tant que secte est claire, ce qui signifie qu'alors qu'il ne peut exister des juifs en Occident qui sont oppresseurs et d'autres non, leur tyrannie est manifeste, énorme et inégalée* ». Et un mois seulement avant son séjour londonien dans une mosquée de Doha, il invoqua le ciel contre les Juifs: « *O Dieu, occupe-toi de nos ennemis, les ennemis de l'Islam. O Dieu, occupe toi des usurpateurs, oppresseurs et tyranniques Juifs*¹⁵⁶. »

Le partenariat entre la mairie de Londres et les Frères du MAB n'en resta pas là, en 2006, les islamistes organisèrent une foire intitulée Islam Expo sur le modèle des rassemblements annuels de l'UOIF au Bourget en France, avec une subvention de 200 000 pounds décidée par Ken Livingston. Le maire se présenta à la cérémonie d'ouverture avant que les prédicateurs de la confrérie animent les conférences.

Voilà comment 400 Frères Musulmans actifs ont pu organiser en moins de dix ans d'activité des événements avec une couverture médiatique nationale et rallier le maire « progressiste » d'une des plus grandes capitales européennes. Un coup de maître.

Les électeurs londoniens sanctionnèrent cependant dans les urnes Livingston en 2008, qui céda sa place à Boris Johnson, moins enclin à ce type d'alliances contre nature.

Les années suivantes, la pression islamiste a fait reculer dramatiquement la liberté d'expression au Royaume-Uni. Le directeur de la BBC reconnu en 2013 traiter le sujet de l'islam avec beaucoup plus de retenue que le christianisme car « les musulmans sont violents ». *Channel 4*, chaîne concurrente, ne diffusa pas un documentaire sur la vie de Mahomet réalisée avec un historien de Cambridge, afin de respecter la demande de censure d'associations musulmanes. Le totalitarisme islamique a déjà gagné de nombreuses batailles en Europe, dont la plus cruciale, celle de la liberté d'expression. Le quotidien *The Telegraph*, en janvier 2013, évoqua un nouvel épisode d'autocensure, La BBC a coupé un passage d'une pièce de théâtre sur les crimes d'honneur dans la communauté musulmane afin d'éviter « de déformer potentiellement la position de la majorité des musulmans britanniques à l'égard des crimes d'honneur ». La dramaturge Gurpreet Kaur Bhatti, qui a été invité à modifier une ligne dans sur Radio 4, a accusé d'« extraordinaire » la censure requise par la production.

La Cordoba Foundation

Anas Altikriti, qui a présidé la MAB, s'est surtout concentré sur son organisation d'influence, reconnue d'utilité publique, la Cordoba Foundation, qui prône le multiculturalisme sur le modèle d'Al-Andalus, et publie des rapports sur « l'islamophobie », trouvant l'appui de « forces progressistes », antiracistes et tiers-mondistes. Le spécialiste de l'islamisme Samir Afghar, qui distingue trois « courants d'expression » de la pensée des Frères musulmans, classe pourtant Altikriti parmi ceux qui sont sous l'autorité du Guide suprême de la confrérie.

Dans un tweet du 11 juin 2012, Altikriti n'a pas démenti sa proximité avec le Hamas puisqu'il informa ses abonnés de son déjeuner avec le « premier ministre palestinien », Ismail Haniyé, à la tête du Hamas. Le site *Hurry Up* a conservé une photo postée par Altikriti où il posait, souriant avec Haniyé, mais qui ne figure plus sur son « fil twitter ». Rappelons enfin qu'Altikriti, « porte-parole et lobbyiste des Frères Musulmans en Grande-Bretagne », était dans le panel de « témoins » invités par le parlement britannique lors de son enquête sur l'islam politique et les Frères. Un échange entre Altikriti et l'un des députés du parlement mérite qu'on le reproduise :

Nadhim Zahawi: – Dans votre soumission par écrit, vous êtes bien disposés envers les Frères musulmans et vous êtes (...) perçu comme ayant des liens organisationnels avec eux. Mais ai-je raison en ne vous en reconnaissant pas membre ?

Dr Altikriti: – Je crois que “perçu” est le mot magique dans votre question. L'on perçoit qu'il y a des liens organisationnels. Il n'y a pas de lien au niveau de l'organisation avec les Frères musulmans. Mais il est clair que l'idéologie des Frères symbolise quelque chose dans une région qui est privée d'humanité, de démocratie et de libertés civiles depuis un siècle au moins et qui en a grand besoin. La base idéologique des valeurs islamiques devant pénétrer toutes les sphères de la vie, en particulier en politique, dans le cadre d'une transformation et d'une réforme pacifique de la société et des Gouvernements, incluant chacun et n'excluant personne – oui, cette base idéologique, je la partage entièrement.

Nadhim Zahawi: – Mais vous n'êtes pas membre des Frères Musulmans où que ce soit ?

Dr Altikriti: – Eh bien, en Grande-Bretagne nous n'avons pas de Frères Musulmans. Nous n'avons pas d'organisation Frères Musulmans. Ceci est mon pays; j'appartiens à ce qu'il y a comme organisation ici. Et la plus proche qui soit des Frères Musulmans et qui épouse les principes de base de l'idéologie des Frères, est la Muslim Association of Britain, dont je suis un membre fondateur, dont j'étais président, et dont je suis le chairman »

East London Mosque

La Mosquée de l'Est londonien, East London Mosque, est une institution pour les Frères Musulmans d'Europe. À tel point que la direction du collège et lycée Ibn Khaldoun de Marseille, école de l'UOIF, y emmena ses élèves en voyage à Londres comme l'atteste une photo mise en ligne par la direction le 4 avril 2016.

Membre du Conseil Musulman de Grande-Bretagne, la « mosquée de l'Est londonien » a accueilli pour des conférences Abdurraheem Green, qui s'y illustra pour avoir déclaré aux fidèles: « *la démocratie est antithétique avec l'islam* ». Autre conférencier sulfureux, Anwar al-Awlaki, qui donna une série de conférences en 2003 dans l'établissement, connu pour afficher son

soutien aux djihadistes somaliens, les « shebabs » qui ont prêté allégeance à Al Qaida en 2012. Suspecté d'être membre d'Al-Qaida, et réitérant des appels au jihâd contre les États-Unis, son pays de naissance, Al-Awlaki fut tué par un drone américain au Yémen en septembre 2011.

Qatar Charity devenue Nectar Trust : l'appui financier

Qatar Charity est l'association caritative la plus grande du Qatar, elle a inauguré en 2012 une branche européenne qui reste relativement indépendante de la maison-mère.

Sa branche au Royaume-Uni a été enregistrée comme société britannique, le 26 mars 2012, et à la Commission des associations caritatives britanniques le 27 mars 2012. Elle a commencé ses activités en 2014, année de son inauguration par l'ambassadeur du Qatar et le cheikh Hamad bin Nasser Al-Thani.

Récemment, Doha a recouru à une manœuvre en changeant le nom « Qatar Charity » en « Nectar Trust », pour éloigner toute accusation visant ses activités suspectes. Son premier directeur fut le marocain Ayyoub Abouliqin, cheville ouvrière de la grande mosquée de Mulhouse.

Ayoub Abou Laqyan, nouveau directeur général de Qatar Charity-Royaume-Uni, a affirmé que le siège de Qatar Charity à Doha gère 110 programmes culturels en coopération avec 58 organisations européennes, outre 6 programmes en collaboration avec les organisations locales du Royaume-Uni, et 2 programmes en Irlande.

Qatar Charity a dépensé ces cinq dernières années près d'un demi-milliard de riyals (environ 140 millions de dollars) pour ces programmes.

Qatar Charity-Royaume-Uni a fixé deux objectifs qu'elle a cherché à réaliser dès 2016 :

Premièrement, créer des organisations dans les pays où l'on trouve nombre d'œuvres sociales (la priorité étant donnée au Royaume-Uni, à la France et à l'Italie). Ces organisations assumeront la responsabilité des projets dans leurs pays.

Deuxièmement, les plans ont été élaborés pour les organisations sœurs de Qatar Charity-Royaume-Uni dans les autres pays européens. En

2016, les priorités de Qatar Charity sont passées du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie à la Belgique. Selon le rapport du secrétariat de Qatar Charity-Royaume-Uni de 2015, 3 760 768 livres sterling ont financé des activités caritatives, et en 2016, 2 899 378 ont financé ces mêmes activités.

Le « Projet Sheffield » nommant une grande mosquée polyvalente, est un des plus gros projets de Qatar Charity au Royaume-Uni en 2015, financée à hauteur de 638 695 LS : sur 3 390 m² elle comprend crèche, école, centre culturel et social, salle de prières, salle de sport. En 2016, les dépenses ont atteint 704 983 LS. Le but est d'encadrer 20 000 musulmans de toute l'agglomération de Sheffield !

Durant la direction de Ayyoub Abouliqin, Qatar Charity Royaume-Uni développa aussi un partenariat avec Mosaic, une fondation présidée par le Prince Charles qui aide à propulser la carrière de jeunes talents musulmans issus de familles modestes. À Birmingham, l'ONG qatarienne est également partenaire de Muath Trust, qui soutient la formation professionnelle de jeunes âgés de 13 à 19 ans, issus des communautés musulmanes, informe l'enquête *Qatar Papers* (Michel Lafon, 2019).

Afin de brouiller les pistes, fin 2017, anticipant certainement les polémiques sur son financement de mouvements jihadistes au Sahel et en Syrie, Qatar Charity changea de nom en « Nectar Trust ». Quatre mois après le blocus contre le Qatar de pays amis de la Grande-Bretagne, Arabie saoudite, Émirats Arabes Unis et Egypte, cela sentait « l'entourloupe ». Effectivement, la maison mère de Qatar Charity à Doha continue de financer Nectar Trust qui reprend les mêmes fonctions. Son bilan comptable arrêté au 31 mars 2018 informe que l'organisation basée à Londres déverse des millions pour des centres médicaux islamiques, centres sportifs, salles de classe en Belgique, regroupées au sein d'un même complexe !

La France est aussi ciblée par le fond londonien avec pas moins de 7 millions de LS pour la méga mosquée de Mulhouse et celle du quartier Hautepierre à Strasbourg.

Cette même année 2018, Nectar Trust a encore financé le centre de Sheffield, et, par le truchement d'une association de bienfaisance nommée Iftaar UK, a payé les repas gratuits du ramadan pour les fidèles pauvres des mosquées de Cardiff, Glasgow,

Londres, Middlesbrough et Birmingham. Soit plus de 11 000 fidèles rassasiés, à jamais redevables envers ces mosquées de la confrérie, dont il est fort à parier que nombre d'entre eux militeront en tant que dévoués fidèles à la prédication.

Légendes

152. Abu Ala Mawdoudi, *Le Jihâd dans l'islam*, chapitre VII, Lahore, Pakistan, Islamic Publication.

153. Abu Ala Mawdoudi, *Vers la compréhension du Coran*, chapitre VII, Lahore, Pakistan

154. Cf. K.Siddiqui, 1990, Institute of Contemporary Islamic Thought Revue, Crescent International, Zafar Bangash (2009).

155. Lorenzo Vidino, *The New Muslim Brotherhood in the West*, Columbia University Press, 2010, page 140.

156. Sermon dans la mosquée Umar Bin Al Khattab de Doha traduit par BBC Monitoring International Report du 4 juin 2004.

LES FRÈRES MUSULMANS EN IRLANDE

En 2007, une dépêche AFP notait la progression fulgurante du nombre de musulmans en Irlande : « *L'islam conforte sa position de troisième religion en Irlande avec une hausse de plus de 70 % du nombre des musulmans dans l'île entre 2002 et 2006, selon des statistiques officielles publiées jeudi. L'Irlande, traditionnellement un pays catholique d'émigration, démontre dans le recensement 2006 de sa population une forte progression de l'immigration, avec 420 000 résidents nés à l'étranger, grâce à une décennie de boom économique*¹⁵⁷ »

En août 2011, un petit tour de vis fut opéré par le gouvernement irlandais contre les Frères Musulmans. Le Centre culturel islamique d'Irlande **Islamic Cultural Center of Ireland** (ICCI), lié aux Frères musulmans, protesta après que le Service de l'immigration et des naturalisations ait renouvelé l'interdiction de territoire de cheikh Yusûf Al-Qaradâwî¹⁵⁸ en vigueur depuis 2009. Cette interdiction est motivée par le soutien par celui qui est président du **Conseil Européen de la Fatwa et de la Recherche** (CEFR) des attentats du Hamas, ainsi que par sa préconisation de tuer les homosexuels. Les autorités irlandaises auraient pu ajouter son enseignement d'abattre les apostats ainsi que sa vision d'Hitler comme un instrument divin. Le CEFR possède son siège social dans les locaux du Centre culturel de Dublin, d'où l'irritation des responsables.

Interrogé par *The Irish Central*¹⁵⁹, le président du Centre culturel islamique, plus importante organisation musulmane du pays, Nooh al-Kaddo refusa de condamner celui qui est « largement respecté » en plus d'être un véritable « érudit ». « *Ses positions sont fidèles aux enseignements de l'islam* » expliqua al-Kaddo, également membre de l'Union des organisations islamiques d'Europe. L'immense centre Irlandais construit sur fond des Émirats-Arabis-Unis

en 1994, comprend une école, des magasins, pas moins de dix appartements, une bibliothèque, un restaurant et une école primaire. Son imâm est un égyptien, Hussein Halawat, diplômé de l'université islamique d'Islamabad ainsi que d'Al-Azhar, qui affirme avoir mémorisé le Coran dès l'âge de cinq ans. Il fut secrétaire-général du Conseil européen de la Fatwa dans les années 2000.

Malheureusement, le gouvernement irlandais n'ira pas jusqu'à interdire purement et simplement le centre islamiste, qui continue à irriguer les musulmans irlandais de la doctrine djihadiste des Frères.

Car l'imâm Halawat justifierait à lui seul la dissolution de ce centre islamique.

Présent depuis 25 ans en Irlande sans maîtriser encore l'anglais, il défraya la chronique en 2017 pour ses propos sur les homosexuels. Ses enfants, retournés vivre en Égypte à la faveur de la présidence Morsi, ont tous été arrêtés¹⁶⁰ pour violence et sabotages au Caire lors des attaques violentes des militants fréristes contre le soulèvement populaire déposant le président islamiste en 2011. Interrogé par la presse irlandaise, l'imâm défendit la confrérie en lui niant son caractère terroriste malgré les 80 églises et 10 monastères brûlés et nombreuses villes à populations chrétiennes attaquées lors de l'été 2013 (notamment les villes chrétiennes de Delga et Sohag terrorisées par les Frères Musulmans). Dans le média tunisien *Kapitalis*, à l'époque, le journaliste Makrem Ben Reguiga décrivait ce que les journalistes français ne voulurent pas voir des événements égyptiens :

« *En regardant défiler les images en direct des différentes chaînes satellitaires pro et anti-Frères musulmans, nous avons pu constater, en direct, à travers de nombreux médias, les énormes stocks*

de munitions, d'armes de guerre, de roquettes, de mitrailleuses, de fusils, d'armes de poing... détenus ou laissés par les sit-inneurs "pacifistes" aux sites de Rabaa Adaouia et Ennahdha. (...) Enfin, n'oublions pas le reste du bilan que les Frères musulmans occultent: des dizaines de sites administratifs, dont le ministère des Finances, incendiés, plusieurs blindés de transport de fond subtilisés, l'école d'ingénieur de l'université du Caire saccagée puis incendiée, de nombreux postes de policiers incendiés et de policiers blessés ou tués, et... 40 églises brûlées. La volonté des Frères musulmans de mettre le pays à feu et à sang est claire, avec une stratégie de guerre civile armée et loin de toute logique de paix civile et de processus démocratique¹⁶¹ »

Le fait de défendre cette confrérie terroriste devrait être une raison simple d'expulser l'imâm du centre islamiste de Dublin. Mais les autorités du pays laissent le ver ronger la communauté musulmane locale.

Pire, le ministre d'État à l'Intégration, Conor Lenihan, vint en 2007 au repas du ramadan de l'ICCI afin de louer les bonnes relations entre les musulmans en Irlande et l'Irlande. Il faut dire que le président irlandais en personne, Mary Robinson, avait inauguré l'institut-mosquée de Kaddo et Halawat en 1996. L'ICCI est une méga mosquée avec, outre les incontournables salles de classes et la librairie, un restaurant, une salle de fitness ainsi que dix appartements afin de loger des frères. L'institut a traduit le Coran en gaélique.

L'imâm Hussein Halawat a aussi créé le Conseil des imâms irlandais, qui lors de son lancement en 2006, comptait 16 imâms, ce qui n'est pas rien dans ce petit pays où le nombre de musulmans est encore modeste. Son bras droit afin de diriger les deux structures est Ali Selim, égyptien formé comme lui à l'université islamique d'Al-Azhar (Le Caire). Ce dernier se fit remarquer en 2006 par la presse irlandaise pour avoir affirmé que « *dans l'éventualité que les musulmans deviennent majoritaires* », il aimerait que l'Irlande adopte la Charia, le code pénal islamique. Pire: il refusait de condamner Ben Laden, car disait-il en octobre 2006, « *j'ai besoin de le rencontrer pour le juger* ».

L'initiative du Conseil des imâms est censée contrer le préexistant Supreme Muslim Council of Ireland (SMCI), dirigé par l'imâm sud-africain Shaheed Satardien, qui, interrogé au moment de la création du Conseil de Halawat, affirma à la presse locale s'inquiéter que le pays ne devienne une « fournaise

fondamentaliste » et qu'un « océan d'extrémisme » ne se déverse parmi la jeunesse musulmane. Suivez son regard...

Lorsque l'on sait que Ali Selim, le numéro 2 de l'ICCI et du Conseil des imâms affirme que l'attaque terroriste londonienne au London Bridge en 2006 n'est pas le fait de musulmans car les images des terroristes (pourtant bien identifiés) auraient été manipulées, et que le 11 septembre est le fruit d'une conspiration, on comprend Mr Shaheed Satardien.

L'ICCI reçoit des conférenciers de prestige pour la confrérie, comme Sheikh Salman Al-Awda en 2007, emprisonné depuis 2017 en Arabie Saoudite, son pays, pour son appartenance avec les Frères Musulmans, au grand désespoir de la chaîne qatari Al Jazeera le décrivant comme un « réformateur ». Al-Awda qui plaide pour la criminalisation de l'homosexualité, est suivi par 14 millions de personnes sur Twitter. Il est interdit de séjour au Danemark depuis 2017 où il devait se rendre pour une conférence. Autre conférencier des Frères reçu à l'ICCI de Dublin, Wagdy Ghoneim, soutien du Hamas et favorable aux amputations de membres prévues dans la charia, interdit de séjour aujourd'hui en Grande-Bretagne. Pour lui, les Juifs descendent des singes, tout simplement¹⁶².

On ne s'étonne donc pas de la manifestation devant l'ambassade d'Israël en Irlande organisée par l'ICCI en mars 2004 afin de protester contre la neutralisation du fondateur du Hamas palestinien, Ahmad Yassine, tête pensante des attaques contre des bus remplis de civil ou de la discothèque le Dolphinarium à Tel Aviv en juin 2001, parmi d'autres horreurs.

La subversion d'institutions bancaires

L'ICCI, se targuant d'être représentative de l'ensemble des musulmans en Irlande, a noué un partenariat avec l'Alliance Irish Bank afin de proposer des produits financiers « *halal* » et des emprunts islamiques spécifiques pour les acquéreurs musulmans de biens immobiliers.

La Muslim Association of Ireland

Créée en 2001, l'Association des musulmans d'Irlande a été fondée par des étudiants étrangers comme Mansour Sheleg, étudiant en médecine,

et le libyen Adam Argiag, diplômé d'agronomie, avec 70 autres membres. Son local et ses événements étaient fréquentés par 300 musulmans étrangers, incluant des Pakistanais, des Nigériens, des Arabes, des Bangladais et des Kurdes, avec une majorité de Libyens selon Argiag. Durant sa présidence, ce dernier a donné des conférences à des élèves professeurs afin de leur exposer l'islam, et a noué des relations cordiales avec des personnalités politiques en débattant de sujets tels l'intégration ou la constitution européenne, contenant des dispositions favorables au « droit des minorités ».

Un autre membre du bureau de la MAI, Khairi Duibi, gérant d'une supérette halal, animait aussi les Scouts musulmans d'Irlande. La présidence des Scouts musulmans fut reprise par Mansour Sheleg, ayant du temps de libre n'ayant pas validé son cursus de médecine.

Le lien avec les Frères Musulmans devient évident lorsque l'on sait que l'imâm aumônier de la MAI, Omar Al-Khadrawi est membre du Conseil des imâms ainsi que de l'**Union des organisations islamiques d'Europe** (UOIE), maison-mère de toutes les branches des Frères en Europe. Il est aussi imâm de la mosquée Tallaght de Dublin du

réseau de l'ICCI. Le MAI figure comme membre de l'UOIE mais tente quand même de démentir son appartenance aux Frères, sans convaincre. D'autant que le mouvement étudiant avait invité en 2008 le Frère Azzam Tamimi, partisan du Hamas palestinien.

Lors de la guerre entre Israël et le Hezbollah au Liban, MAI, ICCI et le Palestinian right institute signèrent une déclaration commune dénonçant la fourniture d'armes à Israël par la Grande-Bretagne.

Abdelrazak Zeroug, animateur du Forum de la communauté arabe, affirme que l'ICCI est coupable d'avoir agi en vase clos et se plaint que d'autres voix musulmanes aient été marginalisées à son profit. « *De nombreuses organisations essaient d'avoir une contribution ou de faire des suggestions pour la communauté, mais elles constatent que toutes les portes sont fermées et que personne ne les écoute. Au sein de la communauté, on a l'impression que l'ICCI domine tout et isole tout le monde.* »

En effet, en Irlande, les Frères Musulmans ont réussi leur coup en passant pour les interlocuteurs incontournables d'une communauté dont ils se présentent comme les seuls représentants.

Légendes

157. Dépêche AFP du 29 novembre 2007.

158. Al Qaradâwî préside surtout la très influente Union internationale des savants musulmans (UISM), très respectée dans le monde sunnite.

159. Controversial Muslim cleric again denied entry visa to Ireland, *Irish Central*, 8 août 2011.

160. Ibrahim, Somaia, Fatima et Omaira, finalement acquittés.

161. Makrem Ben Reguiga, *Faut-il pleurer les Frères Musulmans d'Égypte ?* Kapitalis, 15 août 2013

162. Conférence au Brooklin College du 24 mai 1998.

LES FRÈRES MUSULMANS AUX PAYS-BAS

En janvier 2007, la mairie de Rotterdam, qui voyait Tariq Ramadan comme un intellectuel musulman « réformiste » et modéré capable d'œuvrer à l'intégration, l'avait engagé en qualité de « conseiller en intégration et en multiculturalisme ». Le petit-fils de Hassan al-Banna fut finalement licencié en août 2010, lorsque le Maire de Rotterdam se vit reprocher que son conseiller animait, depuis avril 2008, une émission de télévision sur une chaîne iranienne – Press TV – financée et pilotée par les services du Guide suprême Ali Khamenei. L'émission était intitulée *L'Islam et la Vie*, soit le presque le même titre que celle de Al Qaradawi sur *Al-Jazeera*, intitulée *La Charia et la Vie*.

Les services secrets néerlandais en charge du sol national (AIVD) se penchent avec acuité sur la stratégie des Frères Musulmans dans leur pays également en butte à de nombreuses revendications, dont évidemment des mosquées. Très conscients du double discours permis par la *takky*, voici une de leur analyse rendue publique en décembre 2009 :

« Pas tous les Frères Musulmans ou leurs sympathisants sont reconnaissables en tant que tel. Ils ne révèlent pas toujours leurs croyances religieuses et leur agenda ultra-orthodoxe à l'extérieur. D'apparence coopératifs et modérés dans leurs comportements face aux sociétés occidentales, ils n'ont certainement pas d'intentions violentes. Mais ils cherchent à paver le chemin pour un islam ultra-orthodoxe afin qu'il joue un rôle grandissant dans le monde occidental en exerçant leur influence sur les communautés musulmanes immigrées et en tissant de bonnes relations avec les leaders d'opinion : politiques, société civile, organisations sociales représentatives, religieux non musulmans, universitaires, journalistes etc. Cette politique engagée est notable depuis ces dernières années, et a certainement contribué à une

libéralisation des idées du mouvement. Il se présente lui-même comme l'avocat largement soutenu et légitime en termes de représentativité de la communauté islamique. Mais le but ultime – bien que jamais formulé ouvertement – est de créer, d'implanter avant d'étendre, un bloc musulman ultra-orthodoxe dans l'Europe de l'ouest...¹⁶³ ».

La ministre de l'Intégration Ella Vogelaar fut embarrassée quand, en 2007, le quotidien *De Telegraaf* révéla qu'un activiste islamiste nommé Yahiya Bouyafa, lié aux Frères Musulmans et recevant de l'argent de l'établissement Europe Trust¹⁶⁴, une des banques des Frères en Europe, fut engagé par son ministère. Sa mission en son sein était de promouvoir l'intégration et de combattre la radicalisation ! Interrogée par des parlementaires sur cette énormité, la ministre tenta de minimiser en disant qu'il n'était pas un Frère bien qu'en contact avec plusieurs sympathisants de la confrérie, sans convaincre. Aussi, le fait que les services de sécurité lui aient assuré que Bouyafa ne posait pas de problèmes en terme de terrorisme, suffit à la rassurer avait-elle expliquée. Mais le fait qu'un discours subversif pouvant amener au séparatisme pose également un souci pour la nation à long-terme, ne lui effleura pas l'esprit.

Les grands alliés turcs des Frères Musulmans, le Millî Görüs, travaillaient au projet d'une troisième mosquée à Amsterdam en 2007. Les négociations (menées par le maire d'Amsterdam) entre le promoteur immobilier et le Millî Görüs furent rompues en raison de questions concernant l'intégrité de l'association islamiste. Alors que la municipalité fut sur le point de révoquer le permis de construire, le masque tomba sur la nature véhémente de l'organisation :

« Si Amsterdam refuse de construire la nouvelle mosquée, prévint le Millî Görüs la résistance sera

énorme. Al Jazeera s'emparera de cette affaire. Si les autorités contrarient ce projet, il y aura des manifestations. Nous ferons appel aux Turcs de toute l'Europe. » Le représentant des turcs ajouta qu'il espérait que « ces manifestations seront non-violentes » mais qu'elles « pourraient dégénérer. Nos membres sont des gens passionnés (sic), et il pourrait y avoir un déséquilibre parmi eux ». Soit un véritable chantage à la violence urbaine.

Aux Pays-Bas le Milli Görüs, mouvement islamiste allié internationalement aux Frères, accélère son implantation. En novembre 2004, le président de la section jeunes du mouvement, Mehmet Öztoprak, démissionna de sa fonction suite à un article dans le journal professionnel *De Journalist* où Öztoprak niait l'holocauste, ne voyant que « tout au plus que quelques milliers » de victimes juives lors de la seconde guerre mondiale...

Dans le centre d'Amsterdam, le projet de « grande mosquée de l'Ouest » (Westernmoskee) dénommée de manière délibérément provocante « Aya Sofya » (en grec correct, Aghia Sophia; ou, en français, Sainte Sophie; ce nom désigne, en turc, la cathédrale Sainte Sophie, transformée en mosquée après la prise de Constantinople par les Turcs en 1453) . La société De Manderen est, elle, le bras financier du projet de l'association de la mosquée « Aya Sofya », nom local du Milli Görüs.

Mais le caractère islamiste du nouveau directeur de Milli Görüs/Aya Sofya ne tarda pas à apparaître dès lors que l'association contesta une clause du contrat de gestion de la mosquée, précisément celle qui prévoyait d'y interdire les prêches radicaux...

Les premiers craquements eurent lieu à l'occasion de l'élimination du premier responsable d'Aya Sofya représentée par Haci Karakaer, jeune enseignant, réputé progressiste et proche des travaillistes au profil rassurant, remplacé par Fatih Uçler Dag, un islamiste bon teint.

En avril 2007, les liens entre Milli Görüs et les Frères Musulmans apparaissaient au grand jour, mais Job Cohen, maire travailliste d'Amsterdam, commença par relativiser le danger du projet, qu'il trouvait alors encore « sympa ». La rupture fut cependant consommée quand Fatih Uçler Dag, le nouveau représentant local de Milli Görüs, décida de se lancer dans un chantage pour faire avancer le projet:

« Si Amsterdam refuse de construire la nouvelle mosquée, la résistance sera énorme. »

La chaîne Al Jazeera s'emparera de cette affaire. « Si les autorités contrarient ce projet, il y aura des manifestations. Nous ferons appel aux Turcs de toute l'Europe. » Le représentant de Milli Görüs ajouta qu'il espérait que « ces manifestations seraient non-violentes » mais qu'elles « pourraient dégénérer. Nos membres sont des gens passionnés, et il pourrait y avoir un déséquilibre parmi eux. »

La mairie d'Amsterdam rompit alors tout lien avec Aya Sofya. Le média français *Riposte-laique* rapporta des suites judiciaires tout aussi inquiétantes: « Pour renfort de potage, De Manderen fut sous le coup d'une enquête financière; se présentant comme un fond d'investissement islamique, cette société aurait levé des fonds pour la mosquée en promettant aux pieux donateurs un retour sur investissement de 40 %; son directeur, Uzeyir Kabaktepe, est accusé d'avoir transféré 1,3 million d'euros sur ses comptes personnels; et de plus, la police trouve chez lui une cache d'armes; c'est d'autant plus surprenant et inquiétant que Kabaktepe était le seul "modéré" du groupe De Manderen. Était-il moins modéré qu'on avait cru, ou a-t-il été piégé? »

Les mosquées néerlandaises financées par l'Europe Trust des Frères Musulmans

Outre la grande mosquée d'Amsterdam (Mosquée bleue de la banlieue de Sloterdijk financée par le Koweït, via l'Europe Trust Nederland), le gouvernement koweïtien paye les salaires de l'imâm de la mosquée de rite sunnite-malékite d'Amsterdam, à travers l'organisation paneuropéenne des Frères Musulmans nommée Europe Trust, dont le Koweït est un des principaux financiers. Rappelons que l'Europe Trust, basé en Grande-Bretagne, grand allié du Koweït et financé largement par ce dernier, canalise, d'après la revue américaine *Middle East Quaterly*, « l'argent provenant du golfe persique vers des groupes biens disposés à l'égard des Frères Musulmans en Europe, principalement pour la construction de mosquées¹⁶⁵ ». Codirigé par Ahmad al-Râwi, cadre des Frères Musulmans au Royaume-Uni et Nooh Al-Kaddo, Irakien qui dirige le centre culturel islamique d'Irlande (ICCI), l'Europe Trust est lié au Conseil européen de la fatwa et de la recherche dirigé par Yussuf Al Qaradawi. Al-Kaddo est par ailleurs mandataire du Human Appeal International, association caritative liée au Hamas qui tient la plus grande

mosquée de l'Union européenne, la Mosquée al-Salâm de Rotterdam (aux minarets de 50 mètres de haut, point le plus élevé de la ville). Cette mosquée reçut 2 millions d'euros de la part du Koweït, propriétaire du bâtiment. Le ministre des

Affaires religieuses du Koweït, Moutlak al-Qarawi, est à la tête de l'European Trust Nederland, dont la mission est de propager l'islam aux non musulmans.

Légendes

163.AVD, *The Radical Dawa in Transition : The Rise of Islamic Neoradicalism in the Netherlands*, <https://www.aivd.nl/actueel-publicaties/aivd-publicaties/the-radical-dawa-in> (accès du 5 décembre 2009).

164.Joost de Haas, "Moskeeen in de ban Moslimgroep", *De Telegraaf*, 24 mars 2007.

165.Leslie Lebel, *Middle East Quarterly*, numéro d'été, "The islamist threat to European Security", *Middle East Quarterly*, 2014.

LES FRÈRES MUSULMANS AU DANEMARK

Selon le média danois *Berlingske*, les Frères Musulmans du Qatar ont pris le contrôle de la mosquée du **Centre de civilisation Hamad Bin Khalifa** à Rovsingade, qui a reçu 227 millions de couronnes danoise de dons du Qatar, soit 30 millions d'euros! L'organisation financière qatarienne qui a réalisé le don est le Copenhagen Store Fund. Le journal a indiqué en juin 2020 que le conseil d'administration du fonds derrière la mosquée a été remplacé, de sorte que cinq personnes du Qatar ont désormais la majorité absolue. L'un des nouveaux membres du conseil d'administration est Shaheen al-Ghanim, qui a été directeur du ministère des Awqaf et des affaires islamiques, qui, selon *Berlingske*, est une sorte de ministère de la religion au Qatar.

Le « *Centre de civilisation Hamad Bin Khalifa* » a fait l'objet de vives critiques. Par exemple, l'imâm Abu Bilal, reconnu coupable d'avoir appelé à tuer des Juifs, a prêché plusieurs fois dans la mosquée. Lorsque ces informations ont été publiées en

février 2020, des représentants de la Grande Mosquée ont déclaré qu'Abou Bilal n'était pas considéré comme extrême...

Lorsque les informations sur les principaux dons ont été révélées en février, il y a eu un affolement au château de Christiansborg qui loge le Premier ministre. Enfin, deux des trois membres du conseil alors affiliés au Qatar résidaient dans l'État désertique du Qatar.

La porte-parole étrangère du Parti populaire danois, Pia Kjaersgaard, déclara cette fois au journal :

« *Si vous siégez au conseil d'administration d'une mosquée au Danemark mais que vous vivez au Qatar, les intérêts vous essayez de protéger sont clairs. Et ce n'est pas le Danemark* ».

Elle ajouta, « *mes poils se hérissent* » lorsqu'elle entendit parler du don du Qatar à la Grande Mosquée.

BIBLIOGRAPHIE

- Lorenzo Vidino, *The New Muslim Brotherhood in the West*, Columbia University Press, 2010.
- Chérif Amir, *Histoire secrète des Frères Musulmans*, Ellipses, 2015.
- Mohamed Louizi, *Pourquoi j'ai quitté les Frères Musulmans*, Michalon, 2016.
- Christian Chesnot, Georges Malbrunot, *Qatar Papers*, Michel Lafond, 2019.
- Mireille Valette, *Le radicalisme dans les mosquées suisses*, Xenia, 2017.
- Farid Abdelkrim, *Pourquoi j'ai cessé d'être islamiste*, Le point sur les i, 2015.
- Farid Abdelkrim, *La France des islams*, Bayane, 2005
- Alexandre del Valle, Emmanuel Razavi, *Le Projet, la stratégie de conquête et d'infiltration des Frères Musulmans*, L'Artilleur, 2019.
- Joachim Véliocas, *Mosquées Radicales ce qu'on y dit, ce qu'on y lit*, DMM, 2016.
- Joachim Véliocas, *Les Frères Musulmans dans le texte*, Tatamis, 2016.
- Marie-Thérèse Urvoy dans son *Essai de critique littéraire dans le nouveau monde arabo-islamique*, Cerf, 2011.
- Ian Johnson, *Une mosquée à Munich, Les nazis, la CIA et la montée des Frères Musulmans en Occident*, JC Lattès, 2011.
- Gustavo de Aristegui, *La Yihad en Espana, la obsesion por reconquistar Al-Andalus*, La esfera de los libros, sixième édition de mars 2006.
- Hani Ramadan, *Sermons du vendredi*, éditions Tawid, 2011.
- Ibn Qayyim Al-Jawziyya, *Le Statut des tributaires (Akâm ahl al dimma)*, édition Subhi Sâlih, 1961.
- Yussûf Al Qaradâwî, *Le licite et l'illicite*, éditions Al Qalam, 1998.
- Yussûf Al Qaradâwî, *La Science des priorités*, Maison d'Ennour, 2007
- Mohammad Al Ghazali, *L'Éthique du musulman*, Al Qalam, 2012.
- Abu Bakr Al-Jazairi, *La Voie du Musulman*, AlBouraq, 2014.
- Dr Hassan Amdouni, *Ousoûl Al Fiqh, Les fondements du droit musulman*, tome I, éditions Le Savoir, 2006.
- Abu Ala Mawdoudi, *Le Jihâd dans l'islam*, chapitre VII, Lahore, Pakistan, Islamic Publication
- Abu Ala Mawdoudi, *Vers la compréhension du Coran*, chapitre VII, Lahore, Pakistan.
- Ghassan Finianos, *Islamistes, apologistes et libres penseurs*, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.
- Abdelrahim Ali, *Les dangers de la pensée des Frères Musulmans sur les valeurs occidentales*, Cahier (1) du Centre des études du Moyen-Orient, mars 2018.
- El-Mawerdi, *Les Statuts gouvernementaux*, Éditions du patrimoine Arabe et Islamique.
- Sayyed Qutb, *À l'ombre du Coran (Fî zilâl al-qur'ân)*, 1952.
- Mujahed Badaoui, *Islam et Paix*.

